

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE PROJET SOCIALISTE DE PRÉLÈVEMENT SUR LA FORTUNE PRIVÉE EN SUISSE

THÈSE pour le DOCTORAT

Sciences Politiques et Économiques

Présentée et soutenue le 3 décembre 1923, à 3 h. 1/2

par

ANDRÉ ADLER

Président : M. Germain MARTIN, professeur,

*Suffragants : { MM. LESCURE, Chargé de Cours,
OUALID, Chargé de Cours.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. Pichon et Durand-Auzias, Administrateurs

LIBRAIRIE DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

20, Rue Soufflot, 5 arr.

— 1923 —

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**LE PROJET SOCIALISTE
DE PRÉLÈVEMENT
SUR LA FORTUNE PRIVÉE
EN SUISSE**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE PROJET SOCIALISTE DE PRÉLÈVEMENT SUR LA FORTUNE PRIVÉE EN SUISSE

THÈSE pour le DOCTORAT

Sciences Politiques et Économiques

Présentée et soutenue le 3 décembre 1923, à 3 h. 1/2

par

ANDRÉ ADLER

Président : M. Germain MARTIN, professeur.

Suffragants : { MM. LESCURE, *Chargé de Cours.*
 OUALID, *Chargé de Cours.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. Pichon et Durand-Auzias, Administrateurs

LIBRAIRIE DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

20, Rue Soufflot, 5 arr.

— 1923 —

LE PROJET SOCIALISTE

DE

PREMIER

SECRETARIAT DE LA COMMISSION

PARIS

THESE pour le DOCTORAT



LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF LEIDEN

Acquired by the University of Leiden in 1911

PRÉFACE

Admettre dans un système fiscal des considérations d'ordre politique et social n'est pas chose nouvelle. Vers la fin du siècle dernier déjà, le Professeur A. Wagner posait « qu'à côté du but immédiat, purement financier de l'impôt, on pouvait également discerner un second but, but de politique sociale comportant intervention réglementaire dans la répartition des revenus et de la fortune de la population ». (1)

Bien que ces dernières années l'influence de telles conceptions fut indéniable dans l'élaboration de la plupart des systèmes financiers et en particulier dans les systèmes de prélèvement sur le capital, on ne saurait affirmer toutefois que cette influence fut jamais exclusive ou même simplement prépondérante.

Partout où fut opéré un prélèvement sur la fortune il fut considéré jusqu'ici comme le moyen extrême réservé aux heures de détresse financière; — et si des raisons politiques n'étaient pas toujours étrangères à son élaboration

(1) Cf. A. Wagner : *Traité de la Science des Finances*, Ed. franç. Giard et Brière, Paris 1909, Tome 2, page 109.

elles étaient nettement absorbées pourtant par des considérations d'ordre proprement fiscal.

Ce qui dans aucun pays encore n'avait été tenté : la création d'un prélèvement sur le capital à des fins exclusivement politiques, le Parti Socialiste Suisse pouvait avoir quelque espoir, grâce au droit d'initiative, de le voir aboutir en Suisse ; le résultat d'une votation populaire peut souvent, en effet, réserver des surprises. Il va donc essayer de faire accepter au pays une mesure dont les visées dépasseront singulièrement celles contenues habituellement dans le cadre d'un prélèvement sur la fortune. On a pu dire avec quelque raison qu'il s'agissait de l'épreuve la plus redoutable à laquelle ait été soumis le peuple suisse depuis l'avènement de la Démocratie. (1)

Aborder l'étude d'un système de l'adoption duquel dépendait jusqu'à un certain point l'avenir économique et politique de la Suisse ne nous a paru indigne d'intérêt ; — d'autant qu'on peut voir dans l'initiative du Parti Socialiste un essai de réalisation dans le domaine pratique de conceptions restées jusqu'ici l'exclusif apanage de la théorie et de la doctrine.

On nous reprochera peut-être de nous être étendu trop dans notre étude en des considérations purement historiques. Ce que nous avons cherché, c'est d'essayer de donner au projet de prélèvement sur la fortune en Suisse toute sa portée ; il n'était guère possible dès lors d'en négliger les origines. Bien plus que le courant d'idées qu'il a fait naître il importait d'étudier les tendances dont il

(1) Cf. *Gazette de Lausanne* du 30 novembre.

est issu puisque aussi bien ce sont elles qui lui ont donné sa véritable orientation.

Nous ferons en sorte que ces considérations ne puissent nuire toutefois en aucune manière au développement de ce qui reste l'objet principal de notre travail : l'Etude et l'Analyse du projet proprement dit.

Faisant abstraction de toutes sources étrangères, nous nous bornerons à faire reposer nos développements sur les arguments présentés et discutés en Suisse. Nous ne négligerons pour cela aucun des points de vue susceptibles d'apporter à notre étude un élément de quelque intérêt. Nous nous attacherons davantage pourtant aux principes directeurs dont s'inspire le projet, qu'à ces modalités d'ordres purement techniques; encore que certaines d'entre elles aient parfois une signification qui n'apparaît pas toujours au premier abord et que nous avons essayé de mettre en lumière.

Nous ne nous dissimulons pas la difficulté qu'il peut y avoir à exposer en toute objectivité un sujet qui a provoqué dans tout le pays une effervescence telle que jamais peut-être la Suisse n'en avait vécue de pareille, et que par conséquent on n'a guère abordé sans passion.

Nous ne nous en efforcerons que davantage d'essayer de donner de ce que fut le projet de prélèvement sur la fortune en Suisse une image aussi impartiale, aussi exacte et, dans la mesure des dimensions restreintes de cet ouvrage, aussi complète que possible.

Au lecteur de nous dire si nous ne nous sommes pas éloignés trop de notre but.

PREMIERE PARTIE

Historique

CHAPITRE I.

Les Précédents : Impôts extraordinaires sur le Capital.

Si nous considérons la notion de prélèvement sur le capital en son sens strictement précis d'impôt assis sur le capital et payé exclusivement, ou en tout cas principalement sur le capital, (1) nous ne trouverons avant 1918, ni en Suisse, ni ailleurs, aucun exemple qui réponde exactement à cette définition.

La modicité des taux ou les modalités de paiement adoptées n'ont manqué jusqu'ici de transformer en un simple impôt assis sur le capital et payable sur le revenu annuel la plupart des contributions classées ordinairement parmi les prélèvements sur la fortune.

Dès lors, si avant d'aborder l'étude du projet de prélèvement en Suisse proprement, nous ne croyons pas

(1) Cf. Allix : *Science des Finances et Législation financière française*, Rousseau & Co, Paris 1921, p. 402.

inutile de faire très brièvement mention de quelques précédents, il ne pourra s'agir que d'impôts qui en réalité auront été presque toujours payés sur le revenu.

Depuis longtemps déjà la plupart des cantons suisses possédaient un impôt basé sur le capital et sur le revenu; ce n'est en 1915 qu'une mesure fiscale de ce genre fut adoptée dans le domaine Fédéral.

Quoique non belligérante, la Suisse avait dès 1914 mobilisé toute son armée; il en était résulté pour la Confédération, un excédent de dépenses que non seulement ne compensait aucun surcroît de recettes, mais qui était aggravé encore par un fléchissement sensible des recettes douanières qui constituaient pour la Confédération une des principales sources de revenus. (1)

Il s'agissait d'amortir aussi vite que possible une partie du moins de cette dette dite dette de mobilisation; on préconisait la levée d'un impôt extraordinaire sur le revenu et la fortune. (2)

Fortement appuyée par les socialistes cette proposition

(1) Cf. Grossman : *Finances publiques de la Suisse de 1919 à 1920*, Giard & Co, Paris 1921, p. 10 et suiv.

Cf. également pour étude plus approfondie de ces questions, Grossman : *Die Deckung des Schw. Mobilisation Kosten*, Zurich 1915.

Grossman : *Bundestatl. Finanzpolitik mit besonderer Rücksicht auf die Schw. Finanzreform*, Zurich 1917.

(2) La réalisation de cette idée se heurtait pourtant à quelques difficultés : la base constitutionnelle manquait. La constitution de 1874 ne met que 2 impôts à la disposition de la Confédération : Les douanes et la moitié du produit de la taxe militaire.

ne tarda guère à gagner du terrain : le 6 juin 1915, le peuple à une très forte majorité vâta l'introduction dans la Constitution d'un article qui autorisait la Confédération à lever l'impôt en question.

Comme il ne s'agissait de combler par ce moyen que le 40 0/0 — soit 80 millions — de la dette présumée de la mobilisation, (1) on adopta un tarif relativement modéré: les personnes physiques ayant un revenu de plus de 2500 francs, — ou une fortune de plus de frs 10.000 — étaient soumises à un impôt unique de 0,5 à 0,8 0/0 du revenu et de 1 à 15 0/00 du capital. Les sociétés par actions payaient de 2 à 10 0/00 de leur capital versé et de leurs fonds de réserve et de 1 à 5 0/00 du capital non versé; les sociétés coopératives 4 0/0 du profit distribué parmi les membres et 8 0/0 du reste; les sociétés coopératives d'assurances 5 0/0 de leurs recettes de primes; la procédure à suivre était laissée complètement au soin des Cantons. L'impôt fut perçu en 2 tranches en 1916 et en 1917. Le produit brut s'élevait jusqu'en novembre 1918 à plus de 123 1/2 millions; la part de la Confédération à 99 millions environ.

Il est remarquable que bien qu'on n'ait jamais en Suisse considéré le premier impôt de guerre comme autre chose qu'un impôt assis sur le capital et sur le revenu, le tarif en est plus élevé pourtant que celui de la Wehrbeitrag alle-

(1) Les frais occasionnés par la guerre s'élevaient fin 1914 à près de 110 millions; persuadé de la brièveté de la guerre, on ne comptait pas qu'ils dépasseraient 200 millions (Cf. Grossmann Op. cit. p. 9).

mande à qui on a attribué souvent les caractères d'un véritable prélèvement sur le capital. (1)

La guerre se prolongeant, les frais de mobilisation ne tardèrent pas à dépasser de beaucoup toutes prévisions. Malgré un impôt sur les bénéfices de guerre voté en 1916 et qui contribua en partie à l'amortissement de la dette, il restait urgent de voter le plus rapidement possible des impôts nouveaux.

Si d'une part on entrevoyait favorablement dans de nombreux milieux une seconde perception de l'impôt de guerre « unique » de 1915, d'autre part l'augmentation du coût de la vie, et les scandaleux enrichissements de quelques spéculateurs semblaient préparer à certaines revendications socialistes un terrain favorable :

Le Parti Socialiste crut le moment venu de réaliser un de ses vœux les plus chers : l'adoption d'un impôt direct fédéral. (2) Il lança en juin 1918 une initiative en vue de l'introduction dans la Constitution d'un article autorisant la Confédération à percevoir un impôt permanent sur les revenus au-dessus de Frs 5000, et les fortunes au-dessus de Frs 20.000. L'initiative à une faible majorité fut repoussée.

Il restait malgré tout indispensable d'amortir l'ensem-

(1) Cf. Badulesco : *Le Prélèvement extra-ordinaire sur le capital dans l'Empire allemand*, Giard & Cie Ed. Paris 1922, p. 10 et suiv.

(2) Cf. Heller *Initiative für die directe Bundessteuer*, Zurich 1917.

ble des frais de la mobilisation : la majorité de l'opinion réclamait maintenant la perception d'un deuxième impôt de guerre. (1) Le nouvel amendement à la Constitution d'abord voté par les Chambres ne tarda pas à être à une forte majorité sanctionné par le peuple. (2)

Le deuxième Impôt de guerre se distingue du premier à plusieurs points de vue :

La contribution ne sera plus unique mais temporaire, en ce sens qu'elle sera perçue jusqu'au moment où son produit additionné au produit du premier impôt de guerre et de l'impôt sur les Bénéfices de guerre, atteindra le chiffre des frais de mobilisation soit environ 1 milliard. L'impôt d'autre part sera perçu par périodes de 4 ans, l'impôt d'une période formant une unité et étant lui-même payé en 4 annuités. On ne compte guère en voir la fin avant 12 ans au moins (3). Enfin, à part encore quelques différences dans les exonérations, la principale dissemblance avec le premier impôt de guerre réside dans le tarif: Alors qu'en 1915 les taux maxima étaient de 8 0/0 pour le revenu et de 15 0/00 pour la fortune, ils atteignent maintenant 20 0/0 pour les revenus et 25 0/00 pour la fortune. Il reste à signaler encore la sévérité plus grande dans les moyens de contrôle : La loi de 1919 exige dans tous les cas la déclaration obligatoire avec, pour les

(1) Cf. Grossmann, op. cit. p. 12 et suiv.

(2) L'amendement fut voté par les Chambres le 14 février 1919 et sanctionné par le peuple le 4 mai de la même année.

(3) Cf. Feuille Fédérale du 14 août 1918. Projet de révision de la Constitution permettant de rendre possible le renouvellement de l'impôt de guerre. p. 274.

agents du fisc des droits d'investigations des plus étendus.

Contribution sensiblement plus lourde que la Wehrbeitrag allemande, le deuxième impôt de guerre constitue pour le peuple suisse, pays non belligérant une charge relativement considérable. Les prélèvements sur le capital en Allemagne et en Italie, ne représentent pas un sacrifice annuel sensiblement supérieur à la charge représentée en Suisse par le deuxième impôt de guerre (1).

Si nous comparons d'autre part les fortunes auxquelles s'applique en Suisse le taux d'imposition maximum avec des fortunes identiques en Italie, nous verrons que, pour toute une catégorie de contribuables c'est la charge annuelle de l'impôt de guerre qui très nettement est la plus lourde (2).

Pas plus que pour le premier impôt de guerre, nous ne saurions voir pourtant dans le second, un véritable prélèvement sur le capital puisque là encore, dans la presque totalité des cas les contribuables étaient en mesure de payer la contribution sur leur revenu. Tout au plus

(1) Cf. *Effort* du 28 novembre 1922, Discours de Musy Conseiller fédéral, Chef du Département des Finances.

(2) Pour une fortune de 3 millions, la charge imposée par le deuxième impôt de guerre, est de 0.79 o/o de la fortune totale

Pour la même somme la charge imposée par la Wehrbeitrag serait de 0,346 o/o (a).

Par le prélèvement sur la fortune en Italie de 0.724 o/o (b)

Par la Reichsnotopfer de 2.53 o/o environ (c).

(a) Cf. Badulesco op. cit. p. 14.

(b) Jèze : *L'impôt extraordinaire sur le capital en Italie*, Giard & Cie, Paris 1920, p. 103

(c) Badulesco, op. cit. p. 497.

cette expérience du deuxième impôt de guerre aura-t-elle prouvé que les difficultés d'évaluation et de recouvrement d'un impôt direct fédéral basé sur la fortune ne sont pas insurmontables; les données qu'il aura fournies pourront mêmes ne pas être inutiles à l'élaboration éventuelle d'un futur prélèvement sur la fortune. C'est précisément lors des discussions d'où devait sortir ce deuxième impôt de guerre qu'on a pour la première fois invoqué en Suisse l'opportunité d'une mesure de ce genre.

CHAPITRE II.

Les Précédents directs : Propositions Théories et Doctrines d'où est issue l'initiative socialiste.

Nous avons vu qu'on était à peu près unanime en 1918 à demander l'amortissement rapide de la partie des dettes de la mobilisation non couverte par le premier impôt de guerre et l'impôt sur les bénéfices de guerre. Il était urgent de trouver une solution: On nomma à cet effet une commission d'experts. La majorité de cette commission préconisait le renouvellement du premier impôt de guerre; d'autres propositions furent présentées. Parmi celles-ci il faut mettre à part celle du député Goetschel :

Plus que tout autre, Goetschel est d'accord quant à la nécessité d'alléger le fardeau financier et de supprimer la gêne provenant de la dette (1). Mais où sa proposition diffère sensiblement de toutes celles de la majorité, c'est quand il envisage les modalités de cet amortissement : Un délai de 12 à 16 ans (2) lui paraît beaucoup trop long. Seule une libération rapide pourra rendre au budget l'é-

(1) Cf. Bulletin sténographique Sept. et Oct. 1918 : *Discours du député Goetschel*, p.239 à 244.

(2) comme ce serait le cas avec le renouvellement de l'impôt de guerre.

lasticité dont il a besoin. La génération présente a profité des bienfaits de la mobilisation; il est juste qu'elle n'en ait pas bénéficié gratuitement, et que ceux qui possèdent et qui furent préservés de la guerre « fassent sur l'autel de la patrie un véritable sacrifice ». Tout le monde du reste profiterait directement ou indirectement de la disparition du mal. Dès lors un moyen s'impose dit Goetschel : Grâce à une contribution qu'on ne ferait qu'une seule fois, à un prélèvement unique sur la fortune, non seulement on éteindrait la dette de la mobilisation, mais on préparerait du même coup une base solide à une organisation nouvelle des finances fédérales. Ce n'est que lorsque la dette de mobilisation aura disparu qu'on pourra d'autre part mettre sur le chantier des lois d'ordre social et économique.

Goetschel propose l'adoption de la motion suivante : « Le Conseil Fédéral est invité à examiner s'il n'y a pas lieu de prélever sur la fortune nationale quels qu'en puissent être les détenteurs, abstraction faite de la Confédération, une somme dont les trois quarts seront affectés à libérer en tout ou en partie la dette de guerre tandis que le quart sera attribué aux Cantons comme contribution aux charges extraordinaires causées par la guerre. Le prélèvement se fera une fois pour toute dans les limites d'une échelle de 1 à 8 0/0 avec progression lente en haut et dégression en bas » (1)

Seules seraient frappées les fortunes au-dessus de Frs 10.000; le taux maximum (8 0/0) n'atteindrait que les fortunes supérieures à 2 millions. La contribution totale

(1) Bt. st. de Sept. Oct. 1918. *Motion Goetschel* p. 241.

serait payée en cinq termes annuels; le produit présumé en serait de 737 millions de Frs.

Au point de vue des répercussions économiques, il ne semble pas à Goetschel qu'on ait à craindre quoi que ce soit. Il a reçu des encouragements des milieux les plus qualifiés : industriels, banquiers, propriétaires fonciers. Entre le renouvellement de l'impôt de guerre et le prélèvement sur la fortune, la seule différence résiderait en une réduction du délai d'amortissement, la somme à payer restant invariable. On aurait tout avantage à préférer la deuxième contribution à la première.

Même dans les milieux où Goetschel s'était vanté d'avoir trouvé une approbation unanime, sa proposition ne souleva guère d'enthousiasme (1). Ce fut pis encore, tant au sein de la commission, que quelques mois plus tard aux Chambres; partout s'élevèrent immédiatement d'unanimes protestations.

On objecta l'ébranlement économique que ne manquerait de causer l'obligation de se procurer dans un délai aussi bref de l'argent liquide; puis l'injustice qu'il y aurait à ne frapper que les revenus et à taxer une fois pour toutes les fortunes dont le caractère propre est d'être essentiellement variables. Si l'on essaie d'autre part d'obvier à ces inconvénients en admettant un plus long délai de paiement, le prélèvement se transformera en un impôt sur le revenu et perdra dès lors toute sa valeur; il

(1) Cf. Bt. st. de l'Assemb. Fédér. sept. 1918, *Discours du député Meyer*, p. 244 et suiv. et *Discours du député socialiste Naine*, p. 247 et 248.

n'y a aucune nécessité à préférer ce moyen plein d'aléas et d'incertitudes au renouvellement de l'impôt de guerre dont on connaît déjà et le rendement et les répercussions.

La résistance des milieux capitalistes certes ne laisse que d'être assez naturelle. Ce qui pourra paraître plus déconcertant c'est l'opposition du parti socialiste. Après le rejet en août 1918 de l'initiative socialiste demandant l'introduction d'un impôt fédéral direct on avait un instant songé à défendre la motion Goetschel (1). Certains milieux socialistes étaient de tout temps favorables à une mesure de ce genre. Ce n'était pas l'avis des dirigeants du parti; ils combattirent la motion Goetschel avec des arguments qu'on est quelque peu étonné de trouver chez les socialistes.

Déjà au sein de la commission, les experts socialistes s'étaient élevés contre toute idée de prélèvement, arguant de l'action néfaste qu'elle ne manquerait d'avoir sur les finances cantonales et communales.

Aux Chambres l'opposition ne fit que s'accroître. Le député socialiste Muller en particulier s'en fit le porte-parole (2) : « Si attrayante que puisse paraître la formule de la motion Goetschel, elle semble inacceptable au parti socialiste. Le capital d'un pays, et de la Suisse en particulier, ne comprend pas, dit Muller, que les capitaux de rentiers; des sommes énormes qui se chiffrent par milliards sont investies dans l'industrie, dans les métiers,

(1) Cf. *Volksrecht*, n° 127 du 5 juin 1918.

(2) Cf. Bt. st. de l'Assemblée Fédérale, *Discours du député socialiste Muller*, p. 253 et suiv. sept. 1918.

dans l'agriculture et constituent un élément actif de la production nationale. Puis satisfaire au prélèvement il faudrait en partie du moins réaliser ce capital et compromettre et paralyser ainsi la production elle-même pour le plus grand préjudice de l'économie nationale.

Le socialisme n'a pas pour but la ruine de l'activité économique mais le développement intense des forces productives. Ce qu'il combat c'est l'emploi qu'on fait du rendement de la production. Tant que le système économique fondé sur la propriété privée n'aura pas fait place à l'exploitation par l'Etat, le but du parti sera d'imposer le plus possible les gros revenus et les grosses fortunes dans la mesure de leurs capacités mais sans affaiblir l'action des forces productives.

Le prélèvement est injuste parce qu'il ne frappe pas le produit du travail et il est nuisible à l'économie nationale parce qu'il entrave la production. Le parti socialiste est nettement hostile à toute idée de prélèvement sur la fortune ».

Les Chambres à peu près unanimes furent d'un avis analogue; elles adoptèrent le deuxième impôt de guerre et comme nous l'avons vu, le peuple a sanctionné cette décision.

La question d'un prélèvement sur la fortune en Suisse semblait définitivement abandonnée.

Elle fut reprise quelques mois plus tard dans la doctrine. Ce sera ce même Muller qui lors de la motion Goetschel s'était fait le porte parole de l'opposition qui cette

fois deviendra le défenseur acharné de l'idée d'un prélèvement sur le capital.

C'est qu'aussi bien il a abandonné totalement la conception qu'on s'en faisait jusqu'alors. A la notion étroite qui consistait à considérer un prélèvement comme un simple moyen fiscal destiné à alléger les charges de l'Etat, va en succéder une autre singulièrement plus large. Le problème qui va se poser maintenant dépassera de beaucoup les limites d'un débat financier. Il va s'agir rien moins que de la socialisation de la société.

« On ne peut provoquer du jour au lendemain, écrit Muller (1), le changement complet des conditions de la société; le temps est venu pourtant de rebâtir; c'est dans la science financière qu'est le moyen par excellence de sortir l'ancien monde de son pivot. Le prélèvement sur la fortune est précisément ce moyen. Par là on pourra déplacer le problème social de l'utopie dans la réalité. On pourra assurer une existence suffisante à chaque confédéré collaborant directement ou indirectement à l'œuvre de production; on pourra consacrer les sommes nécessaires à l'éducation et à la vieillesse. Tout ceci n'est plus un rêve; on peut en entrevoir dans un très proche avenir la réalisation ».

« Un prélèvement compris comme celui que préconisait la motion Goetschel aurait signifié la ruine de l'économie nationale. Il y a un moyen pourtant de parer à cette conséquence. Ce moyen c'est d'exiger au lieu ou à côté des

(1) Cf. Muller : *Bürgerliche und sozialdemokratische Finanzpolitik*, Berne 1919 p. 4 à 11.

payements en espèces, des payements en nature. Les capitaux investis dans le commerce et l'industrie n'auront ainsi nullement besoin d'être réalisés; les forces productives du pays resteront intactes; l'Etat en deviendra copropriétaire ou co-entrepreneur; ce sera le début de l'époque socialiste ».

On a ainsi révélé pour la première fois aux socialistes suisses toute une face du problème du prélèvement sur la fortune qu'ils ignoraient jusqu'ici; on y entrevoit maintenant « le levier de l'écroulement de l'Etat capitaliste ». (1)

L'Etat des finances fédérales malgré les nouveaux impôts était loin d'être satisfaisant; une réforme fiscale générale devenait de plus en plus urgente. C'est à une conférence financière qui allait se réunir en août 1920 à Kandersteg que devait incomber cette tâche.

On y discuta toute une série d'impôts nouveaux tels qu'un impôt sur l'accroissement de fortune, un impôt sur les bénéfices excessifs destiné à remplacer l'impôt sur les bénéfices de guerre, une taxe sur le luxe, sur le chiffre d'affaires etc. On y reprit également l'idée d'un prélèvement sur la fortune. (2)

Bien qu'il s'agît, de même que lors de la motion Goetschel, d'un prélèvement considéré sous un angle strictement fiscal et comme un moyen propre à alléger le fardeau

(1) Meierhans : *Zur Steuerpolitik des schweizerischen Sozialdemokratie*, p. 37, Zurich 1921.

(2) Cf. Protokoll der Verhandlung des Expertkommission betreffend die eidg. *Finanzreform Kandersteg* 31 août au 3 septembre 1920 ; p. 26.

financier de l'Etat, il y a entre les deux propositions une différence essentielle: la première proposait, on s'en souvient, le paiement dans un délai maximum de 5 ans; la seconde à l'instar des législations allemandes et italiennes préconise le système des annuités; pour donner au contribuable la faculté d'échelonner ses paiements, on lui accordera un délai de 20 ans; la rigueur du prélèvement se trouvera ainsi notablement atténuée; la plupart des objections soulevées par la motion Goetschel deviendront sans objet.

Pas plus qu'en 1918 l'idée de prélèvement sur la fortune ne rencontra d'approbation. Muller pourtant était parmi les membres de la conférence, mais de même que lors de la motion Goetschel, il est de nouveau l'âme de l'opposition (1): « Un prélèvement doit être effectué en une seule fois; c'est lui enlever son caractère propre que d'en répartir le paiement sur une période prolongée. Ce qui est dominant du reste dans la question d'un prélèvement sur la fortune ce sont non pas les considérations d'ordre économique et fiscal, mais bien les facteurs d'ordre essentiellement politique ».

Dès lors s'il n'est possible d'exiger ni un paiement immédiat en espèces sous peine d'anémier l'économie nationale, ni un paiement échelonné sur une longue durée ce qui serait la négation du principe même d'un prélèvement unique, rien ne s'opposerait semble-t-il, à ce que le paiement soit opéré en Suisse sous forme de prestations en nature (*Naturleistungen*); on pourrait s'acquitter en particulier par la dation d'actions et d'obligations d'entre-

(1) Cf. p. 18, note 2.

prises; on assurerait par ce fait à la Confédération une véritable participation (Anteilsrecht) à ces entreprises dont elles deviendraient ainsi co-propiétaire et co-administrateur.

Müller, on s'en souvient, (1) avait quelques mois auparavant déjà, développé de semblables théories. bien qu'en dehors de toute enceinte officielle. Si son intervention au sein de la conférence ne trouva pas un accueil très enthousiaste, elle n'en causa pas moins une certaine émotion, puisqu'elle revenait à poser, et ceci pour la première fois en Suisse dans une réunion à caractère officiel, le problème de la socialisation de la société.

Si les idées de Muller étaient essentiellement nouvelles en Suisse, il n'en était guère de même à l'étranger et en particulier en Autriche où quelques années plus tôt déjà un socialiste marxiste Goldscheid, en avait développées de semblables ; c'est à cette source du reste que s'est — de son propre aveu - documenté Muller. Il pourra ne pas être inutile, dès lors à la compréhension véritable de l'esprit dans lequel a été conçue l'initiative socialiste de nous y reporter à notre tour, puisqu'aussi bien c'est là, en dernière analyse qu'elle a puisé son inspiration première.

En 1917 déjà dans un ouvrage qui fit quelque bruit Goldscheid se déclarait partisan d'un fort prélèvement sur le capital (2).

(1) *Supra*, p. 17.

(2) Cf. R. Goldscheid : *Staatssozialismus oder Staatskapitalismus* ; Suschitzki Wien 1917.

Contrairement aux auteurs dont les plans ne touchent pas aux bases du système économique existant, c'est de manière à faire évoluer ce régime vers une forme socialiste qu'il veut instituer le prélèvement. La situation créée par la guerre en Autriche exigeait en effet selon lui qu'une organisation économique socialiste soit substituée à l'organisation individualiste.

Pour réaliser au moyen d'un prélèvement sur le capital cette évolution, une seule condition est d'après Goldscheid nécessaire : le paiement obligatoire de la contribution non en espèces mais en nature. L'Etat pourrait devenir ainsi un facteur déterminant de la vie économique.

C'est d'un autre ouvrage pourtant, (1) qui parut un peu plus tard, en 1919, que se sont inspirés les socialistes suisses. Son influence sur eux aura été considérable.

En 1917 encore, Goldscheid était à peu près seul à réclamer un prélèvement sur la fortune. En 1919 plusieurs pays avaient suivi cette voie et quoique ce ne soit ni dans un but identique à celui qu'il préconisait, ni selon une formule analogue, il se plait à voir là pourtant un commencement de réalisation de ses conceptions. En Autriche du reste, dit Goldscheid, la nécessité d'une mesure de ce genre est devenue pour tous une véritable évidence. Seule la question du taux et les modes d'exécution soulèvent encore des discussions ; c'est qu'aussi bien la situation des finances publiques de grave qu'elle était en 1917 est

(1) Cf. R. Goldscheid : *Sozialisierung der Wirtschaft oder Staatsbankerott*, p. 1, Suschitski 1919.

devenue désastreuse. Cette aggravation, dit Goldscheid, pour peu qu'on laisse inchangé l'ordre de choses actuel ira fatalement en s'accroissant, pour aboutir de façon inéluctable à la banqueroute de l'Etat (1). Il ne voit qu'un seul moyen de sauver l'Autriche de la débâcle finale: l'établissement du communisme (Gemeinwirtschaft). Le seul problème qui se pose pour Goldscheid est le suivant : banqueroute d'Etat ou socialisation.

L'état lamentable des finances autrichiennes ne provient en effet, dit-il, que des mauvaises méthodes de gestion et de production du système existant. Pour qu'il y ait véritablement banqueroute, il faut qu'il y ait banqueroute d'exploitation (sachwirtschaftlich) et banqueroute de la technique du travail; il faut que tout le monde soit appauvri au point que tout fasse défaut à tous; (2) tel n'est pas le cas de l'Autriche. Malgré les dommages causés par la guerre les richesses matérielles du pays ne sont pas amoindries dans une proportion telle que cette perte ne puisse être compensée par l'amélioration qui résulterait d'une nouvelle organisation de l'économie nationale.

Mais la tâche ne sera pas aisée; il s'agira d'amener la résurrection de la production comme la réglementation de la consommation; il faudra augmenter la productivité du travail de même que la capacité créatrice de chaque bien; Il sera nécessaire d'assurer les échanges internationaux et de mettre de l'ordre dans les finances publiques.

(1) Cf. R. Goldscheid : *Sozialisierung*. . . *op. cit.*, p. 23, 28, 71.

(2) Cf. R. Goldscheid : " p. 67 à 69.

Seule la socialisation de l'économie nationale sera susceptible d'amener cette ère de prospérité (1). Le véritable vainqueur de cette guerre dit Goldscheid, sera celui qui brisera les chaînes de l'emprise du régime capitaliste.

Goldscheid ne se leurre pas: Ce serait une folie dit-il, que de croire que l'on peut d'un jour à l'autre amener un pareil changement; il faut non seulement une préparation minutieuse, mais encore que le peuple ait atteint un degré de maturité suffisante; il faut enfin que les circonstances soient favorables.

Il existe pour réaliser ce programme deux moyens. Le premier c'est le moyen violent, Goldscheid en est l'adversaire résolu. Le second c'est le moyen pacifique c'est à dire la socialisation progressive des moyens de production (2). Devant le danger de la banqueroute comme devant celui du bolchevisme, c'est de ce côté que se trouve le salut et le prélèvement extraordinaire sur le capital constitue, écrit Goldscheid, le seul moyen d'y parvenir; encore ne pourra-t-il s'agir d'un prélèvement en espèce dont les défauts sont manifestes: seul pourra mener sans désordre à la socialisation un prélèvement en nature.

La prestation en nature est la solution idéale parce qu'elle assure directement la main mise de l'Etat sur les moyens de production (3). On ne peut demander de fortes sommes sans anémier et tuer la production; mais on peut, au lieu de laisser les capitaux se concentrer aux

(1) Cf. Goldscheid, *op. cit.*, p. 13.

(2) Cf. Goldscheid : *op. cit.*, p. 7 et 9.

(3) Cf. Goldscheid : *op. cit.*, p. 1, 49, 54, 71, 93 et 103.

maines des particuliers, les concentrer aux mains de la communauté et par là augmenter la production.

Il serait aussi aisé à un fabricant qui posséderait cinq millions par exemple d'en donner trois, dit Goldscheid, qu'il lui serait difficile de les payer en espèces. Si c'est en actions qu'est constituée sa fortune il en cédera simplement une certaine quantité à l'Etat; si c'est en terres, c'est en terres que sera constitué le prélèvement et ainsi de suite. Même si une cession partielle devait être pour une cause ou pour une autre impossible, la difficulté ne serait pas pour cela insurmontable: le bien resterait en état d'indivision et l'Etat deviendrait simplement copropriétaire. Peu importe dès lors le taux du prélèvement puisque l'économie nationale n'en souffrirait en aucune façon.

On se demandera toutefois ce que l'Etat ferait des biens de toute nature qui par le fonctionnement du prélèvement ne manqueraient d'affluer vers lui. C'est là que se pose le véritable problème.

« L'Etat, écrit Goldscheid, devra réaliser dans une proportion variable ces biens; cette proportion dépendra de la mesure dans laquelle il comptera participer à la vie économique, c'est à dire, réaliser la socialisation de la société. Il devra se demander dans quelles branches de l'industrie il exigera un monopole absolu, dans lesquelles il se contentera d'une participation, dans lesquelles enfin il ne s'immiscera en aucune façon, les laissant entièrement aux mains de la propriété privée (1).

(1) Goldscheid *op. cit.*, p. 33 à 45, et p. 95.

La seule chose qui importe sera de faire accepter le principe même d'un impôt payable en nature; si on est d'accord avec ce principe la mesure dans laquelle on veut changer l'économie individuelle en économie commune n'est plus qu'une question d'ordre purement technique (1).

Ainsi la possibilité d'application d'un prélèvement extraordinaire sur le capital avec prestations en nature obligatoires ne dépend aucunement du degré de concentration qu'a atteint dans un pays le capital ou l'industrie; pour les industries qui ne seraient pas mûres pour un changement de régime total on n'aurait qu'à appliquer les différentes modalités de socialisation partielle. Un prélèvement sur la fortune ainsi compris pourra être réalisé partout où de par le régime capitaliste le travailleur n'est pas propriétaire des moyens de production » (1).

Telles sont, tracées à grandes lignes les conceptions générales de Goldscheid. On voit combien pour des socialistes elles pouvaient paraître séduisantes.

CHAPITRE III.

Degré de maturité du Parti Socialiste Suisse pour assimiler et propager ces théories

Il reste à se demander jusqu'à quel point le Parti Socialiste Suisse était prêt à assimiler et à faire siennes de semblables théories, dans quelle mesure enfin il était capable de les développer et de les propager.

A peu près inexistant il y a une cinquantaine d'années (1) ce n'est guère qu'en 1902 (2), ère de troubles économiques particulièrement aigus, que le Parti Socialiste Suisse prit son essor définitif; encore paraissait-il quelques dix ans plus tard n'avoir pas de directives très nettes et se débattre, de l'opinion même d'un de ses chefs, « dans un état de crise sans fin » (3).

Il a fallu la guerre et en particulier la crise économique qui l'a suivie (4) pour donner brusquement à l'importance et à l'activité du parti un élan tout nouveau.

(1) Cf. Grimm : *Geschichte der Schweiz in ihren Klassen Kämpfen*, Zurich 1920 p. 403 et suiv.

(2) Cf. Meierhans : *Op. cit.*, p. 37.

(3) Cf. Grimm : *Demokratie und Sozialismus*, Zurich 1911, p. 35.

(4) Cf. Meierhans : *Op. cit.*, p. 38.

Le chiffre des députés socialistes au Conseil national, passe de 19 en 1913 à 41 en 1919 (1) sur un nombre total de 189 députés. Malgré cette impuissance relative au Parlement l'influence du Parti est sur le peuple bien plus considérable; cette influence, les socialistes possèdent dans le droit d'initiative, une véritable arme pour l'exploiter.

Si le but final de tout socialiste est l'abolition de la propriété privée, le Parti Socialiste Suisse n'en semblait pourtant considérer jusqu'en 1918 la réalisation que comme singulièrement lointaine: En sa très forte majorité profondément modéré et imprégné d'idées essentiellement évolutionnistes, il n'a cessé de proclamer que c'est uniquement dans une politique fiscale appropriée qu'il fallait chercher les moyens susceptibles de hâter l'avènement de l'ère socialiste (2). Il reste à préciser cette formule:

L'activité socialiste en matière fiscale peut se résumer jusqu'en 1918 en une lutte incessante en faveur des impôts directs d'une part, contre les impôts indirects et le protectionisme de l'autre (3). A aucun moment le parti formula de revendications plus radicales.

(1) Cf. Meierhans: *Op. cit.*, p. 39.

(2) Cf. *Neues Leben*, 1re année 1915, p. 1.

Cf. *Handbuch des schw. Gemeindesozialismus* von Plüger und Dr Huppy, p. 176, ... « dans la politique fiscale se trouve le levier capable d'amener par la voie pacifique un nivellement (Finanzausgleich) entre les fortunes des diverses classes et entre celles des individus... »

(3) Cf. Programmes du parti socialiste Suisse de 1902 à 1917 et Meyerhans *op. cit.*, p. 18.

On ne saurait certes voir dans ce programme une tentative ou un espoir de bouleverser à brève échéance l'ordre économique et politique du régime actuel.

Le peuple suisse ne paraissait mûr ni pour une socialisation prochaine, ni pour l'application de moyens énergiques et violents susceptibles de l'en rapprocher.

Les socialistes suisses semblaient l'avoir parfaitement compris.

En 1918 pourtant, on assiste à un changement radical. La révolution russe, l'écroulement des puissances centrales, une propagande bolchéviste intense (1) font passer sur la Suisse un souffle révolutionnaire.

Socialistes suisses et communistes russes, s'étaient rencontrés à Kienthal et à Zimmerwald; Grimm et Platten reviennent enthousiastes de Russie, chantant la gloire de la révolution.

Les socialistes suisses vont se laisser gagner bientôt par la fièvre bolchévique (2): le but lointain du socialisme paraît singulièrement rapproché: Le parti où maintenant la minorité révolutionnaire a la haute main, croit le mo-

(1) Cf. Musy : *La grève générale et le bolchévisme en Suisse*, Discours au Conseil National du 10 décembre 1918.

(2) Cf. Rosa Grimm : *Kampfzettel*, Zurich 1918, p. 11 « ...tout ce que le prolétariat a de forces révolutionnaires doit se mettre en action pour répondre au cri de liberté de Russie... ».

Cf. Naine : *Dictature du prolétariat*, Lausanne 1918, p. 2 — « ce fut un véritable emballement. Il fallait sans tarder former en Suisse des soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans et constituer une garde rouge... ».

ment venu de conquérir le pouvoir politique par la force (1).

Après 3 jours de grève générale durant lesquels s'est décidé véritablement le sort de la Suisse, le Comité d'Oltén, organe exécutif du Parti Socialiste Suisse capitule : « le Comité d'Oltén a senti que le moment n'était pas venu de pousser la lutte jusqu'au bout. La masse a cédé devant la puissance des baïonnettes. » (2) L'essai de révolution politique en Suisse avait échoué (3).

Les événements de 1918 malgré l'échec du mouvement auront marqué pour le Parti Socialiste le point de départ de tendances nouvelles. Ils lui auront permis tout d'abord de prendre conscience de sa force (4) ; malgré la réaction inévitable, il occupera désormais dans la politique du pays un rôle de premier plan.

Les socialistes suisses d'autre part ont failli réaliser d'un seul coup leurs visées les plus lointaines. Il n'auront garde de l'oublier : Les discussions relatives aux possibilités de socialisation vont devenir des questions d'actuali-

(1) Cf. Manifeste du Parti Socialiste Suisse le 29 octobre 1918 « ...déjà rougoie à l'horison la révolution prochaine de l'Europe centrale ; l'incendie libérateur va consumer tout entier l'édifice vermoulu et ruiselant de sang du monde capitaliste ». Cf. dans le même sens articles du 7 au 18 novembre dans *Sentinelles, Droit du peuple, Tagwacht*.

Cf. également Bl. st. de novembre 1918 p. 413 et suiv. Discours de Naine : « ...c'est de ce règlement que le monde entier tremble maintenant. Vous imaginez-vous que le peuple suisse va s'immobiliser dans cette Europe qui se transforme?...

(2) Cf. *Sentinelles*, du 15 novembre 1918.

(3) Pour étude plus détaillée cf. le *Rapport du Conseil fédéral aux Chambres fédérales*, du 12 novembre 1918.

(4) 400 mille travailleurs avaient répondu à l'appel de grève.

té. On en parlera désormais comme d'une réalité tangible et très proche (1): « La société est mûre; l'Etat capitaliste est devenu incapable de faire des réformes; la socialisation est le seul salut devant l'écroulement général (2). On ne peut plus attendre le bon vouloir des bourgeois, il faudra savoir les forcer à se soumettre (3). »

« La socialisation doit prendre son point de départ à la source de la production, là où se trouvent les forces d'exploitation et les matières premières sans lesquelles toute production est impossible. Une fois en possession des moyens d'exploitation, cela signifie le contrôle sur toute la production et par là, la destruction de toute l'économie privée (4). Ce n'est qu'au moment où les moyens de production seront devenus la propriété de la collectivité, que leur application pourra conduire au plus haut déploiement des forces productives (5) ».

Si on renonce pour atteindre ce but à renouveler l'expérience de 1918 on n'en entrevoit pas moins la réalisation proche par des méthodes plus pacifiques: « L'action parlementaire, les luttes électorales, l'emploi du droit

(1) Cf. Grimm : *Ziel und Taktik der partei-Berne* 1919, p. 21 : « ...la socialisation demeure le but immédiat... ».

(2) Grimm : *Revolution und Massenaktion*, Berne 1919 p. 19 - 7 à 12. ...

(3) Alors que le *Volksrecht* disait en 1902 que « la seule politique du Parti Socialiste Suisse devait être celle de la réforme », elle écrit en 1918 n° 281 du 2 déc., « ...que les travailleurs doivent suivre leur destin et aller de l'avant sans attendre que la bourgeoisie ou quelque idéaliste ne supprime le rentier car cela pourrait durer longtemps ».

(4) Cf. Grimm : *Révolution*, *op. cit.* p. 63.

(5) Grimm : *Ziel und Taktik...*, *op. cit.*, p. 265 et p. 271.

d'initiative et du référendum ainsi que les grèves politiques sont à mettre au service de l'action socialiste révolutionnaire ». (1)

C'est à cette époque à peu près que commencèrent à se faire jour les opinions de Goldscheid et de Müller. Elles ne pouvaient laisser que d'avoir sur la conception que se faisaient les socialistes suisses d'un prélèvement sur la fortune une influence considérable. On commence à saisir toute la portée politique d'un problème considéré longtemps comme ressortissant exclusivement économique.

Unaniment hostile à toute idée de prélèvement tant qu'il n'en considérait que le côté purement fiscal, le Parti Socialiste Suisse ne tardera guère, maintenant qu'on lui a fait y entrevoir une arme à diriger contre le capital, à se vouer tout entier à sa réalisation.

S'il ne peut subsister aucun doute quant au fait que ce sont les idées de Goldscheid qui ont servi d'inspiratrices au prélèvement tel que se proposaient de le réaliser les socialistes, il est certain pourtant qu'ils ont dû opérer plus qu'une simple transposition. Les dirigeants du parti étaient trop opportunistes pour ne pas se rendre compte qu'une proposition qui soumettrait au peuple la question de la socialisation de la société n'aurait guère de chances de succès. Non seulement en effet le peuple suisse n'est pas en sa majorité socialiste, mais les socialistes suisses

(1) Cf. Grimm : *Ziel und Taktik...*, op. cit., p. 29 et 30.

Cf. également *Programme du Parti Socialiste Suisse de 1926* p. 265 et 271.

eux-mêmes sont loin d'être unanimement partisans d'une réalisation immédiate du régime communiste.

Il était indispensable de faire subir à ces idées qui devaient constituer le point de départ de l'initiative sinon une transformation totale, du moins certaines modifications. Il était nécessaire d'adapter en quelque sorte la théorie goldscheidienne à la mentalité du peuple.

Jusqu'à quel point l'initiative gardera-t-elle l'empreinte des principes généraux dont directement ou indirectement elle s'est inspirée ? L'analyse que nous entreprendrons dans la deuxième partie de cet ouvrage de l'initiative proprement dite tentera de nous éclairer sur ce point.

CHAPITRE IV.

La réalisation du Prélèvement sur la fortune

C'est d'une Assemblée communale du Parti Socialiste de Winterthur, en 1919, (1) que partit la proposition d'appliquer en Suisse un prélèvement sur les grosses fortunes, le produit devant en être destiné à la réalisation de tâches sociales (2).

Saisi officiellement de la question par le Parti Socialiste Zurichois (3) qui avait fait sienne la proposition de l'Assemblée de Winterthur, c'est maintenant au Parti Socialiste Suisse lui-même qu'appartient de mettre au point et de développer la proposition d'un prélèvement sur le capital en Suisse. Il en discute pour la première fois à Bienne, le 28 octobre 1919 au sein de son Comité Central et décide de nommer une commission pour l'étude et l'élaboration d'un projet (4).

(1) Cf. Séance du 5 oct. 1922 du Cons. Nat. Discours du député socialiste Schmidt. Bt. st. p. 39.

(2) Cf. Une telle proposition n'aurait certes eu aux Chambres le moindre succès ; seule une initiative populaire aurait quelque chance de la faire aboutir ; encore faudrait-il lui donner la forme d'un article à insérer dans la constitution ; on ne connaît en Suisse en effet que l'initiative constitutionnelle.

(3) Cf. note 1.

(4) Il n'a malheureusement été tenu aucun procès-verbal de cette séance du Comité Central.

Le premier projet fut présenté le 4 novembre au Comité du Parti; dès la première discussion la majorité lui livra immédiatement un assaut auquel il ne résista pas.

Extrêmement modéré comparativement à ce qui devait devenir le texte définitif (1), ce premier projet prévoyait dans ses grandes lignes un impôt extraordinaire dont le montant devait servir non seulement à la réalisation de tâches sociales, mais encore à l'extinction des dettes publiques (§1.) Le taux de cet impôt qui ne devait frapper que les fortunes supérieures à 80.000 fr., varierait entre 8 et 40 0/0 (§ 10). La contribution serait calculée d'après la situation de fortune au 30 décembre 1922, et à l'impôt s'ajouterait à partir de 1923 un intérêt de 6 0/0. Le contribuable s'acquitterait à son gré, soit immédiatement soit par annuités payables en 15 ans (§ 12). Le projet prévoyait l'acceptation en paiement d'obligations ou bons de caisse de la Confédération et même — une loi fédérale devait déterminer à quelles conditions — les obligations des cantons et des communes ainsi que d'autres valeurs (Vermögenswerte) (§ 13). Cette dation en paiement de titres et valeurs ne constituait pour le contribuable qu'une faveur et en aucune manière une obligation. Enfin il n'était nulle part question du timbrage des titres; on en avait bien parlé lors de la discussion; devant les perturbations qui vraisemblablement seraient la conséquence d'une semblable mesure, on y avait renoncé.

(1) Cf. Procès-verbal des débats du Comité Directeur du Parti Socialiste Suisse du 4 novembre 1920, p. 3 : *Projet de la commission*.

Ainsi compris non seulement le projet n'aurait pas prêté le flanc aux critiques extraordinairement violentes que ne manqua pas de susciter dans tous les milieux le texte définitif, mais encore il n'aurait guère cadré avec l'état d'esprit dont se targuait depuis 1918 le Parti Socialiste. On ne voyait guère dans ce projet initial cette allure socialisante, cet essai de nivellement, cette étape vers la socialisation que n'avaient cessé de préconiser les Goldscheid et les Müller.

C'est qu'aussi bien si le Parti Socialiste Suisse tout entier était unanime quant à l'opportunité d'un prélèvement sur le capital, il ne manqua pas de s'y manifester presque immédiatement deux tendances: la première relativement modérée qui ne semblait voir autre chose dans le prélèvement qu'un moyen d'alléger les finances publiques en même temps qu'une mesure propre à réaliser certaines tâches sociales et en particulier les assurances sociales; c'était la tendance de la commission; ce n'était pas celle de la majorité du Comité qui mènera immédiatement contre ce premier projet une attaque sur toute la ligne.

C'est Müller tout d'abord qui réclame un projet plus conforme aux doctrines de Goldscheid: pas d'annuité mais des prestations en nature obligatoires (1).

Puis c'est Schmidt le véritable leader de la majorité: Il s'élève contre la modération et l'insuffisance du projet initial. Il propose une série d'amendements (2) qui feront

(1) Procès-verbal des Débats du 4 novembre 1920 du Comité Directeur du parti socialiste Suisse p. 1.

(2) id. p. 5. et suiv.

subir au projet non pas quelques modifications de détail mais en changeront totalement et l'esprit et la portée. L'initiative en réalité, telle qu'elle fut soumise au peuple fut l'œuvre de Schmidt:

Aucune parcelle du produit du prélèvement ne devra servir à l'extinction des dettes; le produit tout entier sera exclusivement consacré à la réalisation des tâches sociales (§ 1 du projet amendé) le taux maximum de la contribution sera porté de 40 à 60 0/0 (§ 10). Le principe des annuités est supprimé: la contribution totale devra être payée dans un délai maximum de 3 ans (§ 12). On exigera d'autre part pour éviter toute tentative de fraude, le timbrage obligatoire des titres avec comme sanction l'extinction pour le débiteur de l'obligation de payer (§ 15). Les personnes soumises à l'impôt pourront enfin sous certaines conditions *être obligées* de remettre en paiement des titres ou autres valeurs (§ 13).

Ces modifications finalement furent acceptées à l'unanimité.

Il fallait encore discuter en Assemblée Générale le projet ainsi amendé. C'est à Berne le 12 décembre qu'eut lieu le débat définitif.

C'est à Schmidt, qu'incombe la tâche de justifier et de défendre l'initiative dont il est en somme le véritable auteur.

Il ne songe pas à nier la situation financière sérieuse de la Confédération des cantons et des communes; mais il croit d'autre part qu'il est devenu urgent de réaliser certaines tâches sociales et en particulier les assurances sociales. Il est donc indispensable de trouver des ressour-

ces nouvelles. Le Conseil fédéral propose dans ce but la perception de nouveaux impôts indirects (alcool et tabac) (1). Ce seraient les travailleurs eux-mêmes qui supporteraient le poids des assurances sociales et cela, dit Schmidt, n'est pas admissible. Il reste une autre solution: prendre l'argent où il se trouve : le moyen par excellence c'est un prélèvement extraordinaire sur les grosses fortunes.

La réalisation des tâches sociales, pourtant n'est pas le seul objectif : « Si l'un des buts de l'initiative, dit Schmidt, est d'apporter un adoucissement à des situations sociales douloureuses, l'autre est de hâter le nivellement social... Nous sommes sur la bonne voie pour porter à la propriété capitaliste un coup décisif... Il faut montrer que nous voulons ruiner l'œuvre de l'exploitation, que nous voulons abattre le capitalisme ». (2)

Le projet amendé fut adopté finalement presque sans opposition à une très forte majorité. Il ne restait qu'à accomplir les diverses formalités exigées par la Constitution pour la mise en œuvre du droit d'initiative. On eut tôt fait d'assembler le nombre de signatures nécessaire. Le 13 septembre 1921, la Direction du Parti Socialiste Suisse remettait au Conseil fédéral une initiative signée de 87535 citoyens suisses, tendant à la perception d'un prélèvement sur la fortune.

(1) Cf. *Infra* p. 121 et suiv.

(2) Cf. Procès-verbal des débats de l'Assemblée générale extraordinaire du Parti Socialiste Suisse du 10 au 12 Décembre 1920 à Berne p. 235 à 242.

Les Chambres fédérales après avoir constaté que l'initiative avait abouti, la transmirent au Conseil fédéral en l'invitant à leur présenter un rapport sur le fond de la question (1).

Ce rapport très complet sera publié quelques mois plus tard (2); le Président de la Confédération au nom du Conseil fédéral tout entier y prend catégoriquement position contre l'initiative. Les Chambres enfin nommèrent pour étudier la question deux commissions qui se réunirent à Brunnen; chacune des deux conclut dans le sens du rapport du Conseil fédéral (3).

Avec le début de la session de septembre 1922, s'ouvre enfin le débat aux Chambres. Et dès le premier jour on peut se rendre compte de ce que sera non seulement l'attitude des Chambres elle-mêmes, mais celle de la Suisse tout entière: une opposition à peu près unanime de tous les partis contre l'initiative socialiste, opposition d'une violence et d'une âpreté comme jamais jusqu'ici n'en avait suscitées aucune votation populaire.

Si les débats se sont poursuivis durant toute la session, parmi les quelques 30 orateurs qui y prirent la parole,

(1) Cf. Constitution fédérale art. 102, 120, 121 et 123.

(2) « Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée Fédérale sur l'initiative concernant la perception d'un prélèvement sur la fortune (Art. 42bis de la const. fédér.) 1er août 1922 ».

(3) Cf. En particulier « Procès-verbal de la réunion de la Commission du Conseil National à Brunnen » du 28 août 1922, p. 1 à 80 ; Discours du député Schmidt et du Conseiller fédéral Musy.

il n'y en eu guère que 3 ou 4 (tous socialistes bien entendu) pour défendre l'initiative (1).

Bien que toutes les opinions fussent arrêtées dès le premier jour, les débats se poursuivirent jusqu'au 6 octobre: Comme on pouvait s'y attendre le Conseil National à une très forte majorité repoussa l'initiative; le Conseil des Etats à l'unanimité se prononça dans le même sens (2).

Il ne restait qu'à soumettre l'initiative à l'approbation du peuple et des cantons; la votation fut fixée aux 2 et 3 décembre.

Le peuple suisse n'attendit pas l'approche de cette date pour organiser la résistance. Dans chaque canton se forment bientôt des comités contre l'initiative avec à Berne un « Bureau général » où se centralisent tous les

(1) Cf. Bt. st. de la Session d'automne des Chambres fédérales.

Discours du Conseiller d'Etat Kellenberger Bt. st. p. 17 : « ...l'initiative socialiste n'est autre chose qu'une entreprise organisée de rapine contre la propriété privée... ».

Discours du rapporteur de la Commission du Conseil national Bersier Bt. st. p. 38 : « ...Le prélèvement sur les fortunes constitue un véritable danger national qui menace d'ébranler les bases mêmes de notre Etat... ».

Discours du député Torche membre de la Commission du Conseil National, Bt. st. p. 56. « ...un système qui luit (au pays) ferait perdre plus de 9 siècles de liberté, le ferait rétrograder dans sa civilisation et le plongerait dans la plus hideuse, la plus barbare des servitudes ».

Discours du Conseiller fédéral Musy, Chef du Département fédéral des finances Bt. st. p. 64 « ...Elle nous acheminerait vers la suppression de la propriété privée... préparerait l'avènement de la dictature instaurée sur les ruines de la plus vieille démocratie du monde... »

(2) Cf. Bt. st. de l'Assemblée Fédérale, Session d'automne l'année 1922 p. 85.

moyens de propagande (1). A ces comités adhèrent immédiatement tous les partis politiques ainsi que les groupements de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, et de la banque. A ce noyau ne tardent guère à se joindre de nombreuses associations professionnelles de moindre importance, voire même un certain nombre de congrégations religieuses (2). Toutes les forces actives du pays se mettent spontanément au service de la propagande. La plupart des banques consacrent à la question du prélèvement leur bulletin mensuel (3). « L'union Suisse des Paysans » dans une brochure signée de son secrétaire le Dr Laur, prêche au peuple la résistance « au nom du droit, de la raison, au nom des lois de la morale et de la religion (4). »

Le pays est bientôt inondé de brochures, de tracts et d'affiches (5). La presse ne manquera de jouer également dans cette propagande un rôle de tout premier plan (6).

Partout les gouvernements cantonaux exhortent au réjet. En tous les points de la Suisse s'organisent des conférences et des réunions. Il n'est pas un hameau qui du-

(1) dit « Comité Suisse d'Action contre l'initiative socialiste. »

(2) Rien qu'au comité genevois ont adhéré plus de 70 associations. Cf. Journal de Genève du 26 novembre.

(3) Cf. en particulier Bulletins de novembre de l'Union des Banques Suisses », « Banque Populaire Suisse », « Comptoir d'Escompte de Genève ».

(4) *L'initiative sur la confiscation des fortunes*, par E. Laur, Secrétaire des paysans p. 12.

(5) Cf. Reproductions dans l'*Illustration* du 9 décembre 1922.

(6) Parmi les opposants les plus violents Cf. *Journal de Genève et Neue Zürcher Zeitung*.

rant les trois mois précédant le vôte ne fut travaillé activement par la propagande. Jamais initiative n'avait soulevé pareille émotion et pareil énervement. Certains milieux, le cas échéant, n'auraient pas hésité à s'opposer au prélèvement « les armes à la main » (1).

Si la campagne contre l'initiative fut menée avec un luxe de moyens comme jamais encore on n'en avait employé, la propagande socialiste au contraire fut, faute sans doute de ressources suffisantes, infiniment moins puissante.

On n'en a pas moins pu dire que « la journée du 3 décembre tant par l'ampleur de la campagne qui l'a précédée que par l'importance capitale de la question à résoudre restera un des principaux épisodes de l'histoire suisse contemporaine (2) ».

Quant aux arguments invoqués de part et d'autre, nous retrouvons la plupart dans l'analyse que nous allons entreprendre maintenant de l'initiative proprement dite.

(1) Cf. Discours de l'abbé Savoy à Fribourg, novembre 1922.

(2) *L'Impartial* du 2 décembre.

DEUXIEME PARTIE

L'initiative socialiste concernant la perception d'un prélèvement sur la fortune

CHAPITRE I.

Généralités

On a contesté que la teneur de l'initiative soit le reflet exact des théories de Goldscheid.

On a vu déjà (1) que pour des raisons d'opportunité, les reprendre à la lettre eut été chose impossible.

Si toutefois le projet ne semble pas être une réédition textuelle de la conception de Goldscheid il est indéniable qu'elle se soit inspirée de son esprit. Ses auteurs conservant avec quelques modifications ce qui constituait la base même du système, la prestation en nature, ont considéré avant tout le prélèvement sur la fortune comme une arme à diriger contre le capital (2) et c'est en s'inspirant

(1) Cf. *supra* p. 30.

(2) Cf. *supra* p. 36, note 2.

de cette idée là qu'ils l'ont élaboré. Il n'est guère de paragraphe qui n'en porte l'empreinte.

Du texte tout entier du reste ressort l'impression très nette que conçue à des fins exclusivement politiques et sociales, l'initiative devait permettre aux socialistes de réaliser une partie du moins de leur visées. On a pu lui reprocher dès lors de ressembler davantage à un code qu'à un texte à insérer dans une constitution : Ses 19 points se présentent comme un programme qui dépasse de beaucoup le cadre habituel d'un article constitutionnel (1).

Il s'agissait d'autre part de concilier et le but, c'est-à dire la réalisation d'une partie du programme socialiste, et les moyens d'y arriver qui exigeaient de ne pas heurter de front les tendances générales du peuple, de paraître au contraire les favoriser.

De ce caractère mixte sont résultées parfois certaines imprécisions ; à moins toutefois qu'il ne faille y voir que l'indice d'un certain flottement, d'une certaine indécision dans la conception même du prélèvement.

De cette sorte d'incertitude les premiers mots mêmes du texte donnent un exemple : « La Confédération prélève un impôt unique sur la fortune à l'effet de lui permettre ainsi qu'aux Cantons et aux Communes de réaliser leurs *tâches sociales* ». Ce qu'il faut entendre sous la rubrique « tâches sociales », l'initiative n'en dit mot ; l'élasticité de l'expression permettrait les interprétations les plus

(1) Cf. Séance du Conseil National du 3 oct. 1922. Discours du député Torche, Bt. st. p. 54.

fantaisistes. N'étaient les commentaires des auteurs de l'initiative (1), on ne saurait donner à ce premier article une signification et une portée qui ne fussent entièrement indéterminées.

Même imprécision à propos de la désignation des personnes imposables : Le texte porte bien (§ 2) « que les personnes naturelles et juridiques sont soumises à l'impôt » ; il reste muet quant à savoir s'il convient d'appliquer le principe territorial ou si au contraire l'impôt atteindra tous les nationaux, quelle que soit leur résidence. Seule l'ordonnance d'exécution qui devra suivre le vôte en cas d'acceptation aura pleins pouvoirs à ce sujet (2).

Au point de vue des exemptions, diverses interprétations sont également possibles ; il en est de même encore à propos de l'imposition des personnes juridiques. Nous retrouvons plus loin ces questions (3).

La clause concernant le timbrage des titres (§ 15, al. 2) laisse également certaines questions sans réponse : Qu'il ne puisse s'agir que des titres suisses cela certes ressort de l'évidence ; il n'en va plus de même quand on se demande si l'obligation de timbrages ne concerne que les titres qui se trouvent en Suisse ou si elle s'étend au contraire aux titres suisses à l'étranger (4). Enfin, les étran

(1) Cf. *Infra*, p. 118.

Cf. *Sentinelle*, du 24 nov. et 2 déc.

Cf. également Séance du 5 oct., Discours des députés socialistes Schmidt et Grimm p. 67 et suiv. et p. 70 et suiv.

(2) Cf. *Die Vermoögensabgabe Initiative*, Edité par le Comité d'action contre l'initiative.

(3) Cf. *Infra* p. 81 et p. 80.

(4) Les difficultés techniques semblent pourtant rendre la chose impossible. Cf. *Infra* p. 111.

gers habitant la Suisse, seront-ils obligés de se soumettre aux dispositions du § 15 ou au contraire en seront-ils exempts ? Autant de points que le texte de l'initiative laisse parfaitement obscurs.

Il en va de même encore à propos de l'évaluation de certaines fortunes : L'estimation des biens-fonds par exemple, se fera-t-elle d'après la valeur vénale ou au contraire d'après la valeur de rendement ? Lors du deuxième impôt de guerre, seules les terres servant à l'exploitation agricole (art. 29 de l'art. constitutionnel concernant le deuxième impôt de guerre) furent estimées d'après la valeur de rendement. Il y a lieu de penser qu'il en sera de même ici. Ce n'est là toutefois qu'une présomption.

Enfin certaines divergences entre les textes français et allemand viennent accroître encore ce sentiment d'imprécision : Ainsi l'expression « Einmalige Vermoögensabgabe » a été traduite au paragraphe I par « Impôt unique sur la fortune » et non pas par « Prélèvement sur la fortune », comme devrait le porter une traduction exacte. « Natürliche Person » (§ 2) d'autre part, signifie « Personne physique » et non pas « Personne naturelle ». « Stichtag » (§ 8) ne veut pas dire « Délai de rigueur » mais « Jour déterminé » (1).

Tandis que le paragraphe 5 dans son texte français porte que le mobilier jusqu'à 50000 frs n'est pas considéré pour les personnes naturelles comme fortune im-

(1) Cf. Rapp. du Cons. Féd. cité p. 4.

Cf. également Séance du Cons. Nat, du 5 oct. 1922, Discours Bersier Rapport de la Commission Bl. st. p. 33.

sable, le texte allemand pour mobilier emploie l'expression « Hausrat ». Dans l'interprétation française on peut comprendre comme bénéficiant de cette disposition le mobilier agricole, les instruments, machines, etc.; il n'en sera plus de même d'après le terme allemand qui ne s'applique qu'aux meubles meublants proprement dit. Suivant qu'on se base sur l'un ou l'autre texte, l'agriculteur subira un régime différent (1).

Au paragraphe 13, al. 4, l'expression « Principe de mise en valeur » est parfaitement énigmatique ; elle n'est en rien l'équivalent de « Bewertungsgrundsätze » qui aurait dû se traduire par « Principe d'évaluation ».

Dans la prescription ordonnant le timbrage des titres, c'est le mot allemand « Wehrtpapiere », papier valeur qu'on a traduit par le mot « titre »; là encore les deux expressions ne sont pas synonymes (2) ; les papiers valeurs ne comprennent qu'une partie des titres; si par exemple les reconnaissances de dettes, les participations sont considérées comme des titres, ce ne sont pas pour cela des papiers valeurs. Suivant qu'on adopte l'une ou l'autre interprétation certains biens échapperont ou non au prélèvement; cela est loin d'être négligeable.

Ces quelques exemples auront suffi à démontrer cette sorte de flottement qui est le caractère propre de l'initiative.

Nous retrouvons du reste les plus intéressants de ces divers problèmes.

(1) Cf. G. Bovet, *Guide à travers l'initiative socialiste* p.17.

(2) id.

CHAPITRE II.

Considérations de justice

Si l'initiative reconnaît l'obligation contributive des personnes physiques et juridiques, ce principe comporte néanmoins de très larges exceptions : Le paragraphe 9 en effet propose l'exonération complète de toutes les fortunes jusqu'à 80000 frs.; le montant de cette partie non imposable s'accroît du reste encore en fonction des charges de famille : il s'augmente de 30.000 frs pour la femme et de frs 10.000 par enfant mineur.

Ainsi un père de famille ayant 4 enfants ne payera la contribution qu'au cas où sa fortune excédera frs 150.000; sans compter même que le mobilier (§ 15) jusqu'à concurrence de frs 50.000 ne sera pas considéré pour les personnes physiques comme fortune imposable.

D'après une statistique officielle (1) le prélèvement dans ces conditions n'atteindrait, que le 9 0/0 de ceux qui ont été frappés par le premier impôt de guerre; comme ils furent environ 200.000, la nouvelle contribution ne toucherait que 23 à 24 mille personnes, c'est à dire le 3 1/2 0/0 des contribuables à l'impôt cantonal; ce qui

(1) Cf. Rapport du Cons. Fédér. cité, p. 7 et suiv.

Cf. Procès-verbal de la Commission du Cons. Nat. à Brunen du 28 août 1922 p. 2.

signifie que le 99,4 0/0 de la population échapperait au prélèvement sur la fortune. L'initiative socialiste devant être soumise à l'approbation du peuple on arrivera à cette situation tout à fait anormale de faire voter une contribution par ceux-là mêmes qui ne la paient pas.

Si aucune imposition ne peut réaliser une justice complète, il est cependant quelques principes généraux qui dominent la matière fiscale et sans lesquels il est impossible d'assurer même un minimum d'équité.

S'il est indispensable pour peu que l'on ne veuille pas laisser le champ à tout arbitraire de proportionner la charge fiscale à la capacité contributive de chacun, il semble non moins essentiel de la faire reposer sur la généralité des contribuables.

Si des exonérations pour des motifs d'ordre social sont indispensables, il ne faut pourtant pas en arriver à faire payer une contribution générale par un seul groupe économique. Ne faire reposer la charge d'une contribution que sur une catégorie de contribuables ne peut se comprendre qu'en cas d'impôt complémentaire ou de superposition, quand le but d'un tel impôt est alors précisément de corriger certaines imperfections ou injustices dues au principe même de la généralité de l'impôt. Or on ne saurait prétendre qu'une contribution de l'importance d'un prélèvement sur la fortune remplisse la fonction d'un impôt complémentaire; un prélèvement sur la fortune ne peut-être considéré que comme un impôt principal, fondamental, et comme tel doit reposer sur une base large; son principe n'est aucunement incompatible avec le prin-

cipe même de la généralité. Ne frapper que le 6 pour mille de la population constitue évidemment une violation très nette de ce principe.

A ces arguments on a répondu en invoquant l'imprécision, l'élasticité de la notion même de la généralité de l'impôt (1) : Personne ne conteste la nécessité d'une certaine exonération de base; or ce chiffre forcément est toujours plus ou moins arbitraire; il varie constamment d'une contribution à l'autre; les exonérations du premier impôt de guerre sont différentes de celles du deuxième; et on ne s'était pas fait faute à ce moment là déjà d'invoquer l'argument de l'atteinte à la généralité de l'impôt (2). Comment dès lors peut-on parler de violation d'un principe dont on ne sait même pas à quel moment il cesse d'exister.

Les adversaires de l'initiative, ajoute-t-on, affirment d'autre part que les perturbations causées par le prélèvement seront telles que chacun sera atteint; n'est-ce pas là reconnaître l'inanité de l'argument de la violation du principe de la généralité de l'impôt ? (3) (Il sera évidemment aisé de répondre que si chaque contribuable est atteint par les répercussions du prélèvement ce sera forcément dans une mesure parfaitement arbitraire et qui n'aura absolument aucune corrélation avec sa faculté contributive) (4).

(1) Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct. 1922, Discours du dép. social. Schmidt, Bt. st. p. 41.

(2) Cf. id.

(3) Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct. 1922. Discours du dép. social. Grimm, Bt. st. p. 71.

(4) Cf. Séance du Cons. des Etats du 28 sept. 1922, Discours du Cons. d'Etat Keller, Bt. st. p. 12.

Enfin, et c'est là le principal et le véritable argument des auteurs de l'initiative, ce qui est injuste, disent-ils, ce n'est pas que seul le 6 0/00 de la population soit atteint ; ce qui est condamnable, c'est que dans une démocratie il y ait dans la répartition des fortunes des inégalités telles, qu'elles rendent possible l'institution d'un impôt par lequel seule sera atteinte une si infime minorité.

On aurait peut-être pu invoquer encore un autre argument : le fait de soumettre un impôt à l'approbation du peuple en ne cessant de lui démontrer que « seule en sera touchée une très petite minorité » (1), peut ne pas être tout à fait sans influence quant à l'orientation de son vote (2).

Les adversaires de l'initiative voient dans le prélèvement sur la fortune (3) une autre atteinte encore à l'un des principes fondamentaux de toute justice fiscale :

A. Smith dans la première de ses quatre règles énonçait déjà le principe de l'obligation de proportionner l'imposition à la capacité contributive de chacun (4).

Ce ne sont pas que les répercussions directes ou indirectes du prélèvement qui d'après eux violeraient ce principe, c'est dans son mécanisme même qu'on se heurterait déjà à un insurmontable obstacle.

(1) Cf. Sentinelle, du 18 oct. 1922.

(2) Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct. 1922. Discours de Bersier rapport de la Commission, Bt. st. p. 36.

Cf. Séance de relevée du Cons. Nat. du 5 oct. 1922 discours du député Torche Bt. st. p. 56.

(3) Cf. Rapport du Cons. Féd. du 1er août 1922 *cit.* p. 9. et suiv.

(4) Cf. Allix: *Science des Finances et Législation financière française*, Rousseau & Cie, Paris, 1921, p. 369.

La justice la plus élémentaire en effet exige qu'une contribution soit établie sur une base d'évaluation strictement exacte ; or s'il est relativement facile d'estimer avec quelque précision le montant d'un revenu, l'évaluation du capital, tant en raison de sa variété de composition que des diverses situations particulières, présente des difficultés à peu près invincibles.

A ces difficultés, ajoute-t-on, la forme fédérative de l'Etat ne pourra qu'en apporter de nouvelles ; l'initiative porte en effet (§ 14) que ce sont les cantons qui fixeront et percevront l'impôt sur la fortune conformément aux instructions et sous la surveillance de la Confédération ; or les méthodes de taxation, les législations, les habitudes prises (1) sont de cantons à cantons essentiellement divergentes ; ce sera une entrave de plus à la possibilité d'une péréquation équitable.

Si personne ne conteste la réalité de ces difficultés, tous ne sont pas d'accord quant à l'impossibilité de les surmonter. Ce n'est pas la première fois, en effet, qu'on rencontre en Suisse un impôt dont l'assiette est le capital. Non seulement on a dû pour les deux impôts de guerre assis sur le capital et le revenu (2), procéder à une évaluation de la fortune des contribuables, mais les données mêmes fournies par ces deux impôts pourraient être d'un appoint très précieux pour l'établissement de l'assiette de l'impôt présent.

(1) Cf. Rapport du Cons. Féd. du 1er août 1922, *cit.* p.9 et suiv.

(2) Cf. *supra*, p. 6 et suiv.

La plupart des cantons, d'autre part, connaissent depuis longtemps l'impôt sur le capital ; la routine leur aura enseigné les méthodes les plus rationnelles pour arriver à une taxation aussi exacte que possible ; la forme confédérative de l'Etat, bien loin d'être un obstacle à une péréquation équitable la faciliterait au contraire.

On pourra objecter que le prélèvement constitue une contribution infiniment plus lourde que celle des deux impôts de guerre ; or lors des deux impôts de guerre déjà le fisc fut frustré dans une très forte proportion ; ces inégalités causées par des erreurs d'évaluation seront d'autant plus graves que le tarif est plus élevé.

Cet argument pas plus que les autres ne semble irréfutable. Si lors de l'application des deux impôts de guerre des sommes importantes parvinrent à s'échapper, ce ne fut certes pas dans une proportion supérieure à celle qui est le propre de toutes les contributions. Enfin, si on adopte de même qu'alors, le principe de la déclaration de fortune obligatoire (art. 10 de l'initiative), les nouvelles mesures tant d'investigation que de répression par contre seront telles que non seulement elles rendront toute fraude pour ainsi dire impossible, mais feront de plus apparaître automatiquement celles mêmes qu'avaient provoquées l'application de l'impôt de guerre. Les principales de ces mesures sont le timbrage obligatoire des titres (§ 15, al. 2) et la levée du secret des banques (§ 16, al. 2) (1).

(1) Nous verrons plus en détail ces questions Cf. *infra*, p. 105.

Il est cependant pour certaines catégories de richesses du moins un moyen d'échapper au prélèvement qu'aucun règlement ne pourrait empêcher : c'est l'émigration fiscale.

Le paragraphe 15 de l'initiative porté bien que « dès l'acceptation du présent article constitutionnel, l'Assemblée Fédérale édictera par arrêté fédéral d'urgence les prescriptions qui permettront d'atteindre par l'impôt toutes les fortunes constituées en titres et d'empêcher la fuite de capitaux à l'étranger ». Ces prescriptions toutefois ne pourront s'appliquer qu'après l'acceptation; on n'attendra vraisemblablement pas ce moment pour mettre en lieu sûr les capitaux susceptibles d'être déplacés. Mais là encore cette possibilité d'émigration qui sera l'apanage de quelques catégories de contribuables constituera une nouvelle source d'injustice : Alors que les possesseurs immobiliers (1), les paysans, les petits et moyens capitalistes, tous ceux qui vivent essentiellement du produit de leur travail se trouvent en quelque sorte attachés au lieu de leur gagne pain, le grand capital qui est essentiellement mobile trouvera à s'échapper beaucoup plus aisément (2). Ce sera donc précisément parmi ceux qu'on cherche à frapper le plus lourdement que se trouveront par excellence les moyens de se dérober (3).

(1) Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct. 1922. Discours du député Jenny Bt. st. p. 48.

(2) Cf. Séance du Cons. des Etats 28 sept. 1922. Discours du Cons. d'Etat Keller Bt. st. p. 12 et suiv.

Cf. Meierhans : *Op. cit.*, p. 138 et 139.

(3) Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct. 1922. Discours du dé-

On peut se demander toutefois, s'il en serait autrement en cas d'un impôt renouvelable et si cette évasion fiscale n'est pas un fait inévitable et inhérent au principe même de toute imposition. On pourra répondre que cette résistance se fera d'autant plus aigüe que la part à prélever est plus grande. Il y a certes une part de vérité dans le mot de Machiavel : « les hommes préféreraient la mort d'un père à une atteinte à leur fortune ou à la perte de cette dernière » (1).

Mais à supposer même qu'on puisse surmonter les difficultés inhérentes au mécanisme de la taxation, il ne serait pas davantage possible, indépendamment même de l'évasion fiscale d'éviter que le prélèvement ne soit pour les divers groupes de contribuables d'un poids inégal, parce qu'ayant lieu dans des conditions différentes, et qu'elles n'entraînent par là de nouvelles injustices.

Toute méthode de taxation en effet, si parfaite soit-elle, doit nécessairement procéder par voie générale. Il est inévitable dès lors que les situations particulières se trouvent dans une large mesure sacrifiées. Là encore les prescriptions spéciales contenues dans l'initiative resteront des correctives insuffisants; elles ne réussiront pas à empêcher que deux fortunes apparemment égales ne soient frappées de la même taxe bien qu'elles procurent à leur propriétaire des revenus très différents. Pour le contribuable dont la fortune est difficilement réalisable, le même

puté Jenny Bt. st. p. 48.

Cf. également *Gazette de Lausanne*, du 15 nov. et *Journal de Genève*, du 8 nov.

(1) Cf. Machiavel : *Le livre du Prince*, chap. 17 p. 89.

prélèvement aura des conséquences autrement graves que pour celui qui possède une fortune composée de moyens liquides.

Et même en considérant les capitaux de consistance sensiblement égale, le prélèvement n'aura pas toujours les mêmes conséquences : Les fortunes qui ont échappé aux brusques fluctuations d'après guerre seraient déjà gravement atteintes par le prélèvement ; mais pour celles très nombreuses qui ont été réduites ou ébranlées par la crise, le prélèvement venant après de grosses pertes sera infiniment plus douloureux et pourra avoir la portée d'une véritable catastrophe (1).

Enfin pour toute la classe des contribuables qui vivent non du produit de leur travail, mais des intérêts de leur capital, de ce que leurs ascendants ou eux-mêmes ont épargné, le prélèvement ajouté au renchérissement du coût de l'existence aboutira le plus souvent à la gêne (2). Ce sera le cas par exemple pour la veuve ou le petit rentier arrivé à un âge où l'on ne peut plus gagner sa vie ; bien qu'on ait considéré parfois la catégorie des rentiers comme privilégiée, sous prétexte que leur avoir est facilement réalisable. L'âge du contribuable d'autre part jouera également au point de vue que l'inégalité de la charge un rôle d'une certaine valeur ; plus il sera âgé, plus le dommage pour lui sera considérable, faute de la perspective

(1) Cf. Rapport du Cons. Féd. du 1er août 1922 *cit.* p. 9.

(2) *id.* p. 10 et suiv.

Cf. Séance du Cons. des Etats du 28 sept. 1922.

d'une vie assez longue pour reconstituer par le travail et l'épargne les sommes abandonnées à l'Etat (1).

On s'est élevé enfin contre l'injustice qu'il y a à imposer très lourdement la fortune acquise, alors qu'on laisse totalement indemne le produit du travail si élevé soit-il. Celui qui prévoyant, aura pour sa vieillesse capitalisé ses revenus sera dépouillé; celui qui les aura gaspillés au jour le jour restera sauf (2). On a pu dans une certaine mesure justifier cette imposition unilatérale du capital par l'idée d'un sacrifice nécessaire pour l'amortissement rapide d'une dette de guerre; cette inégalité de traitement, ce régime de faveur au profit de ceux qui sans avoir de fortune jouissent de gros revenus, ne saurait s'expliquer quand il s'agit d'attribuer le produit de la contribution à des buts sociaux.

En 1918 déjà lors de la motion Goetschel, Müller n'avait pas hésité à insister au Conseil National sur l'atteinte qu'on porterait à la capacité contributive réelle en exonérant les gros revenus pour ne frapper que le capital (3). Le revenu du travail constitue en Suisse un élément dont la possibilité contributive est dans la majorité des cas supérieure à celle du revenu de la fortune. M. Musy évalue le revenu total de la fortune en Suisse à 1 1/2 milliard alors que d'après les rôles des contributions le produit du travail s'élève à plus de cinq.

Le peuple suisse tire ses moyens d'existence de son ac-

(1) Cf. Villard : *Le Reichsnotopfer*, Paris 1920 p. 61.

(2) Cf. Meierhans : *Op. cit.* p. 138.

(3) Séance du Cons. Nat. oct. 1918. Discours du député socialiste Muller, Bt. st. p. 253.

tivité agricole commerciale et industrielle c'est-à-dire de son travail, « il ne vit pas de ses rentes, il gagne sa vie ». En ne taxant que la fortune acquise on semble ne voir que la puissance statique du capital en mésestimant la puissance dynamique de l'activité économique générale (1). Et à ceci on pourra difficilement répondre comme dans certains pays — où le conflit mondial a fait éclore la catégorie nombreuse des profiteurs de guerre — que ce qu'on voulait frapper avant tout c'était la fortune acquise, et plus spécialement la fortune indûment acquise; en Suisse les nouveaux riches sont non seulement l'exception, mais la crise d'après guerre a fait rendre à la plupart d'entre eux bien au de-là de ce qu'ils avaient gagné.

Loin d'être une sorte de tare morale, la fortune acquise d'autre part a à remplir une fonction de premier ordre : si elle est le fruit du passé, elle est aussi le support de l'activité économique du présent (2).

Enfin le paragraphe 8 fixant « le 31 décembre comme délai de rigueur pour ce qui concerne l'obligation personnelle et matérielle de payer l'impôt ainsi que pour l'estimation » n'a pas manqué de soulever dans un ordre d'idées similaires de très vives critiques.

Asseoir l'impôt sur la situation des fortunes à un jour

(1) Cf. Séance du Cons. d'État du 21 sept. 1922. Discours de Mr Musy cons. fédéral, chef du Dépt. fédéral des finances Bt. st. p. 20.

Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct. 1922. Discours du député Muller, Bt. st. p. 46.

Cf. Rapport du Cons. féd. cit. p.11.

(2) Cf. Revue politique et parlementaire du 10 mai 1920 p. 151. Article de Allix : *Contre le prélèvement sur le capital*.

déterminé est évidemment une inéluctable nécessité; mais fatalement aussi cette fixation de l'estimation à un jour arbitrairement choisi sera une source d'innombrables inégalités; ces inégalités seront aggravées encore du fait que dès après l'acceptation de l'initiative, le Conseil fédéral devra élaborer un projet de loi d'application (§ 13, al. 2 et 4; § 17) de ces nouvelles dispositions constitutionnelles; les Chambres devront ensuite le discuter et l'adopter. Il y a beaucoup de chances dès lors pour que ces nouvelles dispositions légales ne puissent entrer en vigueur avant 1924; or c'est sur le montant des biens qu'ils possédaient le 31 décembre 1922 que porteront ces dispositions d'application et durant les 3 années que prévoit l'initiative pour le paiement total (§ 12) c'est toujours cette même situation de fortune qui servira de base.

Entre le jour de l'assiette et celui du paiement, quantité de fortunes se seront modifiées ou auront disparu; et on verra des contribuables astreints à payer un impôt pour une fortune qu'ils ne possèdent plus, tandis qu'à côté, des fortunes qui se seront nouvellement et rapidement édifiées seront totalement exonérées de la contribution (1). Ces faits seront d'autant plus fréquents que l'initiative survient à un moment de crise et de trouble; certaines formes de capitaux durant cette période ont beaucoup augmenté de valeur tandis que d'autres se sont fortement dépréciées; la valeur nominale très élevée de certaines fortunes n'est dans bien des cas que momentanée.

(1) Cf. Séance de relevé du Cons. Nat. du 5 oct. 1922. Discours du député Torche, Bt. st. p. 54.

L'initiative toutefois semble avoir essayé d'apporter à ces inégalités un certain correctif puisqu'elle n'exclut pas, bien qu'en termes extrêmement vagues, le bénéfice éventuel d'une assiette rectificative : « La loi déterminera les conditions auxquelles pourra avoir lieu la revision de l'estimation » (art. 17).

A ces diverses sources d'inégalité viendra s'en ajouter une dernière, résultant moins, peut-être de la forme fédérative de l'Etat que d'une défectuosité tenant au mode de répartition du produit du prélèvement.

Le paragraphe 1 pose bien que « la Confédération prélèvera un impôt unique sur la fortune à l'effet de lui permettre *ainsi qu'aux cantons et aux communes* de réaliser leur tâche sociale » ; cela ne signifie nullement pourtant que l'initiative assurera par là tant à la Confédération qu'aux cantons et aux communes les fonds dont ils pourraient avoir besoin dans ce but. Le paragraphe 18 vient préciser en effet « les Cantons et les Communes reçoivent chacun 20 0/0 du montant des impôts, des impôts arriérés, des intérêts et des amendes *perçus sur leur territoire*. L'autre 60 0/0 revenant à la Confédération ».

Or la plus grosse part du prélèvement proviendra évidemment des villes et centres riches : Zurich, Bâle, Genève, Lausanne et St. Gall en particulier. Chez d'autres communes et cantons plus pauvres comme le Tessin, le Valais, les Grisons et les cantons primitifs, l'initiative au contraire ne jouera que dans des proportions très limitées. Or le paragraphe 18 a bien spécifié que Communes et cantons n'auront une part que du produit recueilli sur leur propre territoire.

Cela revient à dire que seules les communes et cantons riches recevront de par l'initiative des ressources nouvelles pour la réalisation de leur tâche sociale; alors que la part de ceux qui précisément en auraient le plus besoin se trouvera être à peu près nulle (1).

Ainsi donc en raison de la situation économique des différentes catégories de contribuables ainsi qu'en raison de la nature même d'un prélèvement sur la fortune, en raison surtout du mécanisme et des modalités de l'initiative suisse en particulier, le prélèvement sur le capital entraînera fatalement de lourdes iniquités.

On a vu, il est vrai, que si la justice est une des premières conditions que doit remplir un système fiscal, elle se trouve bien rarement réalisée.

On aura pu dire toutefois avec quelque raison qu'un prélèvement sur la fortune sera une source d'inégalités infiniment plus lourdes que ne le seraient celles résultant d'un impôt sur le revenu.

Cela certes ne devait pas suffire (2) à convaincre les partisans de l'initiative : On a justifié à l'étranger le principe du prélèvement par l'idée d'un sacrifice nécessaire pour sauvegarder le pays de la ruine ou de la banqueroute (3). Pourquoi ne pourrait-on pas en Suisse invo-

(1) Cf. Séance du 5 oct. du Cons. Nat.. Discours du député Bersier, Bt st. p. 35.

Cf. Séance de relevée du même jour. Discours du député Baumberger, Bt. st. p. 58.

(2) Cf. *Sentinelle*, des 18, 26, et 27 oct., 9 nov. et 21 nov. 1922.

(3) En Allemagne Cf. Villard : *Op. cit.*, p. 12 et suiv. et Badulesco p. 44 et suiv.

En Angleterre Cf. Jèze : *Le Prélèvement sur le Capital en*

quer de même l'urgence de la réalisation de certaines tâches sociales ? Depuis des années déjà la question des assurances sociales se trouve en suspens. Malgré ses promesses le Conseil fédéral prétextant une situation financière sérieuse n'a jamais entrepris sérieusement d'en hâter la réalisation (1); le seul moyen de se procurer les ressources nécessaires résidait dans une initiative populaire (2). Proposer un impôt fédéral direct qui immédiatement serait entré en conflit avec le deuxième impôt de guerre, n'aurait eu évidemment aucune chance de succès. Une seule voie restait : celle d'un prélèvement sur la fortune (3).

Enfin ces injustices qu'invoquent les adversaires de l'initiative, à quoi tiennent-elles, sinon aux inégalités des conditions sociales et économiques ? Or le but de l'initiative (4) est précisément d'essayer d'atténuer dans une certaine mesure ces inégalités. Il serait illogique de se laisser arrêter par le fait qu'on porterait atteinte à certaines situations particulières, quand on a pour but de réaliser

Angleterre, p. 11 et 14.

En Italie, Cf. Jèze : *L'impôt sur le capital en Italie*, p. 20 et suiv.

En Autriche, Cf. Badulesco : *L'impôt sur le capital en Autriche*, p. 8 à 11.

Cf. également dans ce sens Allix : *Science des finances, op. cit.*, p. 404 et suiv.

(1) *Infra*, p. 119.

(2) Séance de relevée du Cons. Nat. du 5 oct. 1922. Discours du dép. social. Grimm, Bt. st. p. 71 et suiv.

(3) Cf. *Protokoll über die Verhandlung des ausserordentlichen Parteitages vom 10 bis 12 déc.* in Bern, p. 237.

(4) Cf. *Infra*, p. 16 et 125.

pour le peuple tout entier plus de justice et plus d'équité.

Bien que la discussion de ces arguments ait donné lieu à des débats extrêmement violents, ce n'est pas sur ce terrain encore que s'est livrée la bataille véritable.

CHAPITRE III.

Répercussions sur les Finances publiques.

Bien que pays non combattant, la Suisse n'a pas manqué de ressentir de façon très sensible — et ses finances publiques en particulier — le contrecoup de la guerre et surtout de la crise économique qui en fût le prolongement (1).

Alors qu'en 1913 la dette de la Confédération s'élevait à 161 millions, elle dépassait 2 milliards en décembre 1921.

Les comptes d'administration pour 1921 enregistrent 127 millions de déficit. Le budget de 1922 prévoit un excédent de dépenses de 99 millions; celui de 1923 un déficit de 84 millions (2).

En 1913 le bilan de la Confédération accusait un excédent de l'actif sur le passif s'élevant en chiffres ronds à 100 millions; en 1921 il solde au contraire par un passif de 1391 millions, passif qui d'après les prévisions du Chef du Département fédéral des finances atteindra approximativement un milliard 600 millions le 1^{er} janvier

(1) Cf. Rapport du Cons. Féd. du 1^{er} août 1922 p. 11 et suiv.

(2) Bulletin n° 9 de déc. 1922 de l'Union des Banques Suisses, *Les finances de la Confédération*.

Cf. également Bulletin de Janv. 1922 de la *Société de Banques Suisses*, p. 183 et suiv.

1923 (1). L'ensemble des dépenses ordinaires et extraordinaires de la Confédération depuis 1913 dépasse 5 milliards 300 millions (2).

Les communes de leur côté ont dépensé depuis 1913, 3 milliards 500 millions, les cantons, 3 milliards 400 millions, de sorte que le chiffre global des dépenses publiques en Suisse depuis 1913 atteint 12 milliards.

Cantons et communes ont beaucoup plus que doublé leurs impôts; les budgets cantonnaux bouclent cependant par un déficit de 50 millions en 1921 et de 75 millions en 1922. La dette totale des cantons atteint actuellement 1 1/2 milliard. Quant aux dépenses des communes qui étaient de 240 millions en 1913 elles atteignaient en 1920 déjà 480 millions. A la fin de 1920 les communes faisant partie de l'Union des villes Suisses (et dont la population représente le 1/3 de la Suisse) avaient une dette totale de 908 millions, laquelle dépasse aujourd'hui le milliard (3).

Les communes ne faisant pas partie de cette union et qui comprennent le reste de la population ont certainement une dette globale d'au moins un milliard. La dette totale des cantons et des communes atteint donc 3 1/2 milliard.

(1) Cf. Séance de relevée du Cons. Nat. du 5 oct. 1922. Discours du ministre des finances Musy Bt. st. p. 59 et suiv.

Cf. Séance du même jour, Discours du dép. Torche Bt. st. p. 52 et suiv.

(2) En Suisse l'administration ne connaît pas le budget extraordinaire. Toutes les dépenses annuelles même celles qui en raison de leur nature ne se répètent qu'à intervalle très lointain figurent non pas dans un compte spécial mais dans le compte annuel (Cf. Discours Musy du 5 oct. 1922, *cit.*).

(3) Cf. *Annuaire financier de la Suisse* de Steiger, année 1921 p.

Le montant des intérêts de la dette totale de la Confédération, des Cantons et des Communes est supérieur en 1921 au capital en 1913 (1).

On a pu dire avec raison que pour faire de la bonne politique il fallait de bonnes finances. Une situation financière obérée est une entrave regrettable à toute amélioration ; le retour à l'équilibre est indispensable, non seulement pour enrayer le développement progressif de la dette publique, mais pour rendre au budget l'élasticité exigée par les besoins d'une politique de progrès social (2).

Dans tous les pays où fonctionne un prélèvement sur la fortune, ou dans tous ceux où une telle mesure fut proposée, ce sont essentiellement des considérations de cet ordre qui ont guidé les législateurs.

Non seulement en Suisse les finances publiques ne se trouveront pas allégées par le prélèvement, mais leur situation déjà sérieuse ne manquera de s'en trouver encore sensiblement aggravée.

Le produit du prélèvement en effet devra être exclusivement réservé aux tâches d'ordre social et plus particulièrement — ainsi que cela ressort des commentaires socialistes — aux assurances vieillesse et invalidité. Or la combinaison fiscale qu'on propose ne saurait fournir aux œuvres sociales une justification financière suffisante : Cet appoint extraordinaire et unique n'assurerait qu'un

(1) Cf. Séance du Cons. des Etats du 28 sept. 1922. Discours du ministre des finances Musy Bt. st. p. 19 et suiv.

(2) Cf. *La Freiheit*, journal officiel des socialdemocrates allemands du 12 juillet 1921. : « ...Le rétablissement de l'équilibre financier est la tâche la plus importante de la politique sociale... ».

premier apport qui ne permettrait guère que d'une manière toute provisoire le fonctionnement des institutions que l'on veut créer (1). A plus ou moins brève échéance ce serait à la Confédération ou aux cantons à suppléer à cette insuffisance (2).

Mais d'autre part indépendamment même des sommes que pourrait être obligé de déboursier l'Etat pour faire vivre les œuvres sociales créées grâce au produit du prélèvement, les finances publiques subiraient une atteinte bien plus immédiate et infiniment plus grave :

On a souvent invoqué à l'étranger pour justifier le principe du prélèvement que le produit en étant affecté à l'amortissement de la dette interne, il n'y avait, théoriquement du moins, ni perte, ni destruction, mais simplement déplacement de capital, les sommes payées par le contribuable faisant retour aux créanciers de l'Etat (3).

Un tel argument ne pourrait certes être invoqué en Suisse : On ne saurait prélever une somme quelconque sur la fortune nationale en la destinant à une œuvre dont une minorité seule aura à profiter sans qu'il en résulte un appauvrissement de cette fortune, c'est-à-dire de la matière imposable du pays ; et cette diminution fatalement se traduirait par une moins value correspondante dans

(1) Cf. Rapport du Cons. Féd. du 1er août 1922 p. 18 et suiv.

(2) Cette question sera examinée plus en détail au chapitre consacré à l'étude des buts de l'initiative. Cf. *Infra* p. 118.

(3) Cf. *Revue politique et parlementaire*, du 10 mars 1920. Article de Allix : *Contre le prélèvement sur le capital*, p. 156 et suiv.

Cf. Badulesco : *Op. cit.* p. 55 et suiv.

le rendement des impôts (1), or la Confédération pas plus que les cantons ou les communes ne seraient en état dans la situation dans laquelle ils se trouvent de supporter cette moins value.

Dans le domaine fédéral l'unique manière de compenser la baisse qui se produirait dans le rendement de l'impôt de guerre serait d'en prolonger de plusieurs années la perception (2). Pour les cantons et les communes dont l'impôt sur la fortune, sur les revenus et sur les successions constituent les principales sources de recettes les conséquences seraient infiniment plus graves : La seule compensation possible serait dans une majoration des taux d'imposition. Les contributions cantonales et communales représentent déjà des charges extrêmement lourdes ; dans bien des cantons et des communes elles sont près d'atteindre la limite extrême de ce que peut supporter la capacité contributive des contribuables. Le tableau ci-dessous en donnera un aperçu.

Rendements des impôts sur la fortune et sur le revenu

	1913 Fr.	1920 Fr.	1922 Fr.
Confédération		178.623.000	106.000.000
Cantons	82.722.000	191.616.000	210.000.000
Communes	94.984.000	190.000.000	210.000.000
	<u>177.706.000</u>	<u>560.239.000</u>	<u>526.000.000</u>

(1) Cf. Séance du 3 oct. 1922. Discours du dép. Jenny Bt. st. p. 48.

(2) Le deuxième impôt de guerre en effet sera perçu jusqu'au moment où son produit atteindra le chiffre des frais de mobilisation. Cf. *supra* p. 9.

Rendement des impôts indirects (douane, consommation, etc.)

Confédération	85.142.000	93.952.000	150.000.000
Cantons	19.071.000	21.776.000	24.000.000
Communes	1.437.000	3.000.000	4.000.000
	105.650.000	118.728.000	178.000.000

(1)

Les impôts indirects n'ont augmenté que dans une faible mesure. Les impôts directs au contraire passent de 177 à 526 millions, c'est à dire qu'ils ont triplé, bien que la fortune nationale soit inférieure à ce qu'elle était avant la guerre (2).

La charge fiscale imposée en 1921 à la fortune du fait des impôts cantonaux et communaux atteignait en pourcentage du revenu : (pour un revenu de 6 0/0) :

Fortune de Frs.	Impos. maxim'					
	20.000	50.000	100.000	500.000	1.000.000	
Zurich	9,1	11,5	13,8	22,0	22,0	22,13
Berne	16,5	18,2	19,7	26,4	26,4	26,4
Lucerne	13,3	13,3	13,3	16,0	19,3	20,04
Fribourg	9,9	14,4	17,1	20,3	21,6	21,64
Bâle	1,4	3,6	5,2	14,8	19,2	19,62

(1) Ces tableaux sont tirés des chiffres publiés par le Rap^{rt} du Cons. Féd. p. 20 et par l'ouvrage *Die einmalige Vermögensabgabe*, édité par le Comité d'Action contre l'initiative socialiste », p. 22.

(2) Cf. Séance du 5 oct. 1922. Discours du dép. Obrecht Bt. st. p. 77.

St. Gall	19,2	19,2	19,2	20,0	22,1	25,46
Lausanne	7,8	9,2	11,1	18,8	21,5	20,14
Neuchâtel	10,0	11,1	12,7	18,1	19,9	25,05
Genève	1,9	2,9	4,3	11,1	13,6	30,00

(1)

En dehors des impôts cantonaux et communaux il faut tenir compte des impôts fédéraux, contribution de guerre, taxe du timbre, impôts sur les coupons qui viennent aggraver sensiblement le degré de l'imposition. La charge incombant à la fortune de ce fait ne peut-être déterminée exactement. Elle varie selon le genre de placement; les taux ne sont pas les mêmes pour les capitaux placés en hypothèque que pour ceux investis dans des terrains, des fabriques, des valeurs de bourse, etc.

Dans le cas d'une fortune placée en obligations, la charge globale appliquée en raison des impôts fédéraux, cantonaux et communaux s'est trouvée ainsi portée en 1922 en pour-cent du revenu dans les villes ci-après de :

Pour une fortune de Fr.	50.000	100.000	500.000	1.000.000	Impos. maxim
Bâle....	8,18	10,36	22,40	30,84	35,59
Berne...	22,78	24,86	34,00	38,04	42,35
Genève.	7,48	9,46	18,70	25,24	45,97
St-Gall..	23,78	24,36	27,60	33,74	41,43
Zurich..	16,08	18,96	29,60	33,64	38,10

(1) Ces chiffres sont tirés, *l'Annuaire de statistique de la Suisse*, année 1921. Cf. p. 370 à 376.

Les fortunes de Frs 50.000 se trouvent ainsi grevées en Suisse d'une charge allant de 7,48 0/0 au moins à 23,78 0/0 au plus, tandis que les grandes fortunes dépassant 2 million supportent une contribution minimum de 35,59 0/0 et maximum de 45,97 0/0.

Si la fortune est placée sous forme d'actions, l'imposition peut aller jusqu'à 48 0/0 du revenu.

Exception faite de la Grande Bretagne, l'imposition des fortunes n'atteint, croyons-nous, en aucun pays européen un degré aussi élevé qu'en Suisse (1).

Au total le contribuable suisse a payé depuis 1913 plus de 3 milliards 850 millions dont 520 millions seulement d'impôts de consommation (2), soit le 20 0/0 environ de la recette totale (3).

On ne saurait prétendre dès lors comme l'ont fait les socialistes (4) qu'on s'efforce de décharger les grosses fortunes au moyen d'impôts indirects qui frappent les consommateurs, c'est-à-dire la masse des pauvres gens. Les impôts directs au contraire constituent actuellement une charge que l'on pourrait difficilement augmenter encore sans décourager toute activité économique.

Outre qu'il est dans la fiscalité des limites qu'il peut être imprudent de dépasser, une augmentation générale des taux d'imposition aurait encore cette autre conséquen-

(1) Cf. Bulletin de nov. 1922, n° 35 de la Banque Populaire Suisse, p. 2.

(2) Cf. Séance du 5 oct. 1922. Discours du ministre des finances Musy, Bt. st. p. 61.

(3) Cf. *supra* p. 68, tableaux comparatifs des impôts directs et indirects.

(4) Cf. *Sentinelle*, du 17 novembre 1922.

ce : Ceux-là mêmes que voulait exonérer l'initiative, les classes moyennes et les classes pauvres, n'échapperaient pas plus au prélèvement (1) que celle des grands possesseurs qui seuls devaient être atteints (2). C'est là une conséquence que n'avait vraisemblablement pas prévue l'initiative socialiste.

Le Département des Finances du canton de Zurich (3), se basant sur les données fournies par la cote des impôts, a essayé de déterminer à combien se monterait cette diminution présumée dans le rendement futur des impôts et de combien il faudrait majorer les taux pour la compenser. La diminution probable de la matière imposable s'élèverait pour le canton à 286,5 millions; il en résulterait une moins value dans le rendement des impôts cantonaux et communaux de plus de 1 million. Sans même tenir compte de l'évasion déjà accomplie des capitaux devant la crainte d'une acceptation de l'initiative, (que pour le seul canton de Zurich les milieux bancaires estiment à 600 millions), il faudrait pour compenser cette perte augmenter de 15 à 20 0/0 le taux des impôts cantonaux, — majoration qui s'élèverait — toujours d'après les calculs du Département des Finances du canton de Zurich — pour

(1) Cf. Séance du Cons. Nat. du 3 oct. 1922. Discours de Meyer, rapporteur de la majorité de la commission, Bt. st. p. 31 et suiv.

(2) Cf. *supra* p. 49.

(3) Cf. *Bericht der Finanzdirektion über die Folgen bei Annahme des Volksbegehrens betreffend Erhebung einer einmaligen Vermögensabgabe für den Kanton Zurich*, 17 nov. 1922.

les impôts communaux jusqu'à 20, 25 ou même 30 0/0 (4).

A ces objections, les auteurs de l'initiative répondent d'une manière pour le moins inattendue : Ils ne croient guère à la réalité de cette diminution de la matière imposable : les sommes jusqu'ici frauduleusement cachées au fisc et que ne manquerait de faire découvrir la levée du secret des banques compenseraient et au delà, la brèche faite dans le patrimoine national par les sommes qu'on y aura prélevées. L'argument ne semble guère décisif (2).

(1) Les communes perçoivent en effet jusqu'à 150 et 200 o/o de l'impôt cantonal.

(2) Cf. *infra* p. 106, note 2.

CHAPITRE IV.

Arguments Économiques.

Avant d'aborder les raisons d'ordre économique invoquées pour ou contre le prélèvement sur la fortune en Suisse il importe de faire justice d'une objection.

Chaque fois qu'il s'est agi d'introduire dans un pays un prélèvement sur le capital on n'a manqué de prédire une catastrophe économique comme suite inéluctable d'une mesure de ce genre.

Bien qu'il soit difficile d'apprécier exactement dans les divers pays où une telle mesure fut réalisée, les perturbations qu'a pu causer son application, il est indéniable pourtant qu'elles ne furent nulle part telles qu'on s'était plu à se les représenter. Si l'Allemagne et l'Autriche en particulier se débattent en une situation désastreuse, il ne semble pas que le prélèvement sur le capital en soit une des causes prépondérantes.

Ne sera-t-on pas enclin dès lors à mettre en doute le bien fondé des raisons mises en avant par les adversaires de l'imposition du capital. Et les arguments d'un même ordre invoqués contre le prélèvement sur la fortune en Suisse, ne perdront-ils de ce fait, avant même qu'on les discute, une partie de leur valeur ?

L'objection serait exacte si l'on pouvait mettre sur un même plan le prélèvement qu'on se propose d'opérer en Suisse et ceux pratiqués jusqu'ici dans les autres pays. Il ne semble pas que ce soit le cas.

Si les résultats d'un prélèvement extraordinaires sur la fortune n'ont véritablement nulle part justifié toutes les appréhensions émises, c'est que nulle part non plus on n'a osé réaliser un prélèvement dans toute l'acceptation du terme. La loi toujours a singulièrement atténué la rigueur du sacrifice en rendant facultative l'obligation fondamentale d'un impôt extraordinaire sur le capital : le payement immédiat de la contribution.

C'est cette obligation fondamentale, principe devant lequel ont reculé tous les législateurs qu'entend précisément respecter l'initiative du Parti Socialiste Suisse. Cette différence capitale fait de deux impositions dont le nom peut être semblable, deux mesures totalement différentes.

Il ne semble pas dès lors qu'on puisse faire état dans l'étude de l'une de la réalisation ou de la faillite, des prédictions énoncées à propos de l'autre.

Le tarif proposé par l'initiative est progressif par échelon et comporte des taux variants de 8 à 60 0/0 (§ 10). La contribution pourra être payée en une fois ; elle pourra l'être également en acomptes annuels ; la totalité dans ce cas devra être acquittée dans un délai maximum de 3 ans (§ 15).

Le tableau suivant donnera une idée du fardeau qui en résulterait pour les différentes catégories de contribuables

**Charge imposée à la fortune et au revenu de
la fortune par le prélèvement,**

		MONTANT DU PRÉLÈVEMENT				
FORTUNE TOTALE frs.	FORTUNE IMPOSABLE frs.	TOTAL			TRANCHE ANNUELLE	
		frs.	en % de la fortune	en % d'un revenu de 5 % de la fortune	frs.	en % d'un revenu du 5 % de la fortune
Célibataires :						
100,000	20,000	1,600	1,6	32	533	10,5
200,000	120,000	11,400	5,7	114	3,800	38,0
400,000	320,000	37,800	9,45	189,0	12,600	63,0
600,000	520,000	68,200	11,36	227,8	22,763	75,7
800,000	720,000	100,600	12,57	251,5	33,533	83,8
1,000,000	920,000	136,600	13,66	273,2	45,533	91,0
2,000,000	1,920,000	337,400	16,87	337,4	112,466	112,4
4,000,000	3,920,000	806,200	20,15	403,1	268,733	134,3
6,000,000	5,920,000	1,350,600	22,51	450,2	450,200	150,0
8,000,000	7,920,000	1,935,000	24,19	483,7	645,000	161,2
10,000,000	9,920,000	2,559,400	25,59	511,9	853,133	170,6
Famille avec 2 enfants :						
100,000	—	—	—	—	—	—
200,000	70,000	6,000	3	60	2,000	20
400,000	270,000	30,800	7,7	154	10,266	51,3
600,000	470,000	60,200	10,03	200,6	20,066	66,8
800,000	670,000	92,200	11,52	230,4	30,733	76,8
1,000,000	870,000	127,600	12,76	255,2	42,533	85,0
2,000,000	1,870,000	326,400	16,32	326,4	108,800	108,8
4,000,000	3,870,000	793,300	19,83	396,6	264,400	132,2
6,000,000	5,870,000	1,336,600	22,27	445,5	445,533	148,5
8,000,000	7,870,000	1,920,000	24,0	480,0	640,000	160,0
10,000,000	8,870,000	2,543,400	25,43	508,9	947,800	169,5
Famille avec 4 enfants :						
100,000	—	—	—	—	—	—
200,000	50,000	4,000	2,0	40,0	1,333	13,3
400,000	250,000	28,000	7,0	140,0	9,333	46,6
600,000	450,000	57,000	9,5	190,0	19,000	63,3
800,000	650,000	89,000	11,1	222,5	29,666	74,1
1,000,000	850,000	124,000	12,4	248,0	41,333	82,6
2,000,000	1,850,000	322,000	16,1	322,0	107,333	107,3
4,000,000	3,850,000	788,000	19,7	394,0	262,666	131,3
6,000,000	5,850,000	1,331,000	22,18	443,6	443,666	147,8
8,000,000	7,850,000	1,914,000	23,9	478,5	630,000	159,8
10,000,000	9,850,000	2,537,000	25,37	507,4	845,666	169,1

(1) Ce tableau est tiré du rapport du Cons. féd. p. 37.

Payé en une seule fois, le montant de la contribution atteindrait dans les cas d'impositions maximum jusqu'au 500 0/0 du revenu annuel; payé par acomptes, chaque tranche en représenterait encore le 170 0/0. On peut admettre que ce sera presque toujours ce deuxième mode de payement qui sera adopté.

A l'imposition proprement dite s'ajouterait toutefois encore (§ 2) dès 1923 un intérêt de 6 0/0. Cet intérêt est un peu plus élevé que celui correspondant au marché actuel de l'argent; il en résulterait dans la majorité des cas, que l'intérêt des sommes dûes à la Confédération ne suffirait pas à payer l'intérêt de retard; les taux d'imposition s'en trouveraient augmenter encore de quelques unités (1).

Mais même en faisant abstraction de cette majoration tout en admettant le payement en trois annuités, on pourra se rendre compte par le tableau ci-dessous de l'extraordinaire charge fiscale totale que constituerait dans les principales municipalités le 1/3 du prélèvement ajouté aux autres contributions perçues par la Confédération, la commune et le canton.

(1) Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct. 1922, Discours Bersier, rapporteur français de la commission, Bt. st. p. 33.

(2) Ce tableau se trouve également annexé au rapport du Cons. Fédéral, p. 38.

Charge supportée annuellement par la fortune d'un mari sans enfants du fait des impôts fédéraux, cantonaux et communaux, y compris le prélèvement sur la fortune dans les communes de Zurich, Berne, Bâle et Genève.

	Fortune de fr. :					
	200.000	300.000	500.000	1.000.000	5.000.000	5.000.000
1. Zurich :						
Impôts cantonaux et communaux.....	2.041,40	3.457,40	6.613,90	12.251,40	26.351,40	66.351,40
Impôt fédéral de guerre	189,65	378,—	900,—	3.822,—	10.925,—	30.650,—
Charge fiscale actuelle.....	2.229,05	3.835,40	7.513,90	17.073,40	37.451,40	97.001,40
Prélèvement sur la fortune (tranche annuelle du tiers du prélèvement).....	2.666,60	6.600,—	15.896,60	43.733,30	110.266,60	354.066,60
Charge fiscale y compris le prélèvement sur la fortune.....	4.895,65	10.435,40	53.380,50	60.806,70	147.718,—	451.068,—
En o/o du revenu de la fortune	48,95	69,57	93,32	121,61	147,71	180,42
2. Berne :						
Impôts cantonaux et communaux.....	2.562,—	4.144,50	7.912,50	15.825,—	31.650,—	79.125,—
Impôt fédéral de guerre	187,65	378,—	900,—	3.822,—	10.825,—	30.650,—
Charge fiscale actuelle.....	2.749,65	4.522,50	8.812,50	19.647,—	42.575,—	109.775,—
Prélèvement sur la fortune (tranche annuelle du tiers du prélèvement).....	2.606,60	6.600,—	15.866,60	43.733,30	110.266,60	354.066,60
Charge fiscale y compris le prélèvement sur la fortune.....	5.416,25	11.422,50	24.679,10	63.380,30	152.841,60	463.841,60
En o/o du revenu de la fortune	54,16	74,14	98,71	126,76	152,84	185,53

Suite du tableau de la page précédente.

	Fortune de fr. :					
	200.000	300.000	500.000	1.000.000	2.000.000	5.000.000
3. Bâle :						
Impôts cantonaux et communaux	1.018,—	2.085,25	4.452,—	11.519,25	25.610,—	64.255,—
Impôt fédéral de guerre	187,65	900,—	900,—	3.822,—	10.925,—	30.650,—
Charge fiscale actuelle	2.205,65	2.463,25	6.352,—	15.341,25	36.935,—	94.905,—
Prélèvement sur la fortune (tranche annuelle du tiers du prélèvement)	2.666,60	6.600,—	15.866,60	43.783,30	110.266,60	354.066,60
Charge fiscale y compris le prélèvement sur la fortune	3.872,25	9.063,25	21.218,60	59.074,55	146.801,60	448.971,60
En o/o du revenu de la fortune ..	38,72	60,42	84,87	118,14	146,60	179,58
4. Genève :						
Impôts cantonaux et communaux	889,20	1.617,80	3.334,—	8.115,—	19.605,—	64.905,—
Impôt fédéral de guerre	187,65	378,—	900,—	3.822,—	10.925,—	30.630,—
Charge fiscale actuelle	1.076,85	1.995,80	4.234,—	11.837,—	30.530,—	95.555,—
Prélèvement sur la fortune (tranche annuelle du tiers du prélèvement)	2.666,60	6.600,—	15.866,60	43.733,30	110.266,60	354.066,60
Charge fiscale y compris le prélèvement sur la fortune	3.743,45	8.595,80	20.097,60	55.670,30	140.796,60	419.621,60
En o/o du revenu de la fortune	37,33	57,30	80,38	111,34	140,79	179,84

(1)

(1) Ce tableau se trouve également annexé au Rapport du Cons. Fédér. p. 38.

Une fortune de Frs 500.000 payerait annuellement, et ceci durant 3 années, Frs. 23.400 à Zurich, Frs. 24,700 à Berne, Frs. 21.200 à Bâle, c'est à dire à peu de chose près la totalité de son revenu. A partir de Frs. 500.000 le revenu tout entier ne suffirait plus. Dans ces chiffres ne sont compris ni l'impôt sur les coupons, ni le timbre qui valent à l'Etat une recette annuelle de 30 millions (1).

On admit pourtant à ce tarif exorbitant quelques exceptions : Les sociétés et autres personnes juridiques parurent mériter un traitement spécial, le montant de leur capital n'étant pas toujours un indice de leur puissance contributive. Un taux uniforme de 10 0/0 (§ 10 *in fine*) parut suffisant. Encore convenait-il de ne pas frapper chez les sociétés commerciales le capital social déjà atteint entre les mains des actionnaires. Bien que l'initiative parut s'y efforcer ses dispositions à ce sujet ne sont pourtant pas extrêmement nettes.

D'après le paragraphe 4 en effet « la fortune totale est soumise à l'impôt après déduction des dettes ; les dispositions des paragraphes 5, 6 et 9 demeurant toutefois réservées » ; or d'après le paragraphe 6, n'est pas considéré comme fortune imposable pour les personnes juridiques a) « le capital social versé ; b) les réserves destinées uniquement à des buts d'intérêt général ou d'utilité publique dont l'emploi à ces fins est assuré ».

Parmi les personnes juridiques ce seront évidemment les sociétés et en particulier les sociétés anonymes qui

(1) Cf. Rapport du Cons. Féd. cit. p. 12.

auront à fournir l'appoint principal. Une question se pose alors : Que signifie que le capital social versé n'est pas considéré comme fortune imposable ? Faut-il entendre par là que lors des travaux de taxation on fera simplement abstraction du capital social versé ? Le considérera-t-on au contraire comme une dette vis à vis des propriétaires, — vis à vis des actionnaires s'il s'agit d'une société par actions, et comme tel le déduira-t-on de l'actif social, comme cela se passe par exemple dans le Reichsnotopfer, en Allemagne ? (1).

Le texte laisse le champ aux deux interprétations. De la première résulterait pour tous les propriétaires d'actions une iniquité singulière, puisqu'elle aurait pour conséquence de leur faire payer deux fois l'imposition.

Quoiqu'il en soit ce sera avant tout sur les réserves des sociétés et des entreprises que s'opérera le prélèvement. Il peut ne pas être sans danger d'entamer cette fortune qui constitue non seulement le fondement de toute entreprise bien conduite dont elle contribue à accroître le rendement et la force, mais encore la condition vitale de son développement ultérieur ; la formation de grosses réserves permettra en effet à une entreprise commerciale ou industrielle dans les époques de baisses de prix de pratiquer les amortissements nécessaires sur les marchandises et le matériel et de couvrir les pertes qui surviendrait, c'est-à-dire de parer dans une certaine mesure aux événements des périodes critiques.

(1) Loi du 31 déc. 1919 sur le Reichsnotopfer. parag. 2 chif. 4 et parag. 17 chif. 1.

La Banque Populaire Suisse estime à 2 1/2 millions environ la brèche que ferait dans ses réserves le prélèvement sur la fortune (1). « Cette diminution, la Banque Populaire ne l'admettrait pas (2) : Dans les temps incertains actuels ses réserves constituent pour elle et ses sociétaires un garant sûr et nécessaire; elle se verrait dans l'obligation de prélever sur le bénéfice actuel la somme nécessaire pour faire place à la nouvelle contribution; il en résulterait pour les trois années suivantes en tout cas et par ce fait seul, une réduction sensible du dividende; ce serait donc les sociétaires (3) de la Banque Populaire qui auraient à supporter le prélèvement dont serait frappé l'établissement ».

Pour les sociétés d'assurance ce serait les taux de rentes-bénéfices qui subiraient une diminution (4).

Dans toutes les branches du commerce et de l'industrie se reproduiraient automatiquement des répercussions semblables.

Les socialistes ont contesté les répercussions néfastes d'un amoindrissement dans d'aussi faibles proportions des réserves de la plupart des établissements commerciaux et

(1) Cf. Bulletin extraordinaire du 20 nov. 1922 de la Banque Populaire Suisse à l'occasion de l'Initiative concernant le prélèvement unique à la fortune.

(2) Cf. id.

(3) D'après le Bulletin au nombre de 80 mille.

(4) Cf. Circulaire de la *Société d'assurance sur la vie Patria*, à l'occasion de l'initiative concernant le prélèvement sur la fortune.

industriels (1). Un prélèvement de 10 0/0 serait trop minime pour anémier la force productive du pays; il ne saurait réagir qu'en d'infimes proportions sur sa vie économique.

Cette affirmation ne suffit guère à convaincre les adversaires du prélèvement : Le capital reste un facteur essentiel de la production, et un impôt qui diminue les capitaux d'un pays, qu'elle qu'en soit la proportion, diminue du même coup sa capacité productive.

Et si cela est vrai pour tous les pays, ce doit l'être doublement pour la Suisse : L'industrie suisse est en effet avant tout une industrie d'exportation; non seulement le pays ne lui fournit nulle matière première mais elle n'y trouve pas d'avantage les débouchés suffisants à l'écoulement de ses produits.

N'étant dès lors tributaire ni de la production du pays en matière première, ni de sa capacité de consommation, c'est à peu près exclusivement sur le capital qu'elle prend son point d'appui (2).

Enfin la situation économique du pays ne peut manquer d'avoir quant aux conséquences d'un prélèvement une importance toute primordiale, sa capacité de résistance

(1) et qui d'après leur calcul s'élèverait pour la très puissante société « Brown Bovery » (capital 103 millions) à 820.000 frs environ. Cf. *Sentinelle*, du 9 nov. 1922 article de E. P. Graber).

(2) Cf. sur ce point Opinion du Prof. Landman cité par Meyer, rapport. allem. de la commission, dans son discours au Cons. Nat. du 5 oct. Bt. st. p. 28.

à toute charge nouvelle étant avant tout fonction de son état de prospérité.

Si la Suisse a eu l'insigne bonheur d'échapper à la conflagration générale, pas plus que pour ses finances publiques, elle n'a su au point de vue proprement économique en éviter la répercussion. Les dépréciations et l'instabilité de la majorité des changes étrangers, les multiples entraves apportées par la plupart des pays aux importations des produits suisses, la réduction sensible du pouvoir d'achat de nombre de débouchés autrefois prospères, ont privé les industriels et les commerçants suisses de leur meilleur champ d'activité (1).

La balance commerciale accuse un déficit formidable(2); les valeurs d'exportation des deux grandes industries nationales sont tombées pour la broderie de 426 millions en 1919 à 142 millions en 1921 (3); pour l'horlogerie de 325 1/2 millions en 1920 à 167 millions en 1921 (4).

Bien que l'aide financière de la Confédération se soit jusqu'ici élevée à 11 millions pour l'horlogerie et à 5 millions pour la broderie, les conditions économiques ne semblent pas devoir s'améliorer sensiblement.

Des établissements industriels importants ont dû fermer leurs portes; certains à la réputation mondiale

(1) Cf. Bulletin de janv. 1923 de la Société de Banque suisse, p. 177 et suiv.

(2) Cf. même bulletin: Tableau du commerce extérieur, p. 179; et Bilan global de l'industrie suisse, p. 180 et 182.

(3) Cf. Fédération Horlogère Suisse du 2 sept. 1922, *Le crédit à l'industrie d'exportation*.

(4) Cf. 39^{me} Rapport du Comité Central de la Chambre Suisse de l'Horlogerie, 1921 p. 29.

comme Brown Boveri, Sulzer, Bailly, etc. ont dû pour la première fois surseoir à la distribution d'un dividende. D'autres non moins connus comme la puissante société Nestlé, la société anonyme Adolphe Saurer, etc. ont dû en outre assainir leur situation en y affectant leurs réserves et en réduisant leur capital action.

Le nombre des chômeurs dépassait 72.000 en novembre 1922. En août la Confédération, les Communes et les chefs d'entreprises avaient déjà dépensé en leur faveur une somme totale de plus de 400 millions (1); le budget de 1923 prévoit encore dans un même but 93,5 millions.

Le nombre des faillites industrielles et leur passif total n'ont jamais été aussi élevés.

Mais l'industrie suisse ne souffre pas seulement de causes extérieures ; sa marche est aussi enrayée par des obstacles d'ordre intérieur; c'est ainsi que la cherté persistante du coût de la vie donne une base aux résistances ouvrières à l'abaissement des salaires. Travaillant à des salaires beaucoup plus élevés que ceux payés par la plupart de ses concurrents étrangers, soumises à des mesures fiscales beaucoup trop lourdes et à des tarifs ferroviaires et postaux qui en tenant compte du change sont très supérieurs à ceux des autres pays, l'industrie suisse a un prix de revient beaucoup trop élevé.

Si les industries travaillant pour le marché intérieur ont mis plus longtemps à se ressentir de la crise, elles n'en ont pas moins été touchées un peu plus tard, la puissance

(1) Cf. *Le Marché suisse du travail*, publication mensuelle de l'Off. féd. du Travail à Berne, n° de déc. 1922.

d'achat des consommateurs suisses ayant visiblement diminuée.

D'autre part nombre d'industriels au début escomptant une reprise plus ou moins prochaine des affaires fabriqueront pour le stock ; la baisse des matières premières et des produits manufacturés leur ont causé de lourdes pertes.

A cela il faut ajouter qu'une partie importante du patrimoine national, investi dans l'hôtellerie, dans les chemins de fer alpestres et régionaux constitue un capital improductif (1).

Enfin, indépendamment même du point de vue strictement industriel et commercial, les pertes sur valeurs étrangères résultant de la chute des cours et de l'effondrement des changes, ont porté également à la fortune privée un coup très sensible.

D'après une estimation du Président de l'Union des banquiers suisses (2), la diminution de la fortune nationale, du fait des sommes investies dans les hôtels et les chemins de fer alpestres, du fait surtout de l'effondrement des changes autrichiens et allemands, se serait élevé en 1920 déjà à plus de 6 milliards; considérant que les changes autrichien et surtout allemand ont continué de baisser et que d'autre part la crise commerciale et industrielle en 1920 n'avait guère fait que commencer, il n'est pas exagéré d'estimer à 10 milliards les pertes subies par le pa-

(1) Cf. Rapport du Cons. Féd. *cit.*, p. 13.

(2) Cf. *Die Vermögensabgabe Initiative*, Herausgegeben von Schw. Aktionskomité gegen die Vermögensabgabe-initiative, p. 16.

trimoine national. D'après M. Torche, député, elles ne seraient pas inférieures à 15 milliards (1).

C'est donc sur un pays en plein état de crise, anémié par des perturbations de tous ordres qu'on veut tenter de pratiquer une saignée nouvelle.

Si ces circonstances ne semblent pas avoir préoccupé outre mesure les auteurs de l'initiative, d'autres considérations pourtant semblaient rendre impossible l'application sans réserve du principe de l'imposition générale des personnes juridiques.

Imposer par exemple la Confédération et les Cantons, c'eût été puiser dans les fonds de l'Etat les ressources nécessaires à la réalisation des œuvres sociales; on ne cessait de proclamer que c'était la classe possédante qui exclusivement devait venir en aide aux classes moins fortunées qu'on voulait favoriser; il était indispensable d'admettre certaines exemptions: Il devait en être ainsi de la Confédération, des cantons et de leurs établissements et exploitations ainsi que des fonds spéciaux dont ils ont la gérance, de la Banque Nationale Suisse, de la Caisse Nationale d'Assurance en cas d'accidents et de la Régie fédérale des alcools (§3 al. a). Seraient également exempts du paiement de l'impôt: les communes ainsi qu'en général les corporations et établissements de droit public ou ecclésiastique pour la partie de la fortune qui sert aux intérêts publics (§ 3 al. b). Enfin l'al. c du même paragraphe complète et précise: « Sont exonérés également de l'impôt

(1) Cf. Séance de relevée du Const. Nat. du 5 oct, 1922, Discours Torche, Bt. st. p. 56.

les autres corporations et établissements, pour la fortune qui sert comme telle ou par son produit au culte et à l'instruction publique ou *aux œuvres sociales* en faveur des pauvres et des malades, ainsi que pour la vieillesse et l'invalidité ou *autres buts d'intérêt général* ».

Il est des cas cependant où l'application stricte du texte peut donner lieu à certaines situations pour le moins anormales : Ainsi une mutuelle, dont l'objet par exemple est de venir en aide aux vieillards et aux malades (1) poursuit évidemment un but social et de par l'application du paragraphe 3 devrait être épargnée ; mais en admettant d'autre part qu'elle ne prête assistance qu'à ses propres membres, on ne saurait prétendre que cette mutuelle soit une œuvre d'intérêt général ; aucun principe dès lors ne l'autorisera à bénéficier des exonérations du paragraphe 3. Il en sera de même pour certaines caisses d'assurance vieillesse et invalidité instituées par des entreprises privées, anomalie quelque peu étrange au regard du but de l'initiative.

Il est d'autres personnes morales encore dont l'assujettissement peut donner lieu à certaines difficultés (2).

On a prétendu que si la lettre de l'initiative semblait les englober parmi les personnes assujetties, l'esprit les exonérerait ; que cela ressortait du reste des discussions au sein même du parti (3) :

(1) Cf. *Journal de Genève*, du 17 nov. 1922.

(2) Cf. Séance de relevée du Cons. Nat. du 5 oct., Discours Holenstein Bt. st. p. 70.

(3) Cf. Séance Cons. Nat. 5 oct., Discours Schmidt Bt. st. p. 40.

Il n'est guère possible pourtant de donner aux différents articles de l'initiative une interprétation qui soit en contradiction avec son texte: Le § 3, al. b par exemple n'exonère pour les communes que la partie de la fortune qui sert à des buts d'intérêt public; les communes donc pour toute autre fortune sont imposables; on ne saurait prétendre dès lors sans contradiction que les riches bourgeoisies — qui dans le seul canton de St. Gall par exemple possèdent une fortune imposable d'environ 39,5 millions — puissent de quelque manière que ce soit échapper au prélèvement.

Or en beaucoup d'endroits les bourgeois ne reçoivent pas d'argent mais du bois, un morceau de terre à cultiver ou tout autre prestation en nature. La Confédération ne pourrait que revendiquer une partie des terres et les affermer à son profit (1).

Il n'y aurait pas du reste que les bourgeoisies qui seraient atteintes. Il existe encore en Suisse, dans les petits cantons en particulier, de nombreuses corporations, sociétés d'Allmend, « Alpengesellschaften », « Vorstgesellschaften » (2). Aucune prescription ne les exonère.

De même que pour les communes la fortune de ces corporations est formée en majeure partie de terrains cultivables, d'alpages, de forêts. C'est grâce à cette communauté de biens qui forme la base de leur existence que les

(1) Cf. Bulletin de nov. 1922 de la Banque Populaire Suisse. Cf. également *Artisan et Commerçant Romands*, revue économique, n° du 30 oct. 1922, p. 183.

(2) Cf. Séance du Cons. des Etats du 28 sept. 1922, Discours Musy, Bt. st. p. 19.

habitants des régions montagneuses peuvent subvenir à leur vie; dans la presque totalité des cas les corporations ne possèdent aucune fortune mobilière; les membres disposent seulement d'un droit de jouissance; ils reçoivent des prestations en nature sous forme de bois, droit de pâturage, etc.

L'ensemble formé par ces corporations est loin d'être négligeable : Dans le canton de Lucerne 48 corporations et sociétés possèdent ensemble une fortune de 13,3 millions; dans le canton de Zoug 12 corporations auraient à verser au total un peu plus de 1 million; dans le canton du Valais la charge s'élèverait pour les corporations à 2,5 millions, dans le canton d'Unterwald à un million (1). La charge totale s'élèverait d'après l'estimation de M. Musy (2) à 40 millions environ.

De ce que les corporations soient riches, on ne saurait nullement conclure qu'il en va de même pour leurs membres; ces derniers au contraire sont en général peu fortunés. Les sommes à verser à l'Etat ne pourraient évidemment être réunies en espèces, il faudrait recourir à des emprunts, à des ventes, à des cessions en nature (§ 13); la Confédération dans ce dernier cas deviendrait co-propriétaire des alpages; elle posséderait à son tour un droit d'usufruit sur les pâturages. Les autres co-propriétaires devraient se résoudre à payer un fermage à la Confédération pour l'usufruit de la partie de leur bien dont ils

(1) Cf. Bulletin de nov. 1922 de la Banque Populaire Suisse.

(2) Cf. Séance du Cons. des Etats du 28 sept., Discours Musy Bt. st. p. 19.

auraient été dépossédés. Ce qui est déjà propriété commune ne pourrait être une fois encore transformé en propriété de la communauté sans qu'il en résulte des conditions impossibles dans le partage des droits d'usufruit.

Les associations ou sociétés coopératives, tant les coopératives agricoles que les coopératives d'artisans, de commerçants, les associations industrielles que les caisses d'épargne et les sociétés de consommation, se trouveraient dans une situation pareille à celle des corporations agricoles; elles seraient frappées exactement dans les mêmes proportions qu'une société à but strictement capitaliste. Pour les sociétés de consommation seules le prélèvement signifierait un sacrifice de plusieurs millions.

Quant aux caisses d'épargne (1) elles disposaient à la fin de 1919 de 38,4 millions de réserve; le prélèvement signifierait donc un trou de près de 4 millions.

Ainsi pour la plupart des catégories de contribuables le paiement de la contribution constituerait un fardeau écrasant. La charge totale n'en serait guère moins lourde pour l'économie générale tout entière.

Le Rapport du Conseil fédéral (et les socialistes sont d'accord avec ce chiffre) estime le produit présumé du prélèvement à 1.250 millions environ.

L'ensemble de la charge fiscale annuelle imposée à l'économie générale serait par conséquent la suivante :

(1) Cf. Bulletin de la Banque Populaire Suisse, nov. 1922.

1) produit annuel du prélèvement sur la fortune (1/3 de 1.250 millions).....	millions	416,6
2) produit du deuxième impôt de guerre	»	40,0
3) produit de tous les autres impôts de la Confédération, des Cantons et des Communes ¹⁾	»	700,0

		millions 1156,6

Le même Rapport du Conseil fédéral évalue à 22 milliards la fortune productive de la Suisse; compté à 5 0/0, son rendement ne dépasserait pas par conséquent 1.100 millions. Le revenu total de toute la fortune nationale suffirait donc à peine à couvrir les exigences du fisc pendant la période du prélèvement (1).

Comment la Suisse ébranlée jusque dans ses fondements par des perturbations et une crise comme jamais elle n'en a vécue pourrait-elle s'adapter à ce régime, qui pour tout pays, fut-il en pleine prospérité, signifierait l'effondrement de son activité productrice, partant la ruine à peu près complète de sa puissance économique.

Il reste maintenant à voir comment on essayerait de faire face à cette charge formidable.

Si les personnes assujetties disposaient de ressources liquides, d'espèces, il leur serait relativement facile, malgré le fardeau écrasant d'acquitter dans le temps prescrit la contribution.

(1) Cf. Rapport du Cons. Féd. cit. p. 13.

Payer l'impôt serait de même relativement simple encore aux possesseurs de titres de rentes (1); encore faudrait-il qu'ils possèdent des obligations ou des bons de caisse de la Confédération (§ 13, al. 1); les obligations des cantons et des communes ne seront en effet acceptées en paiement qu'à certaines conditions que devra déterminer une loi fédérale (§ 13, al. 2); les possesseurs de titres de ces dernières catégories devront donc vraisemblablement en réaliser une partie; on pourra craindre dès lors que le fait de lancer sur le marché quantité de titres ne provoque (comme cela s'est produit quelques mois avant le vote, lors d'une vague de panique (2), un véritable effondrement des cours, d'autant que les acquéreurs forcément seront extrêmement rares, la capacité d'achat des acquéreurs suisses en particulier étant diminuée par le fait qu'ils seront eux-mêmes frappés par le prélèvement.

L'effondrement des cours, d'autre part, de titres jusqu'alors haut cotés, aura fatalement comme contre partie une baisse sensible des valeurs d'Etat, c'est-à-dire une élévation immédiate de leur taux de capitalisation.

On pourra craindre enfin, qu'il puisse être néfaste pour certains entrepreneurs, de se voir démunir de titres qui leur permettaient de se faire consentir des avances indispensables à la marche de leur affaire et cela au moment précisément où le crédit va devenir plus difficile. On a pu répondre, il est vrai, qu'un entrepreneur obtient du crédit

(1) Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct., Discours de Meyer rapp. allemand de la commission, Bt. st. p. 27.

(2) Cf. *Infra*, p. 113 et suiv.

selon la confiance que ses qualités personnelles et la solidité générale de son exploitation inspirent, bien plutôt qu'en proportion des valeurs qui composent son portefeuille (1).

Si donc tous les contribuables étaient en mesure de s'acquitter soit en espèces, soit en titres, le montant intégral de l'impôt pourrait être immédiatement recouvré sans que l'existence et la productivité des entreprises fussent sérieusement mises en question, malgré l'énormité de la charge que constituerait le prélèvement.

Mais ces hypothèses sont loin d'être fréquentes; elles ne constituent guère que l'exception: La plupart des contribuables n'ayant ni espèces, ni titres de rentes en quantité suffisante, devront chercher ailleurs le moyen de se libérer. Les capitaux investis dans le commerce, dans l'industrie ou encore dans la propriété foncière (comme pour les corporations par exemple), ne peuvent être réalisés ni d'un jour à l'autre, ni dans un délai aussi bref que celui qu'accorde l'initiative.

On pourrait entrevoir, pour se procurer les ressources nécessaires la possibilité de certaines aliénations; mais les cas où l'on pourrait aliéner une partie du capital d'exploitation sans en diminuer la valeur économique serait forcément en nombre limité; d'autre part l'apport sur le marché d'une quantité de valeurs de tous genres aurait pour conséquence une dépréciation de ces valeurs mêmes,

(1) Cette dernière objection a été soulevée en particulier lors du prélèvement sur la fortune en Allemagne. Cf. à ce sujet Villard *op. cit.* p. 18.

c'est-à-dire une perte nouvelle à ajouter à celles subies déjà par la fortune du pays.

Il restera dès lors à ces contribuables une seule alternative : le recours au crédit ou la dation en nature.

Si le crédit joue dans la production un rôle primordial cela ne signifie nullement que le recours au crédit s'opère toujours dans les mêmes conditions. Il fut un temps où se procurer des ressources liquides était chose facile ; en 1920 encore l'industrie et le commerce étaient florissants, les rentrées d'argent étaient nombreuses. La crise eut tôt fait de balayer cette abondance. On a vu déjà (1) que pour amortir le solde passif du compte de profits et pertes, certaines entreprises avaient engagé jusqu'à leurs réserves (2) ; beaucoup ont dû recourir déjà au crédit dans les limites extrêmes et les banques ont consenti des découverts souvent au-delà même de ce qui était compatible avec leur propre sécurité.

A cela il faut ajouter que l'industrie nationale, maintenant, est obligée d'acheter à l'étranger, le plus souvent au comptant ses matières premières ; si elle veut malgré les circonstances défavorables essayer de concurrencer les exportateurs étrangers elle est obligée d'autre part de vendre à crédit (3).

En admettant même que chaque personne physique ou morale individuellement offre assez de garanties pour se

(1) Cf. *Supra*, p. 85.

(2) Cf. Bulletin de la Société de Banque Suisse janv. 1923.

(3) Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct. 1922, Discours de Meyer rap. allemand de la commission Bt.st. p. 27 et 28.

faire avancer les sommes nécessaires, il n'en ira plus de même à un moment où ce sera la très grosse majorité des contribuables qui en même temps cherchera à recourir à l'emprunt.

Au moment même où les banques seront sollicitées par ceux qui ont leur capital investi et ne peuvent le réaliser, ceux au contraire qui possèdent en banque de l'argent liquide et qui par conséquent pourront s'acquitter de la contribution en espèces, s'empresseront dans ce but d'aller le retirer; à une très forte demande de crédit, correspondra un retrait sensible de capitaux. A cela il faut ajouter encore la diminution du 10 0/0 que subira de par le prélèvement le capital propre des banques elles-mêmes (1).

Les banques pour se procurer des fonds nouveaux augmenteront l'intérêt à leurs créditeurs; pour enrayer les demandes de crédit, elles exigeront de même de leurs débiteurs un intérêt plus fort. Pour les agriculteurs, les mêmes phénomènes se traduiront par une aggravation correspondante du régime hypothécaire (2). De ces faits résultera fatalement un brusque renchérissement général avec tous les troubles qui ordinairement en sont l'apanage (3).

(1) Cf. *National Zeitung*, de Zurich, 21 et 22 oct. 1922.

(2) Cf. Séance du Cons. Nat. du 6 oct., Discours Tobler Bt. st. p. 80.

(3) On a fait remarquer que cette augmentation générale du taux de l'intérêt aurait entre autre conséquence celle de compenser jusqu'à un certain point, par une augmentation de revenu, pour les classes possédantes, et pour celles-là seulement, la diminution causée par le prélèvement; résultat auquel certes n'avaient guère pensé les auteurs de l'initiative.

Cf. Sur ce point *Finanz Revue* du 17 août 1922.

Il y aurait bien un remède, auquel il ne serait vraisemblablement pas possible de ne pas recourir, pour essayer de parer à la raréfaction des capitaux et tenter d'empêcher l'élévation dans des proportions par trop vertigineuses du taux de l'intérêt.

Ce remède c'est l'inflation.

L'exemple des pays voisins est assez éloquent pour montrer quels en seraient les résultats immédiats. A l'augmentation de la circulation fiduciaire correspondrait une diminution proportionnelle du pouvoir d'achat de l'argent, diminution qui aurait elle-même comme contrecoup presque immédiat une augmentation correspondante des prix. Ainsi là encore, le plus clair résultat serait un renchérissement nouveau du coût de la vie ; — sans compter les autres perturbations de toute nature qu'entraîne fatalement avec elle toute inflation et dont l'examen dépasserait le cadre de notre étude.

Quels que soient les moyens employés, on ne saurait éviter les conséquences désastreuses d'une disette de capitaux.

On a pu dire que cette hausse des prix serait dans une certaine mesure neutralisée par la réduction des moyens d'achat des contribuables. C'est oublier que l'industrie suisse comme nous l'avons vu déjà est à peu près exclusivement une industrie d'exportation (1) et que dès lors l'abstention des acheteurs nationaux ne réagirait que faiblement sur les prix. Mais en admettant même que cette abstention puisse avoir une certaine influence, la seule

(1) Cf. *supra*, p. 83.

possible dans l'état de crise actuelle, serait d'augmenter encore le chômage (1). D'autres causes déjà auraient agi dans un sens analogue : Le formidable supplément de charges imposé aux producteurs, auquel il faudrait ajouter bientôt l'augmentation des salaires, conséquence inévitable de l'augmentation des prix, amèneraient fatalement une nouvelle élévation très sensible du coût de production. Il ne pourrait au point de vue commercial et industriel en résulter qu'un abaissement de la capacité de concurrence — capacité fort compromise déjà — des industries nationales sur le marché extérieur, c'est-à-dire une aggravation sensible du marasme et de la crise ou depuis 1920 se débat le pays.

Les auteurs de l'initiative considèrent évidemment comme poussées au noir les prévisions pessimistes de leurs adversaires (2). Ils ne nient aucunement pourtant que pratiquer un prélèvement, en exigeant en espèces et immédiatement, le montant de la contribution équivaldrait sinon à affaiblir, du moins à troubler dans une certaine mesure la vie économique du pays (3). Ils ne contestent pas davantage que l'obligation de recourir au crédit sur une très grande échelle pourrait faire naître certaines difficultés, qui pour n'être pas insurmontables n'en créeraient pas moins dans certains cas des perturbations et des injustices (3).

Mais toutes ces conséquences néfastes que les adver-

(1) Cf. Rapport du Cons. Féd. du 1er août 1922, p. 15.

(2) Cf. *Sentinelle*, du 25 nov.

(3) Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct., Discours Schmidt Bt. st. p. 42.

saïres du projet se sont plu à plaisir à exagérer, ne sont pas, pour ses partisans, inéluctables. Il suffit pour les rendre vaines d'admettre un autre mode de payement que celui en espèces; c'est ce que préconise précisément le § 3, al. 2 : « Une loi fédérale déterminera si et à quelles conditions les obligations des cantons et des communes *ou d'autres valeurs* seront acceptées en payement ». Ainsi disent les auteurs de l'initiative, non seulement on n'annéiera pas les entreprises en leur retirant des fonds indispensables à la continuation de leur exploitation, mais encore on rendra inutile cette ruée vers le crédit qui serait la conséquence fatale d'un prélèvement avec obligation de payement immédiat et en espèces. S'il est aisé pour le payement de l'impôt de se faire céder par exemple par un propriétaire foncier une partie de ses terres, la cession partielle d'une propriété commerciale ou industrielle ne sera guère plus compliquée. Ce changement de possesseur se ferait par exemple sous forme de cession d'actions; il ne saurait réagir en rien sur la bonne marche de l'entreprise (1).

On peut douter, semble-t-il, que pratiquement les choses se passeraient aussi aisément.

Le paragraphe 13, al. 2 précise bien que ce sera une loi fédérale qui déterminera les valeurs qui seront acceptées en payement. Définir ces valeurs, fixer leur taux, les administrer, n'en resteraient pas moins des opérations très délicates; et ces difficultés seraient accrues encore du fait que des valeurs ainsi recueillies, une partie devrait aller

(1) Cf. Meierhans: *Op. cit.*, p. 136.

à la Confédération, une autre aux Cantons, la dernière enfin aux Communes. Créerait-on, comme il en fut question dans d'autres pays, un organisme spécial pour effectuer ces opérations ? L'initiative reste muette sur ce point.

Supposons pourtant ces difficultés surmontées. Que va faire l'Etat des divers biens ainsi recueillis ? Deux solutions s'offrent à lui : La première serait, dans le but de se procurer des ressources liquides, de jeter ces biens de nouveau sur le marché pour les réaliser. Or on a précisément institué le paiement en nature pour éviter les conséquences néfastes d'une réalisation ; si une telle opération cependant devait être indispensable, on ne voit guère l'avantage qu'il y aurait à la confier à l'Etat plutôt qu'aux particuliers.

L'autre solution ne manque d'être infiniment plus grave ; c'est celle précisément préconisée par les auteurs de l'initiative : Elle consiste pour l'Etat à garder sans les réaliser les valeurs reçues en paiement et en particulier les actions des entreprises. L'activité de ces entreprises ne saurait d'aucune manière s'en ressentir, disent les socialistes ; la seule différence serait que parmi la masse des actionnaires qui à la fin de l'exercice toucheraient leur dividende, il y en aurait un d'une nature spéciale et qui serait l'Etat ou son représentant.

Ce sur quoi n'insistent guère les auteurs de l'initiative et qui seraient pourtant, nous semble-t-il, d'une importance capitale, c'est que l'Etat du même coup se ménagerait un accès aux assemblées générales et même aux conseils d'administrations. Cela ne signifierait rien moins

que sa participation à la propriété et à l'administration des entreprises privées (1). Mais sans même aborder le problème des avantages ou des désavantages de cette participation, on pourra se demander si ce régime mixte ne donnerait pas naissance à d'insurmontables difficultés (2); entre les deux sortes de propriétaires ne manquerait en effet de s'établir vraisemblablement une rivalité incessante, chacun cherchant à éliminer l'autre (3).

Se rappelant d'autre part les origines de l'initiative, on se demandera si le prélèvement sur la fortune ne devra pas servir à faire évoluer, partiellement du moins, l'organisation économique vers une forme socialiste. Goldscheid on s'en souvient, ne voyait pas d'autre alternative : « Le prélèvement en nature n'est pratiquement réalisable qu'autant qu'on le considère en même temps comme un commencement de socialisation de l'économie (4) ».

Il est à présumer qu'à peu près tous les contribuables, à moins que la prestation en nature ne soit rendue obligatoire, ce qui est rien moins que certain (5), préféreront recourir à n'importe quels autres moyens, si onéreux soient-ils, plutôt que de subir cette ingérence de l'Etat, qui constituerait indubitablement une atteinte à l'inviolabilité de la propriété privée (6).

(1) Cf. Rapport du Cons. Féd. du 1er août 1922 p. 28.

(2) Cf. Meierhans : *Op. cit.* p. 137.

(3) Cf. en particulier, *supra* p. 90, les difficultés d'une co-propriété de l'Etat sur les pâturages des corporations.

(4) Cf. Séance du Cons. des Etats du 28 sept 1922, Discours Keller, Bt. st. p. 14.

(5) Cf. Goldscheid : *Sozialisierung*, ...*op. cit.* p. 36.

(6) Nous consacrerons un chapitre au point de vue essentiellement politique de la question. Cf. *infra* p. 125 et suiv.

Pas plus que les autres éléments de l'édifice économique, l'épargne ne semble devoir rester indemne des répercussions d'un prélèvement sur la fortune. La crise économique déjà n'a manqué d'y laisser son empreinte : Depuis un certain temps l'épargne suisse marque une diminution (1). Les pertes, la vie chère, l'alourdeur des impôts ont enlevé à beaucoup de contribuables la faculté d'économiser. Une nouvelle brèche dans le patrimoine ne pourrait avoir pour conséquence qu'une aggravation sensible de cet état de choses.

On l'a contesté : Un prélèvement sur le capital, a-t-on dit, stimulera au contraire l'épargne, tout l'effort des personnes assujetties devant tendre à la reconstitution des capitaux abandonnés à l'Etat. Cela nous paraît peu probable. Le prélèvement étant admis une première fois, personne ne pourra garantir qu'on ne le répétera pas ; on a dit avec quelque exagération que l'initiative portait en elle-même le germe d'un renouvellement(2) ; on l'a considérée comme la première étape d'une expropriation de plus vaste envergure ; un député communiste(3) a affirmé au Parlement, que pour lui, dès qu'on en verra la possibilité ce premier prélèvement sera suivi d'un deuxième, puis d'un troisième, puis d'un dernier (4). Sans aller si loin, on n'aura pas oublié le précédent de l'impôt de

(1) Rapport du Cons. Féd. du 1er août 1922, p. 16.

(2) Séance du Cons. des Etats du 28 sept. 1922, Discours Keller, Bt. st. p. 10.

(3) Cf. Séance de relevée du Cons. Nat. du 5 oct., Discours du député communiste Platten Bt. st. p. 67.

(4) Le parti socialiste suisse qui depuis 1921 s'est séparé du parti communiste s'est complètement désolidarisé de ces pa-

guerre « unique » (1) qui n'en fut pas moins renouvelé pour cela (sous la forme du deuxième impôt de guerre)(2).

Bien qu'à notre sens, sans grand fondement, l'hypothèse d'un renouvellement existe cependant. Il n'en faudra pas davantage pour décourager l'épargne et ralentir encore ou même arrêter toute constitution de capitaux nouveaux.

Enfin, cette perspective de renouvellement, cet état d'insécurité qui en serait la conséquence ne manqueraient d'autre part d'ébranler le crédit de l'Etat, en admettant que les autres répercussions d'un prélèvement ne l'aient pas complètement ruiné déjà : on se gardera bien d'avoir confiance en un pays qui d'un jour à l'autre risque de confisquer par tranches successives le patrimoine de ses ressortissants (3).

Enfin, un prélèvement sur la fortune signifierait le coup de grâce à la charité (4), facteur qui est loin d'être négligeable quand on se rappelle le but de l'initiative.

roles. Il est à remarquer toutefois que lors de l'élaboration de l'initiative, Parti socialiste et Parti communiste en Suisse ne formaient qu'un.

(1) Cf. *Séance du Cons. des Etats* du 28 sept. 1922. *Discours*. Wirtz, Bt. st. p. 7 et suiv.

Cf. *Journal de Genève* du 11 nov.

(2) Cf. *Supra*, p. 9.

(3) Cf. *Séance du Cons. Nat.* du 5 oct. 1922, *Discours* Jenny, Bt. st. p. 48.

(4) D'après le rapport de la « Société Suisse d'Utilité Publique » publié à l'occasion de l'initiative, il se dépense en Suisse chaque année pour les œuvres en faveur de la jeunesse 8 1/4 millions ; pour les hospices et asiles en faveur des adultes 13 millions et pour l'assistance en faveur des indigents 7 millions, soit plus de 28 millions au total. Ces chiffres ne concernant aucunement les institutions créées par l'Etat mais

A la réduction de la fortune nationale causée par le prélèvement proprement dit, il faudra ajouter encore, celle provoquée par l'exode de capitaux à l'étranger (1); l'émigration qui vraisemblablement se chifferait par milliards et qu'aucune prescription, même « édictée par arrêté fédéral d'urgence » (§ 15), ne saurait empêcher, ainsi que nous l'avons vu d'autre part (2).

Si toute mesure est inopérante vis-à-vis de l'émigration, il ne semble pas qu'on soit aussi désarmé vis-à-vis des autres formes de fraudes, qui ne manqueraient de se produire lors de l'application d'un impôt aussi lourd que le prélèvement sur la fortune : dissimulation de valeurs mobilières, thésaurisation, etc. Un des principaux soucis du législateur devra donc être d'édicter des mesures propres à empêcher autant que faire ce peut tout essai de fraude et de dissimulation; encore faut-il dans l'élaboration de ces prescriptions ne pas se laisser aveugler par les avantages d'ordre strictement fiscal, en faisant bon marché de leurs répercussions éventuelles sur l'économie générale.

Si les mesures prescrites par l'initiative sont telles, qu'à part l'émigration elles rendraient vaine toute autre tentative d'évasion, il est indéniable, disent les adversaires de l'initiative, qu'elles auraient de plus une autre consé-

exclusivement la bienfaisance privée; ce serait la ruine, écrit le rapport, de 5 mille institutions et sociétés d'assurances privées qui fonctionnent en Suisse et ne subsistent que grâce à des souscriptions et à des dons volontaires.

(1) Cf. *Infra* p. 114.

(2) Cf. *Supra*, p. 54.

quence : celle de parachever l'œuvre de destruction économique causée par l'application du prélèvement proprement dit (1).

L'initiative prévoit tout d'abord pour toutes les personnes physiques ou juridiques l'obligation de fournir tous les renseignements désirés par le fisc (§ 16). Cette obligation loin d'être limitée à certaines questions posées sur certains points particuliers est d'allure absolument générale; elle signifie la fin du secret professionnel.

La teneur de l'initiative concernant les banques va plus loin encore : non seulement elles auront le devoir de fournir tous les renseignements susceptibles d'intéresser le fisc, mais devront se soumettre à toute mesure de contrôle jugée opportune par lui (§ 16) : Cela signifie pour les banques l'obligation de subir dans leurs livres les recherches, les perquisitions, le contrôle détaillé des commissions de taxation. Il ne s'agit pas, comme on voit, uniquement de la levée du secret des banques, c.-à-d. l'obligation de fournir au fisc la liste des clients avec la nomenclature des valeurs déposées; ce que l'initiative institue, c'est l'obligation pour toute société et pour tout individu de communiquer au fisc le nom de ses clients et de le renseigner sur la nature des affaires qu'il a faites avec eux, sur les profits qui ont été réalisés; c'est l'obligation pour chaque coopérative d'indiquer les noms de ses membres, le montant de leur participation; c'est l'obligation pour toute caisse d'épargne de communiquer les noms des déposants et le montant de leurs dépôts. C'est pour tous

(1) Cf. Rapport du Cons. Féd. du 1er août 1922, p. 31 et suiv.

l'obligation d'ouvrir aux agents du fisc non seulement leurs livres de comptes et leur bilan, mais leurs livres d'achats et de ventes et toute leur correspondance (1).

Il est probable que l'application de ces mesures feraient découvrir au fisc des sommes jusqu'ici frauduleusement cachées; encore est-ce loin d'être là l'avis unanime (2). Ce qui est certain toutefois c'est que le résultat le plus immédiat serait la destruction de la clientèle, c'est-à-dire de la condition indispensable à toute tractation commerciale; cela signifierait fatalement une émigration nouvelle des capitaux et cette fois-ci non seu-

(1) Cf. G. Bovet : *Guide à travers l'initiative socialiste concernant le prélèvement sur la fortune*, Lausanne 1922.

(2) Commentant la levée du secret des banques en Allemagne le rédacteur du journal allemand « Die Bank » n'y semble voir qu'une faillite « Le résultat fut à peu près nul, dit-il, parce que celui qui désirait cacher quelque chose au fisc s'est bien gardé d'avoir recours au service des banques ; parce que d'autre part un grand nombre d'habiles banquiers n'inscrivirent plus dans leurs livres les transactions de leurs clients ; parce que les banques étrangères enfin créèrent des succursales en Allemagne et qu'en pratique on ne pouvait obliger celles-ci à fournir des renseignements. Par contre ajoute-t-il, la loi causa un travail gigantesque aux banques et aux offices d'impôts et absorba des forces qui auraient pu être employées d'une façon plus utile sans compter les frais énormes que dût naturellement supporter le public. La thésaurisation prit des proportions considérables et si, d'après le journal « Die Bank » l'Allemagne souffre aujourd'hui d'un manque de crédit c'est là précisément une des conséquences les plus graves de cette loi.

(Extrait du journal allemand « Die Bank », cité par le Bulletin du 31 oct. du Crédit suisse).

lement de capitaux suisses, mais de capitaux étrangers (1).

Ainsi de deux choses l'une : ou bien le fisc, et le fisc seul, serait lésé, le patrimoine national restant intact ; ou bien on découvrira peut-être une partie des sommes frauduleusement cachées, mais on diminuera du même coup des sommes qui chercheront à l'étranger un refuge, le capital productif du pays.

Il est vrai qu'une fois l'évaluation terminée, les banques pourront recouvrer leur secret et rien n'empêchera les capitaux de revenir puisque, dit le paragraphe 19, l'article constitutionnel concernant le prélèvement sur la fortune cessera d'être applicable dès après le prélèvement (2). Bien que ce retour soit des plus problématiques, une émigration même momentanée de ces capitaux n'en contribuerait pas moins à accentuer encore la disette, au moment précisément où l'abondance d'argent constituerait, pour l'Etat ébranlé et affaibli, la seule planche de salut.

L'initiative contient d'autres dispositions encore, non moins draconiennes :

Partout où il fut question de réaliser une contribution, tel qu'un prélèvement sur la fortune, il y eut des voix pour demander l'estampillage des titres ; toujours on a reculé devant les difficultés techniques et les conséquences économiques que comporterait une telle opération.

(1) Cf. Séance du Cons. des Etats du 28 sept. 1922, Discours Föhi, Bt. st. p. 6 et suiv.

Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct., Discours Torche, Bt. st. p. 55.

(2) Cf. *Sentinelle*, du 8 nov. 1922.

L'initiative n'hésite pas à passer outre : « L'Etat ordonnera notamment à une époque déterminée le timbrage des titres (§ 15, al. 2) ». Nous avons vu déjà à ce propos les regrettables imprécisions du texte (1) de même que les divergences entre les traductions française et allemande (2). Avant d'examiner les répercussions probables d'une mesure de ce genre sur l'économie du pays, il importe d'en délimiter l'étendue d'application. Essayons de déterminer ce qu'il faut entendre par « titres » ou plutôt par « papiers valeurs » puisque telle est la traduction exacte du mot allemand « Wehrtpapiere » que porte le texte original.

D'après le Code Fédéral des Obligations, (3) sont compris dans les papiers-valeurs (4) : la lettre de change, le chèque, les autres billets et mandats à ordre et enfin les titres au porteur. Cette dernière catégorie comprend notamment, d'après le commentaire du Code Fédéral, les billets de banque, les obligations d'Etat, des Communes et des entreprises privées (banques, compagnies de chemins de fer, entreprises électriques, fabriques, etc.), les

(1) Cf. *Supra*, p. 44 et suiv.

(2) Cf. *Supra* p. 46.

(3) Cf. Code Fédéral des Obligations, Titre xxix à xxxii.

(4) Le texte original étant le texte allemand, c'est vraisemblablement ce dernier qui sera adopté, bien que cela constitue, comme on l'a fait remarquer, une violation au principe constitutionnel de l'égalité des langues.

La différence entre « titres » et « papiers valeur » comme on l'a vu déjà, résiderait essentiellement en ceci : les participations et reconnaissances de dettes seraient comprises sous la rubrique « titres » alors qu'elles ne le seraient pas sous celle de « papiers valeur ».

obligations à primes, les coupons d'intérêts et de dividendes enfin les talons et certificats pour l'émission de nouvelles feuilles de coupons (1).

La discussion a surtout porté sur le point de savoir si l'estampillage s'appliquerait aux carnets de caisse d'épargne et, ce qui est infiniment plus important, aux billets de banque. Comme seuls les titres devaient être atteints, le problème à résoudre se réduisait à ceci : Le billet de banque est-il ou n'est-il pas un titre au porteur ? De même que le Commentaire du Code fédéral des Obligations, le Code fédéral lui-même semble extrêmement catégorique : Art. 858 : « Lorsqu'il s'agit de billets de banque, ou d'autres titres au porteur analogues... ». Cela ne devait pas suffire à convaincre les auteurs de l'initiative : A ce texte ils opposent un arrêté du Conseil Fédéral du 30 juillet 1914 qui attribue force libératoire aux billets émis par la Banque Nationale : Les billets de banque, font-ils remarquer, ont cessé d'être titres au porteur pour devenir papier-monnaie (2). Du reste, ajoutent-ils, si juridiquement le billet de banque peut-être considéré comme un titre au porteur, il est regardé en pratique comme une monnaie fiduciaire, et c'est ce dernier point de vue qui sera en l'occurrence sûrement applicable (3). Mais on ne voit guère alors l'utilité qu'aurait un estampillage, si les billets de banque, c'est-à-dire les valeurs

(1) Cf. Schneider et Fick : *Commentaire du Code fédéral des obligations*, vol. 11, p. 440.

(2) Cf. *Le Prélèvement sur la Fortune et la Politique Financière du Parti Radical Suisse*, p. 22.

(3) Cf. *Sentinelle*, du 8 nov.

sous la forme desquelles l'évasion, et en particulier la thésaurisation, pourraient le plus aisément s'accomplir, restaient indemnes.

Même discussion à propos des carnets d'épargne : Les uns les considèrent comme des titres au porteur, se basant sur la jurisprudence (1) ou sur les règlements de la plupart des Etablissements de caisse d'épargne (2). Les défenseurs du prélèvement sont au contraire d'un avis opposé : Les carnets d'épargne ne figurent pas sur la liste des titres au porteur du Commentaire du Code Fédéral (3); la valeur d'autre part n'est pas incorporée au carnet comme elle l'est pour un titre, le paiement n'en est pas garanti au porteur, mais à son seul propriétaire (4). Cette discussion ne laisse que d'être quelque peu oiseuse puisque de toute façon le secret des banques n'existant plus, le fisc n'aurait pas grand peine à découvrir le nom des déposants et le montant de leur dépôt.

Il suffira également de signaler l'étrangeté, voire l'immoralité de la sanction attachée à cette prescription, le fait de soustraire un titre au timbrage éteignant simplement pour le débiteur l'obligation de payer (§ 15). Pourquoi est-ce au débiteur et non à l'Etat de tirer avantage d'une omission de cet ordre ? Pourquoi surtout accorde-

(1) Cf. Gazette de Lausanne du 14 nov. 1922.

(2) Cf. Règlement de la Caisse d'Epargne Cantonale Vaudoise (Crédit Foncier) art. 16 : « ...le paiement a lieu sur présentation du livret et au porteur .. ».

(3) Cf. *Supra*, p. 108.

(4) Cf. *Sentinelle*, du 17 nov. 1922.

t-on au débiteur une faveur si exorbitante en cas d'oubli ou de négligence de la part du créancier ? (1)

Il est d'autres considérations qui au point de vue économique sont beaucoup plus graves. On peut admettre qu'on arrive à surmonter les formidables difficultés techniques que comporterait l'obligation du timbrage; on peut admettre de même comme résolus les différents problèmes que l'on vient de signaler. Il y aura pourtant de toute façon deux catégories de titres au moins qui d'aucune manière ne sauraient être atteintes, quelle que soit la perfection du mécanisme de la procédure fiscale (2): Ce sont d'une part les titres étrangers et de l'autre les titres suisses dont les propriétaires sont domiciliés à l'étranger. Exiger de ces derniers l'estampillage de leurs titres équivaldrait à une véritable impossibilité.

Les contribuables suisses dès lors n'hésiteront guère à échanger leur portefeuille suisse contre des titres étrangers; les titres suisses qu'on cherchera à vendre viendront grossir le nombre de ceux qu'on aura lancés sur le marché pour se procurer du crédit et contribueront ainsi à l'effondrement des cours.

Une partie sera vraisemblablement achetée par les capitalistes étrangers; on peut craindre toutefois que bon nombre de ces derniers hésitent à le faire devant la

(1) Cf. Rapport du Cons. Féd. du 1er août 1922, p. 35.

Cf. Séance du Cons. des Etats du 28 sept. 1922, Discours Böhl, Bt. st. p. 6 et 9.

(2) Cf. Georges Bovet : *Guide à travers l'initiative...*, *op. cit.*, p. 16 et suiv.

Cf. Séance de relevée du Cons. Nat. du 5 oct., Discours Baumeberger, Bt. st. p. 58.

perspective des difficultés de preuve qui ne manqueraient de surgir pour démontrer que les titres se trouvaient bien à l'étranger au moment du timbrage. Les contribuables suisses d'autre part chercheront à l'étranger des prête-noms qui se déclareront propriétaires de leurs titres et qui soustrairont ainsi ces derniers au fisc. Enfin il restera un autre moyen encore de s'échapper : c'est de convertir ses titres en or (1) et de le thésauriser, ce qui une fois de plus revient à soustraire à la production des capitaux importants.

La conséquence la plus claire du timbrage des titres serait donc non seulement la création d'inextricables difficultés avec le fisc, mais encore l'effondrement des cours des valeurs suisses, l'émigration sur une grande échelle de l'argent suisse et la thésaurisation de l'or, toutes causes qui ne pourraient qu'augmenter la disette des capitaux et appeler presque fatalement l'inflation fiduciaire.

A ces objections, on répond que ces mesures ne devant être que momentanées, les perturbations qu'elles seraient susceptibles de créer ne seraient guère plus durables. Les pronostics des adversaires du prélèvement ne reflètent, écrivent les socialistes, que « l'angoisse des capitalistes saisis à la gorge » (2). Enfin les sommes jusqu'ici cachées et qui ne manqueraient d'être découvertes, grâce au mécanisme de l'initiative, suffiraient amplement à compenser d'après eux, comme on l'a vu déjà, les pertes qu'auraient pu subir le patrimoine national (3).

(1) Cf. *Infra*, p. 116.

(2) Cf. *Sentinelle*, du 8 nov.

(3) Cf. *Supra*, p. 73.

Quoi qu'il en soit, tant que des accords internationaux n'auront pas été conclus, et que des mesures de ce genre ne pourront être appliquées que dans un domaine limité, leur efficacité ne pourra être elle-même qu'extrêmement limitée. Dans le cas de l'initiative du parti socialiste, on peut craindre que les perturbations et les pertes que ne manqueraient de faire subir à l'économie nationale les mesures destinées à empêcher la fraude fiscale ne soient telles, que le remède n'apparaisse pire que le mal.

Les prédictions des adversaires de l'initiative semblent reposer d'ailleurs plus que sur des probabilités : La seule perspective d'une acceptation possible de l'initiative n'a pas été sans réagir déjà sur l'ordre économique du pays; certaines des craintes émises ont reçu de ce fait un véritable commencement de réalisation.

Le 24 septembre 1922 le peuple suisse a repoussé à une forte majorité un projet de loi dite loi Haeberlin, qui devait donner plein pouvoir au Conseil Fédéral pour réprimer, le cas échéant, toute menée révolutionnaire. Ce vote fut considéré comme un succès socialiste; on en déduisit immédiatement la possibilité, voire la probabilité d'un vote affirmatif quant à la question du prélèvement sur les fortunes. Il a suffi de cette menace pour provoquer dans le pays une véritable panique financière.

Dès après le rejet de la loi Haeberlin on opère dans les banques des retraits considérables. Les

capitaux par centaines de millions (1) quittent la Suisse pour être transférés à l'étranger surtout en Hollande, en Angleterre et aux Etats-Unis. On assiste en même temps à un effondrement de toutes les valeurs cotées dans les bourses suisses; en deux jours la base de capitalisation de toutes les actions s'est accrue momentanément de $1\frac{1}{2}$ 0/0 (2). La baisse affectant aussi bien les valeurs d'Etat que les valeurs industrielles ou bancaires, atteint le 19 octobre 15 0/0 environ sur les meilleures obligations suisses et jusqu'à 20 0/0 sur celles de second ordre; on n'évalue pas à moins de 1 milliard la perte qu'il en est résultée pour le pays (3).

Le $5\frac{1}{2}$ fédéral d'autre part est tombé au pair; le 8 septembre encore était close pourtant avec succès l'émission de l'Emprunt 4 0/0 Fédéral 1922 au cours de 97 $1\frac{1}{2}$ 0/0 ce qui correspondait à un taux de 4 $1\frac{1}{8}$ 0/0; autrement dit en quelques semaines le taux de l'intérêt a subi une hausse de 1 0/0 (4). La Ville de Berne a été ainsi empêchée de convertir un emprunt important. La ville de Winterthur n'ayant pu convertir que 1 $1\frac{1}{2}$ million sur 5

(1) Il nous a été impossible de trouver un chiffre précis. Alors que Mr Rigassi, rédacteur de la Gazette de Lausanne, évalue dans « L'Economiste Français » du 11 nov. p. 614 cet exode à 2 à 300 millions environ, le Daily Express du 27 oct. parle de 4 millions de livres sterling par semaine; la Direction des Finances du Canton de Zurich dans son Rapport Cf. *supra*, p. note) estime cette émigration pour le seul canton de Zurich à 5 à 600 millions de frs.

(2) Cf. Finanz Revue des 5 et 19 oct. 1922, et *infra* p. 115, tableau.

(3) Cf. *Economiste français*, du 11 nov. p. 614.

(4) Cf. Bulletin Financier d'oct. du Crédit Suisse, p. 171.

millions de bons de caisse 5 0/0 qui venaient à échéance, dut se faire avancer la différence par les banques (1).

Pour la première fois la valeur du franc suisse baisse dans les pays à change élevé : Etats-Unis, Grande Bretagne, Pays-Bas, Suède et Japon (2).

La Banque Nationale Suisse n'est pas davantage épargnée. Les comptes de virement de cet établissement qui sont à certains égards le baromètre de la réserve des disponibilités du pays ont diminué de 290 millions le 15 septembre à 79 millions le 30 novembre (3). Dans le même

(1) Cf. Bovet, *op. cit.* p. 26.

(2) La liv. sterl. cotée à la Bourse de Genève 23,5 fr. le 10 sept. valait 24,3 fr. le 24 oct.
Les 100 florins " " " 205 fr. " valaient 213 fr. "
Le dollar " " " 5,20 fr. " valait 5,46 fr. "
Les 100 kroner " " " 138,5 fr. " valaient 146 fr. "

Le tableau suivant montre la baisse enregistrée sur les cours à la suite des liquidations dont nous venons de parler p. 114.

(il est emprunté au *Bulletin financier* du 31 oct. du Crédit Suisse, p. 169.)

(3) Cf. Quinzième Rapport annuel de la Banque Nationale Suisse 1922, annexe 3 p. 39.

			15 Septembre	19 Octobre
3 1/2 0/0	Obligations C. F. F. Séries A—K		88.50	76.50
3 0/0	" " différé.		81.59	68.75
3 1/2 0/0	" " 1910		80.80	75.25
4 0/0	" " 1012/14		98.25	82.—
6 0/0	" " Electrification 1931		111.—	103.50
4 1/2 0/0	" " 1922		101.60	92.50
4 0/0	" " Rente 4900		97.75	80.—
4 0/0	" " Rente fédérale.		74.85	62.25
5 1/2 0/0	" " Emprunt fédéral 1922		107.50	100.50
3 1/2 0/0	" " Canton de Zürich 1907		86.50	73.—
5 0/0	" " Ville de Berne 1918		102.15	95.—
5 0/0	" " Ville de Zürich 1918		103.—	99.—
6 0/0	" " Forces motrices des Grisons 1922		107.—	100.—
5 0/0	" " Nestlé and Anglo-Swiss 1915/17		97.—	84.—
6 0/0	" " " 1920		103.—	94.50

laps de temps la circulation fiduciaire a augmenté de plus de 200 millions (1), et l'or qui circulait librement et était redevenu abondant disparaît de nouveau de la circulation pour être thésaurisé comme au début de la guerre. Le prix de l'or marchand qui était de Frs 3.525 le kg. le 14 septembre passe à Frs. 3.645 le 19 octobre pour atteindre Frs. 3.700 le 27 (2), ce qui équivaut à une majoration de 6 1/4 0/0 sur les prix de juillet. Devant cette augmentation continue il devenait impossible pour l'industrie (pour l'industrie horlogère en particulier) de garantir des bases stables pour l'exécution des commandes. Il fallut solliciter l'intervention de la Banque Nationale qui garantit à l'industrie, indépendamment du cours du franc suisse à l'étranger (3) l'or à un prix qui ne dépassera pas une certaine limite (4).

Dès fin octobre pourtant la plupart de ces signes de panique allèrent en s'atténuant, les élections ayant renforcé aux Chambres la majorité bourgeoise, et une acceptation du projet paraissant de plus en plus improbable.

Dans ces effets en quelque sorte anticipés du prélève-

Actions Banque Nationale Suisse	563	520
» Crédit Suisse	690	605
» Société de Banque Suisse	662	585
» Banque Fédérale S. A.	675	588
» Industrie de l'Aluminium.	1815	1480
» Brown Boveri	384	298
» Entreprises Sulzer.	745	630

(1) De 749 millions de francs le 15 sept. elle passe le 30 nov. à 988 millions de francs (Rapport cité, annexes 5, p. 41).

(2) Cf. *Fédération Horlogère*, de nov. 1922.

(3) Cf. *Bulletin Financier Suisse*, du 18 nov. 1922 et *Finanz Revue*, du 16 nov.

(4) Frs 3.600. le kilog.

ment sur la fortune, les socialistes n'ont vu que le résultat d'une manœuvre de bourse faisant partie de la « campagne d'intimidation. » des adversaires du prélèvement (1). Il ne semble pas qu'il faille accorder à cet argument plus d'importance qu'il ne convient.

(1) Cf. *Sentinelle*, du 8 nov. 1922.

CHAPITRE V.

Buts de l'initiative socialiste.

L'emploi du produit du prélèvement sur le capital n'a pas donné dans les milieux socialistes matière à grande discussion : « La Confédération prélève un impôt unique sur la fortune à l'effet de lui permettre ainsi qu'aux cantons et aux communes de réaliser leurs tâches sociales » (§ 1). On a pu reprocher à cette formule (1) d'être élastique et de laisser le champ ouvert à toutes les hypothèses. Les auteurs de l'initiative répondent (2) que le montant du prélèvement étant destiné à la Confédération, aux Cantons et aux Communes, seule une formule générale était possible. Leurs commentaires du reste ont dissipé toute équivoque (3) : Le produit du prélèvement servira à réaliser les assurances vieillesse, invalidité et des survivants. Par les deux premières il s'agira de subvenir aux cas de besoin résultant de la diminution durable de la capacité de travail; l'assurance des survivants n'interviendra que pour la veuve et les orphelins.

(1) Cf. *Supra*, p. 44.

(2) Cf. *Sentinelle*, du 24 nov. 1922.

(3) Cf. *Supra*, p. 44.

La question des assurances sociales n'est certes pas nouvelle; certaines assurances sociales obligatoires fonctionnent depuis longtemps déjà dans la plupart des pays: France, Angleterre, Allemagne, etc. En Suisse, quelques cantons (Bâle-Ville, Genève, Grisons, Argovie, Lucerne, Zurich, etc.) ont en tant qu'employeurs constitué pour leurs ouvriers et employés des caisses de pension. La Confédération également possède quelques institutions de ce genre pour certains de ses fonctionnaires, par exemple la Caisse de Pension pour les employés des chemins de fer fédéraux, celle des employés de la Banque Nationale. Il ne s'agit là que de cas particuliers; il n'existe pas de caisse fédérale d'assurance vieillesse, invalidité ou survivant qui englobe toute la classe des travailleurs. Ce n'est certes pas faute de l'avoir réclamée.

En 1885 le Dr Decurtins posait pour la première fois la question devant l'Assemblée Nationale (1). Le problème fut repris les années suivantes. Dès 1904 la plupart des partis politiques inscrivent dans leur programme la réalisation des assurances sociales.

A partir de l'armitice de 1917 les revendications se font plus pressantes. Des députés de toutes nuances déposent motion sur motion, demandant l'étude immédiate d'un projet. L'unanimité pour réclamer les assurances sociales était à peu près complète, l'opposition inexistante. Enfin en juin 1919 le Conseil fédéral après avoir

(1) Cf. Huttenschwiller : *Die Alter Invaliden Versicherung der Schweiz*, p. 7 et suiv.

soumis la question à une commission, publie sur la matière un rapport détaillé.

Le Rapport du Conseil Fédéral (1) insiste tout d'abord sur le fait qu'il devra s'agir d'assurance et non d'assistance; recourir à la caisse d'assurance devra être considéré par les ayants-droit non comme une aumône, mais comme un droit dûment acquis; les sommes nécessaires devront donc être fournies grâce à la collaboration de la Confédération des cantons et des communes d'une part, des employeurs et des employés de l'autre. Le montant des rentes proposées par le Conseil Fédéral seraient les suivantes : a) rente d'invalidité, Frs. 800,— par an; b) rente de vieillesse dès 65 ans Frs. 800,— par an; c) rente de survivant (orphelins jusqu'à 16 ans, veuves jusqu'à 65 ans) Frs. 500,— par an. Les assurés qui (avec le concours de l'employeur) payeraient les deux tiers, auraient Frs. 40,— de primes annuelles à verser pour les trois assurances; les Cantons et la Confédération qui supporteraient le tiers restant auraient 80 millions à trouver par an. (2).

Il ne peut-être question, dit le Rapport, de grever annuellement le budget de dépenses nouvelles sans qu'elles ne soient strictement compensées par une source paral-

(1) Cf. « Message du Cons. Fédéral du 21 juin 1919, concernant, l'attribution à la Confédération du droit de légiférer en matière d'assurances invalidité, vieillesse et survivant, et la création des ressources nécessaires pour les assurances sociales ».

(2) Cf. « Message du Conseil Fédéral du 21 juin 1919 », *cit.* p. 136 et suiv.

lèle de revenus. Il propose donc (1) l'introduction d'une série d'impôts de consommation sur les denrées non indispensables, en particulier un impôt sur le tabac et la bière ainsi qu'un impôt sur la fortune, perçu sur les masses successorales; au produit de ces diverses contributions viendrait s'ajouter encore celui provenant de l'imposition de l'eau de vie — pour la part du moins qui revient à la Confédération (2). L'Etat pourrait se procurer ainsi 40 millions; les cantons auraient à fournir les 40 autres.

Si tous étaient d'accord avec le principe même des assurances sociales, il n'en fut plus de même quand il s'agit d'en trouver les ressources. De toute part s'élevèrent des protestations: les socialistes combattaient l'impôt sur la bière (3); les paysans, l'impôt sur les alcools, le Parti libéral et fédéraliste, celui sur les droits de successions. Ce dernier impôt en effet aurait porté atteinte aux droits des cantons (4); ces derniers très irrités par la participation temporaire de la Confédération à l'impôt sur le revenu et la fortune, refusaient de laisser toucher à ce qu'ils appelaient « le dernier rempart de leur autonomie » en matière fiscale; l'impôt sur les successions en effet, ressortissait exclusivement jusqu'ici au domaine cantonal. A ces difficultés enfin venaient s'ajouter celles pro-

(1) Cf. Message du Cons. Féd. du 21 juin 1919, cit. p. 173 et suiv.

(2) Les alcools n'étaient pas encore soumis au monopole.

(3) Cf. Bt. st. de sept., oct. 1920. Discours du Député socialiste GrosPierre, p. 659 et suiv.

(4) Cf. Bt. st. de l'Assemb. Féd., sept., oct. 1920; Discours Mosimann, p. 645 et suiv.

venant de l'état précaire des finances et du poids énorme des impôts tant directs qu'indirects déjà existants. Après d'interminables discussions le Conseil Fédéral se décida à une révision partielle de ses premières propositions : il abandonne tout d'abord l'idée sur l'impôt sur la bière (1) ; quant à l'impôt sur les droits de succession le Conseil National ne tardera pas à apporter au premier projet les modifications nécessaires pour donner satisfaction, aux fédéralistes : L'unification du régime fiscal des successions sera remplacée par le régime dit « des contingents d'impôts », c'est-à-dire par le droit pour la Confédération de participer au rendement des droits de succession, tout en laissant aux cantons le pouvoir d'exploiter à leur gré cette source financière (2). Entre temps d'autres suggestions étaient venues compliquer encore la situation ; les uns demandaient que les ressources nécessaires soient prélevées sur le produit de l'impôt de guerre ; les autres sur celui de l'impôt sur les bénéfices de guerre (3). Les oppositions ne désarmaient pas. Discussions et débats continuaient à se succéder sans résultat.

(1) Cf. Rapp. du Cons. Féd. du 1^{er} août 1922, cit. p. 19. Cf. Séance du Cons. des Etats du 28 sept. 1922, Discours Musy, Bt. st. p. 12.

(2) Cf. Message complémentaire du Cons. Féd. à l'Assemb. Féd. concernant le projet d'un art 41 quater de la Constitution Fédérale, (Assurance, invalidité, vieillesse et survivants), 14 juin 1920.

Cf. également E. Grossmann : *Les Finances Publiques de la Suisse de 1914 à 1920*, op. cit., p. 20.

(3) Cf. Motion Rothenberger du 13 déc. 1918 : *Postulats*; Walther et Schär, du 30 janvier 1919. — *Postulats* Sulzer du 30 janv. 1919 ; de même : *Initiative* Rothenberger, du 23 mars 1920.

La question en était là quand le Parti Socialiste lança son initiative concernant le prélèvement sur la fortune : « Depuis trop longtemps déjà l'activité du Conseil fédéral en matière d'assurance sociale se résume en stériles discussions autant qu'en vaines promesses ; le Parti Socialiste n'a fait que chercher un moyen susceptible de fournir immédiatement les ressources nécessaires à la réalisation de cette tâche (1) ».

Que les sommes qu'on recueillerait ainsi permettraient d'instituer les assurances sociales, nul ne le contestera. Il est moins certain toutefois qu'elles seraient suffisantes à en assurer le fonctionnement : Les 1250 millions, produit présumé du prélèvement, rapporteraient en effet annuellement 50 millions. Il n'est pas exagéré d'autre part d'estimer à 4 ou 5 millions les sommes qui seraient nécessaires pour rétribuer l'armée de fonctionnaires qu'exigeraient les formalités inquisitoires de l'initiative ; restent 45 millions environ dont la Confédération toucherait 27 millions. L'appoint nécessaire de la Confédération, des cantons et des communes prévu par le rapport du Conseil fédéral s'élevait à 80 millions, celui de la Confédération seule à 40 millions. Le prélèvement sur le capital aura fourni un peu plus de la moitié des ressources indispensables au fonctionnement des assurances (2).

Ces chiffres les socialistes ne les contestent pas. Ils ne

(1) Cf. Séance du 5 oct. 1922, Discours de Schmidt et Grimm, Bl. st., p. 39 et 70.

(2) Cf. Séance du Cons. des Etats, 28 sept. 1922, Discours Keller, Bl. st. p. 15 et Séance du Cons. Nat. du 5 oct. 1922 ; Discours Torche, Bt. st. p. 52.

nient aucunement que le prélèvement ne suffira pas et que l'appoint indispensable devra nécessairement être fourni par les impôts indirects. Seulement on ne chargera plus les travailleurs et les consommateurs pour décharger les grosses fortunes : Au lieu que les deux tiers des sommes nécessaires au fonctionnement des assurances sociales soient payées par les assurés et les employeurs, comme le proposait le Conseil fédéral, c'est, d'après la conception socialiste, l'Etat, les cantons et les communes qui supporteraient cette part, un tiers seulement étant laissé à la charge des assurés et de leurs employeurs. Ainsi l'impôt sur les tabacs, les alcools et les successions fournirait un tiers, le prélèvement l'autre tiers, les assurés le reste (1).

On a pu se demander si l'importance du résultat n'était pas disproportionnée aux moyens employés et s'il n'y aurait pas eu d'autres voies moins dangereuses, pour arriver à un état de choses analogues. Certes celle de l'impôt direct fédéral était exclue du fait qu'un tel impôt serait entré immédiatement en conflit avec le deuxième impôt de guerre. Il y aurait eu d'autres moyens : N'aurait-on pas pu par exemple, comme on l'a préconisé, reviser l'échelle de ce deuxième impôt de guerre en réservant une partie des ressources qu'on se serait ainsi procurées à la réalisation des assurances(2)? Ou encore, si on avait voulu à tout prix opérer un prélèvement sur la fortune, rien ne se serait

(1) Cf. « Sentinelle » du 24 nov.; article de E.P. Graber, Secrétaire du Parti Socialiste Suisse.

(2) Cf. Meierhans, *op cit.* p. 139.

opposé à l'adoption d'un mode de paiement par annuités, comme cela s'est fait dans tous les pays où l'on a établi un impôt extraordinaire sur la fortune; le fonctionnement des assurances n'en aurait été en rien compromis : à des dépenses annuelles aurait correspondu une source de revenus annuels (1).

Il ne faut pas oublier que le plus souvent un programme fiscal est adopté ou rejeté non en raison de ses avantages économiques ou financiers, mais parce qu'il répond ou ne répond pas à la conception politique et à l'idéal social de la classe qui l'a conçu (2).

Si le paragraphe 1 assigne comme but à l'initiative la réalisation de tâches sociales, il ne semble pas qu'on puisse considérer comme unique ou simplement principal cet objectif. Il n'est guère besoin d'être très subtil pour y découvrir d'autres visées; si telle n'est pas la teneur textuelle de l'initiative, les déclarations de ceux qui l'ont élaborée sont à ce sujet suffisamment claires : Déjà lors de l'Assemblée du Parti qui précéda le lancement de l'initiative, on n'avait pas craint de replacer dans son cadre véritable le prélèvement sur la fortune tel que le concevaient ceux qui l'avait proposé : « Si l'un des buts est la réalisation des tâches sociales, l'autre est de hâter le nivellement social; on pratiquera dans le capital une brèche telle que le régime capitaliste tout entier ne pourra en sortir que profondément ébranlé (3) ».

(1) Cf. « Impartial » du 17 novembre.

(2) Cf. Badulesco, *op. cit.*, p. 143.

(3) Cf. *supra*, p. 37, note 2.

Point n'était besoin du reste de ces déclarations pour se faire de l'initiative une idée nette : le taux, le délai de paiement, les exonérations, tout concourt à faire du projet du prélèvement sur la fortune une arme dirigée contre le capital.

Quelle que soit l'importance de ce deuxième but, il ne suffit pas à convaincre certains des adversaires de l'initiative.

Le prélèvement sur la fortune tel que l'a conçu le Parti Socialiste aurait selon eux un autre objectif à côté duquel la réalisation de tâches sociales ou le nivellement des fortunes n'apparaîtrait qu'accessoire.

Cet objectif, ce serait la réalisation de la socialisation de toute l'économie nationale (1).

L'accusation est grave. L'acceptation de l'initiative, à supposer que cette imputation soit fondée, aurait signifié le bouleversement complet de l'ordre politique actuel et le début de l'ère socialiste; elle aurait eu l'importance d'une révolution.

C'est sur l'historique de l'initiative que s'étaye tout d'abord cette accusation : On invoque les doctrines de Goldscheid et de Müller, point de départ de l'initiative (2); on invoque l'état d'esprit du Parti au lendemain de 1918 (3), son programme en concordance parfaite avec ces doc-

(1) Cf. Rapport du Cons. Féd. du 1^{er} août 1922, cit. p. 27 et suiv.

(2) Cf. *supra*, p. 20 et suiv.

(3) Cf. *supra*, p. 29.

trines (1); on invoque enfin sa brusque volte-face (2) : adversaire résolu de tout prélèvement sur le capital tant qu'il ne le considère que comme une mesure fiscale, il s'en fait brusquement l'ardent défenseur dès qu'on lui en a démontré les possibilités politiques. Il serait extraordinaire que l'initiative socialiste ne garde en aucune manière l'empreinte de la doctrine sans laquelle elle n'aurait vraisemblablement pas existé (3).

Certes, ces faits constituent des présomptions sérieuses. Elles n'acquiesceront toutefois de véritable valeur qu'à condition d'être confirmées par la teneur même de l'initiative. Une fois de plus les opinions des partisans et des adversaires du projet se trouveront sur ce point en contradiction absolue.

On a vu déjà dans un précédent chapitre (4) que les contribuables sous certaines conditions auraient la faculté de se libérer par la remise d'obligations de la Confédération et des cantons comme aussi d'*autres valeurs*. On a vu également que la conséquence la plus directe en serait la participation de l'Etat à la propriété ou à l'administration des entreprises privées (5), c'est-à-dire la main-mise partielle de l'Etat sur le domaine économique. C'est précisément sur la dation en nature, font remarquer les adversaires de l'initiative, qu'est basé tout le système de Goldscheid.

(1) Cf. *supra*, p. 29, 30 et suiv.

(2) Cf. *supra*, p. 31.

(3) Cf. Rapport du Cons. Fédér., du 1^{er} août 1922, p. 27.

(4) Cf. *supra*, p. 99 et suiv.

(5) Cf. *supra*, p. 100 et suiv.

Mais d'autre part si les chefs du Parti socialiste n'ont cessé de proclamer que c'est contre le capital qu'était dirigée leur initiative, ils n'en ont pas moins affirmé avec la même énergie que toute idée de socialisation en était totalement exclue : Si à l'instar de Goldscheid et de Müller ils ont admis la dation en nature, c'est non pas, disent-ils, comme ces auteurs le préconisent, à titre obligatoire, mais uniquement à titre facultatif. On évitera ainsi les perturbations que ne manquerait de causer à l'économie du pays l'obligation de payer en espèces dans un délai très bref (1).

L'argument ne semble pas irréfutable : Si l'alinéa 2 du paragraphe 13 semble considérer la dation en titre ou autre valeur comme une faveur accordée au contribuable, il n'en est plus de même à l'alinéa suivant : « Les personnes soumises à l'impôt *peuvent de même être obligées* à remettre en paiement des titres ou autres valeurs ; les cas de ce genre ainsi que le principe de mise en valeur (?) devant être fixés par une loi ». Le sens du texte semble parfaitement clair (2) dit le Rapport du Conseil Fédéral : Il ne s'agit plus ici d'une faculté ; c'est le droit pour l'Etat d'exiger la remise de titres ou autres biens qu'il lui conviendra de réclamer ; c'est la cession à l'Etat d'une part des moyens de production ; c'est le premier pas dans la voie de la socialisation.

(1) Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 octobre 1922, discours Schmid, Bl. st. p. 42.

(2) Il l'est davantage encore dans le texte allemand où « les cas de ce genre » du texte français est remplacé par l'expression « die Fälle dieser Naturalabgabe », « les cas de prestations en nature ».

Considérée sous cet angle, cette disposition acquiert dès lors pour l'auteur du (1) Rapport une signification capitale : Bien qu'elle donne au premier abord l'impression d'être une simple prescription de procédure, elle devient le point essentiel de toute l'initiative : « Si cette initiative était acceptée, on ne manquerait d'invoquer (2) le vote du peuple et d'affirmer qu'en acceptant l'initiative il s'est prononcé en faveur de la socialisation. Les auteurs eux-mêmes seraient impuissants à restreindre (à supposer qu'ils en eussent l'intention) les possibilités futures du développement de cette idée fondamentale ».

Cette interprétation qui n'est pas le seul fait du Rapport du Conseil Fédéral a reçu bientôt une confirmation quelque peu inattendue : Le député communiste Platten déclarait en effet en pleine Chambre que pour lui l'acceptation de l'initiative signifierait véritablement « le début d'une ère nouvelle », « le moment de la transformation (Uebergangsphase) de l'Etat capitaliste en Etat socialiste ». Ce premier prélèvement ne constituerait qu'une étape; il devra être suivi de plusieurs autres jusqu'au parachèvement total de l'œuvre de socialisation (3).

On n'a pas hésité à affirmer au Parlement et ailleurs (4) que la réalisation des tâches sociales invoquée au para-

(1) M. Musy, Ministre des Finances.

(2) Cf. Rapport du Cons. Féd. du 1^{er} août 1922, p. 28.

(3) Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct., Discours Platten, Bl. st. p. 64.

Cf. à ce propos *supra*, p. 102, note 3.

(4) Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct., Discours Torche, Bl. st. p. 55.

graphe 1 n'avait dès lors que la valeur d'un prétexte, d'une façade (1), l'initiative socialiste tout entière ne constituant qu'un renouvellement suivant d'autres méthodes de la tentative révolutionnaire qui en 1918 avait échoué.

Si la première objection des socialistes selon laquelle la dation en nature ne serait que facultative, se trouve infirmée par le texte, celle de leurs adversaires d'après laquelle au contraire elle serait obligatoire, ne semble pas — tout paradoxal que cela puisse paraître — beaucoup plus exacte : Le paragraphe 13 al. 3 parlant des personnes susceptibles de payer leur contribution en nature emploie non pas l'expression « *seront obligées* » mais « *peuvent être obligées* » ; il s'agit donc d'une sorte d'obligation conditionnelle ; l'article ajoute du reste « Une loi fédérale déterminera si et à quelle condition ces valeurs seront acceptées en paiement ». Ce qui sera facultatif ce sera non pas le fait même de payer en nature ; l'initiative ne pose ni la faculté ni l'obligation : C'est la loi fédérale ultérieure, c'est-à-dire le Conseil Fédéral qui à ce sujet aura plein pouvoir. Or il est tout à fait improbable, concluent les défenseurs de l'initiative, que tant que subsistera au sein du Conseil Fédéral une majorité bourgeoise on y choisisse l'alternative de l'obligation ; comme rien ne fait prévoir d'autre part, à brève échéance, un changement de majorité, et que d'un autre côté les prescriptions édictées par l'initiative ne seront applicables que pendant la durée

(1) Schneider : *Die Verfassungsinitiative betreffend die Erhebung einer einmaligen Vermögensabgabe*; Bern 1922 p.32.

du prélèvement (§ 19), il n'y a guère de chance d'un avènement, en Suisse, de par l'application de l'initiative, d'un régime socialiste (1).

L'objection certes est loin d'être sans valeur.

On peut se demander toutefois dans quel but les auteurs de l'initiative ont dès lors inscrit dans leur projet cette clause, du moment qu'ils étaient persuadés d'avance de son inutilité.

(1) Cf. Séance du Cons. Nat. du 5 oct. 1922, Discours Schmidt et Grimm, Bl. st. p. 42 et 51.

TROISIEME PARTIE

Après le vote

Le sujet était à peu près épuisé et les opinions étaient faites quand arriva la date du vote. Le 3 décembre 1922 par 735,127 voix contre 109,566 c'est-à-dire à une majorité de 6,7 contre 1 et à l'unanimité des cantons, le peuple suisse repoussait l'initiative socialiste tendant à l'introduction en Suisse d'un prélèvement extraordinaire sur le capital.

Jamais depuis l'avènement de la Constitution on n'avait assisté à une participation au scrutin analogue; en se basant sur l'effectif des électeurs inscrits le 24 septembre (1) la participation au scrutin a été le 3 décembre de 85,66 0/0 (2); dans le canton de Fribourg elle a atteint 97 0/0; certaines communes accusent une participation de 100 0/0. Quant à la majorité rejetante, elle varie de 72,5 0/0 dans les grands centres urbains comme Bâle-Ville par exemple, pour atteindre 98 0/0 dans certains cantons catholiques comme Unterwald (3). Si c'est dans les can-

(1) 982.567.

(2) Cf. « Impartial » du 5 décembre 1922.

(3) Cf. « Journal de Genève » du 5 déc. 1922.

tons catholiques, à l'exception de Soleure et Zoug, que la majorité rejetante fut la plus écrasante, elle n'en est pas moins imposante dans tous les autres. Dans les villes industrielles, où comme à la Chaux-de-Fonds les socialistes ont la majorité, les vôtés négatifs sont avec les vôtés affirmatifs dans la proportion de 2,3 à 1. Il ne s'est pas trouvé du reste un seul des 25 Etats confédérés pour accepter l'initiative. Comme le dit un journal socialiste (1), « depuis le bourgeois le plus conservateur, jusqu'au chrétien-social et aux membres des unions-démocratiques à tendances socialisantes, depuis le richissime banquier ou industriel jusqu'au plus misérable commis, tous se sont levés pour donner l'assaut à l'initiative; il n'est pas jusqu'à bon nombre de socialistes même militants qui ne se soient retournés contre leur parti ».

Que ce vote soit avant tout un vote d'orientation politique et sociale (2), nul ne songera à le contester. L'initiative du Parti Socialiste en corrélation par trop intime avec certaines doctrines collectivistes semblait (à tort ou à raison) avoir des visées d'un même ordre. C'est plus contre un régime que contre un impôt que s'est manifestée l'opposition.

Que d'autre part la plupart des citoyens aient entrevu les conséquences désastreuses que n'aurait manqué

(1) Cf. « Sentinelle » du 6 déc. 1922.

(2) Cf. « Impartial » du 4 déc. 1922.

Cf. également « Sentinelle » du 6 déc. 1922 : *Comment nous avons résisté*. — Commentant les résultats des divers cantons, l'auteur de l'article considère ces résultats comme « coefficient de socialisme » des cantons.

d'avoir sur le pays tout entier, tant au point de vue économique que financier, un prélèvement sur la fortune selon la formule socialiste, et que ces considérations aient pesé sur leur verdict, cela ne semble pas davantage discutable. Encore fallait-il qu'ils fissent preuve, comme on la dit et redit, d'une indéniable maturité politique pour repousser un impôt dont selon le texte soumis à son approbation une minorité seule devait être atteinte (1).

On a pu se demander toutefois si des facteurs d'un ordre plus personnel et plus égoïste comme la perspective de l'estampillage des titres et de la levée du secret des banques, n'ont pas joué également dans l'orientation du vote un rôle prépondérant (2).

Enfin, sans méconnaître en rien les mérites de discernement et de clairvoyance du peuple suisse, on peut douter que livré à lui-même dans une question aussi complexe que le prélèvement, il eut su en saisir les avantages et les inconvénients. On ne saurait nier que ce n'est, dans la plupart des cas que guidé, instruit et conseillé, qu'un peuple, quel que soit son degré de maturité politique, saura se servir avec quelque jugement de cette arme redoutable qu'est le droit d'initiative.

On voit l'argument qu'en ont pu tirer les socialistes pour expliquer leur échec : « Travaillée par une propagande aux arguments justes et sincères, mais aux moyens limités en même temps que par une autre fallacieuse, mais extrêmement puissante, il est naturel que la masse du

(1) Cf. « Journal de Genève » du 5 déc. 1922.

(2) Cf. « Sentinelle » de 4 et 6 déc. 1922.

peuple ait suivi la seconde plutôt que la première (1).

Sans méconnaître le rôle joué par la propagande dans la question du prélèvement, on ne saurait suivre les socialistes quand ils entendent par là justifier leur défaite : Il faudrait prouver tout d'abord que les arguments invoqués contre le prélèvement furent tendancieux ou mensongers; il faudrait être persuadé ensuite de l'absence totale de toute indépendance et de toute liberté dans un vote populaire, pour n'y voir que le vote d'une minorité.

Quoi qu'il en soit la conséquence la plus claire du vote du 3 décembre aura été de raffermir les partis de droite et de provoquer un mouvement de réaction contre les dangers et les abus du droit d'initiative considéré trop souvent, comme un simple instrument d'agitation politique. Parmi les remèdes proposés les uns préconisent d'élever de 50.000 à 100.000 ou même à 200.000 le nombre des signatures nécessaires (2); les autres d'exiger à côté des signatures d'un nombre limité d'électeurs, l'adhésion de quelques cantons (3). Certains enfin s'en sont pris au principe même (4): Une loi ordinaire est discutée publiquement, peut être amendée, est le fruit des discussions de tous les partis et est promulguée par des gens responsables; une initiative toujours plus ou moins anonyme, conçue souvent par des gens incompetents, doit être sans discussion adoptée ou rejetée en bloc.

Nous nous contentons de poser le problème. Une étude approfondie de ces questions dépasseraient le cadre de cet ouvrage.

(1) « *Sentinelle* » du 6 déc. 1922.

(2) Cf. *Gazette de Lausanne* du 4 déc. 1922.

(3) Cf. *Gazette de Lausanne* du 6 déc. 1922.

(4) Cf. *Neue Zürcher Zeitung* du 26 oct. 1922.

CONCLUSION

S'il était possible d'examiner le problème du prélèvement sur la fortune en Suisse au point de vue politique pur, certes il serait susceptible de diverses appréciations. Les opinions qu'on pourrait émettre seraient avant tout fonction de la manière dont on conçoit la répartition des richesses et de l'angle politique sous lequel on considère le régime actuel; puisque aussi bien les buts véritables de l'initiative, exclusivement politiques, dépassent de beaucoup le cadre relativement restreint de la réalisation des assurances sociales.

S'il est certain que c'est contre le capital qu'était dirigée avant tout l'initiative socialiste, on ne saurait être aussi affirmatif, malgré l'importance capitale du problème, quant à la réalité de ses visées collectivistes. Que l'initiative ait puisé son inspiration première parmi les doctrines de Goldscheid, et qu'elle en porte encore l'empreinte, cela est difficilement contestable. On peut se demander toutefois si dans le désir de rendre compatibles ces théories avec la mentalité générale du peuple, on n'en a pas aboli le véritable caractère pour aboutir à une sorte de compromis: On n'abandonne pas le principe de la prestation en nature, mais on l'a rend facultative; on ne

renonce pas complètement pour cela à l'idée d'obligation, mais seule une loi ultérieure pourra la promulguer.

Si la socialisation n'était pas l'objectif direct et immédiat de l'initiative, tout au moins est-il infiniment probable qu'elle cherchait à préparer le terrain à sa réalisation future. L'avenir en effet peut parfois réserver des surprises.

L'examen de la question sur le terrain économique semble infiniment moins difficile. Pas plus qu'on ne peut concevoir un problème fiscal en dehors de son ambiance politique, il n'est possible, dans l'élaboration d'une loi conçue exclusivement dans un but politique de faire abstraction du point de vue économique. Un tel système inévitablement se heurterait aux réalités de la vie économique; nier dans son élaboration ces réalités, c'est ignorer les fondements même de toute économie politique. On ne saurait impunément construire en aveugle.

C'est précisément parce que, conçue par un milieu aux préoccupations exclusivement politiques, l'initiative fait abstraction à peu près complète de tout facteur d'un autre ordre, qu'économiquement parlant nous la croyons indéfendable. Les socialistes suisses ont semblé ignorer que les différents facteurs de la vie économique sont si solidaires entre eux qu'on ne peut frapper les uns au-delà de certaines limites sans que tous les autres n'en subissent fatalement le contre-coup. Ils ont semblé ignorer surtout, qu'on ne peut exiger la transmission à l'Etat d'une partie importante de la fortune privée dans un délai très court, sans aboutir à une catastrophe, — la dation en nature telle que la conçoit l'initiative, restant un correctif

insuffisant, voire dangereux, si séduisant qu'il puisse paraître du point de vue socialiste.

Si plusieurs opinions étaient dès lors possible quant à l'appréciation du projet sur le terrain politique, il ne semble pas, qu'il puisse en être de même si l'on considère la question sous un angle strictement économique.

Or nous venons de voir précisément que les deux points de vue sont si indissolublement liés, que pratiquement on ne peut concevoir un système qui pénétré de l'un ferait abstraction de l'autre.

Seuls, à notre sens, pourraient dès lors défendre l'initiative, ceux qui regardent comme secondaire la ruine économique du pays, pourvu qu'elle contribue à hâter l'avènement du régime qu'ils considèrent comme un idéal.

Vu : Le Doyen,

H. BEHTHELEMY

Vu : Le Président de la Thèse,

GERMAIN MARTIN

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Université de Paris :

APPELL

ANNEXE

Texte de l'initiative pour le prélèvement sur la fortune.

L'initiative concernant la perception d'un prélèvement sur la fortune (art. 42 bis de la constitution fédérale) a la teneur suivante :

La disposition ci-après, insérée comme article 42bis, est introduite dans la constitution fédérale :

1° La Confédération prélève un impôt unique sur la fortune à l'effet de lui permettre, ainsi qu'aux cantons et aux communes, de réaliser leurs tâches sociales.

2° Les personnes naturelles et juridiques sont soumises à l'impôt.

3° Sont exonérés de l'impôt :

a) la Confédération et les cantons et leurs établissements et exploitations, ainsi que les fonds spéciaux dont ils ont la gérance, la Banque nationale suisse, la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents et la Régie fédérale des alcools ;

b) les communes, ainsi que les autres corporations et établissements de droit public et ecclésiastiques, pour la fortune qui sert comme telle ou par son produit aux intérêts publics

c) les autres corporations et établissements, pour la fortune qui sert comme telle ou par son produit au culte et à l'instruction publique ou aux œuvres sociales en faveur des pauvres et des malades, ainsi que pour la vieillesse et l'invalidité ou autres buts d'intérêt exclusivement général.

4° La fortune totale est soumise à l'impôt, après déduction des dettes. Demeurent réservées les dispositions des chiffres 5, 6 et 9.

5° Le mobilier jusqu'à concurrence de fr. 50.000.— n'est pas considéré, pour les personnes naturelles, comme fortune imposable.

6° Ne sont pas considérés comme fortune imposable pour les personnes juridiques :

a) le capital social versé ;

b) les réserves destinées uniquement à des buts d'intérêt général ou d'utilité publique, dont l'emploi à ces fins est assuré.

7° Fait règle pour la fixation de l'impôt la fortune réunie des époux qui ne vivent pas en permanence séparés l'un de l'autre.

8° Le 31 décembre 1922 est réputé délai de rigueur pour ce qui concerne l'obligation personnelle et matérielle de payer l'impôt, ainsi que pour l'estimation.

9° N'est soumise à l'impôt, pour les personnes naturelles et juridiques, que la partie de la fortune dépassant fr. 80.000.—

Le montant non imposable s'accroît dans la famille :

a) de fr. 30.000.— pour la femme;

b) de fr. 10.000.— par enfant mineur.

10° Pour les personnes naturelles, l'impôt sur la fortune est calculé ainsi qu'il suit :

Pour les premiers 50.000 (ou frac. de cette som.) de la fortune imposable						8 %
—	50.000	suivants	—	—	—	10 »
—	100.000	—	—	—	—	12 »
—	200.000	—	—	—	—	14 »
—	300.000	—	—	—	—	16 »
—	400.000	—	—	—	—	18 »
—	600.000	—	—	—	—	20 »
—	1.000.000	—	—	—	—	22 »
—	1.000.000	—	—	—	—	24 »
—	1.000.000	—	—	—	—	26 »
—	2.000.000	—	—	—	—	28 »
—	2.000.000	—	—	—	—	30 »
—	2.000.000	—	—	—	—	32 »

— 2.000.000	—	—	—	—	—	—	34 »
— 2.000.000	—	—	—	—	—	—	37 »
— 2.000.000	—	—	—	—	—	—	40 »
— 2.000.000	—	—	—	—	—	—	43 »
— 3.000.000	—	—	—	—	—	—	46 »
— 3.000.000	—	—	—	—	—	—	49 »
— 3.000.000	—	—	—	—	—	—	52 »
— 3.000.000	—	—	—	—	—	—	56 »
pour toutes les sommes suivantes							60 »

Pour les personnes juridiques, l'impôt est de 10 0/0 de la fortune imposable.

11° A l'impôt sur la fortune s'ajoute à partir du 1^{er} janvier 1923 un intérêt de 6 0/0.

12° L'impôt sur la fortune peut être payé en une fois ou en acomptes annuels dans l'espace de trois ans.

13° Les obligations ou bons de caisse de la Confédération incontestablement souscrits par les personnes soumises à l'impôt seront acceptés en paiement à un cours à déterminer.

Une loi fédérale déterminera si et à quelles conditions des obligations des cantons et des communes ou d'autres valeurs seront acceptées en paiement.

Les personnes soumises à l'impôt peuvent de même être obligées à remettre en paiement des titres ou autres valeurs.

Les cas de ce genre, ainsi que les principes de mise en valeur seront fixés par une loi fédérale.

14° Les cantons fixent et perçoivent l'impôt sur la fortune conformément aux instructions et sous la surveillance de la Confédération. Les frais sont supportés par la Confédération, par les cantons et par les communes dans la mesure de leur part au produit de l'impôt sur la fortune.

15° Dès l'acceptation du présent article constitutionnel, l'Assemblée fédérale édicte par arrêté fédéral d'urgence les prescriptions qui permettent d'atteindre par l'impôt toutes les fortunes constituées en titres et d'empêcher la fuite de capitaux à l'étranger.

L'Etat ordonnera notamment à une époque déterminée le timbrage des titres. Le fait de soustraire un titre au timbrage éteint pour le débiteur l'obligation de le payer.

16° La déclaration de fortune est obligatoire

Toutes les personnes naturelles et juridiques sont tenues de fournir les renseignements nécessaires à l'autorité chargée de la perception de l'impôt. Les établissements de banque sont notamment tenus de se soumettre à toutes les mesures de contrôle des organes de taxation.

17° La loi détermine les conditions auxquelles peut avoir lieu la revision de l'estimation.

18° Les cantons et les communes reçoivent chacun 20 0/0 du montant des impôts, des impôts arriérés, des intérêts et des amendes perçus sur leur territoire. L'autre 60 0/0 revient à la Confédération.

19° Le présent article constitutionnel cesse d'être applicable après le prélèvement de l'impôt unique sur la fortune.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES.

- Baumberger* — Zur eidgenössischen Volksabstimmung über die Initiative betreffend die Vermögensabgabe ; Winterthur 1922.
- Bovet* — Guide à travers l'Initiative socialiste concernant le prélèvement sur la Fortune ; Lausanne 1922.
- Die Vermögensabgabe* — Leitfaden für Referate in ländlichen Verhältnissen. Herausgegeben vom schw. Aktions Komitee gegen die Vermögensabgabe ; Bern 1922.
- Boveri* — Die Bundesfinanzreform ; Zurich 1920.
- Goldscheid* — Staatssozialismus oder Staatskapitalismus, Anzengruber Verlag, Suschitzky ; Wien 1917.
- Goldscheid* — Sozialisierung der Wirtschaft oder Staatsbankrott, Ein Sanierungsprogramm. (Suschitzky) ; Leipzig-Wien 1917.
- Grimm* — Revolution und Massenaktion ; Bern 1919.
- Grimm* — Ziel und Taktick der Partei ; Bern 1919.
- Grimm* — Geschichte der Schweiz in ihren Klassenkämpfen ; Zurich 1920.
- Rosa Grimm* — Kampftruf ; Zurich 1918.
- Grossmann* — Bundesstaat. Finanzpolitik mit besonderer Rücksicht auf die schw. Finanzreform ; Bern 1917.
- Grossmann* — Les Finances publiques de la Suisse de 1914 à 1920, Extrait de la Revue de Science et de Législation financière Juillet-Août-Septembre 1921 ; Giard & C° ; Paris 1921.
- Heller* — Initiative für die direkte Bundessteuer ; Zurich 1917.

Hüttenschwiller — Die Alters Invaliden Versicherung der Schweiz ; 1918.

Laur (Secrétaire agricole suisse) — L'initiative sur la Confiscation des fortunes ; Brougg 1922.

Le Prélèvement sur la Fortune — Publication du Comité central du Parti Radical-démocratique Suisse.

Meierhans — Zur Steuerpolitik des schweizerischen Sozialdemokratie ; Zurich 1921.

G. Muller — Bürgerliche und sozialdemokratische Finanzpolitik ; Bern 1919.

Dr. Nabholz — Die neuesten Bestrebungen zur Einführung der Invaliden, Alters und Hinterbliebenen Versicherung in der Schweiz ; Luzern 1919.

Naine — Dictature du Prolétariat ; Lausanne 1918.

Pflüger et Huffy — Handbuch des schw. Gemeindesozialismus.

Ragaz. und Mitarbeiter — Ein sozialist. Programm ; Olten 1921.

Schneider & Fick — Commentaire du Code Fédéral des Obligations, Vol. II.

Schneider — Die Verfassungsinitiative betreffend die Erhebung einer einmaligen Vermögensabgabe ; Bern 1922.

II. — DOCUMENTS OFFICIELS.

Arrêté Fédéral concernant l'Impôt de guerre fédéral (du 22 décembre 1915).

Instructions au sujet de l'Arrêté l'exécution et de l'Ordonnance du Conseil Fédéral concernant l'Impôt de guerre, (1915).

Arrêté Fédéral concernant le nouvel Impôt de guerre extraordinaire (du 28 septembre 1920).

Ordonnance d'exécution de l'Arrêté fédéral du 28 septembre 1920 concernant le nouvel Impôt de guerre (le 6 déc. 1920).

Rapport du Conseil Fédéral aux Chambres Fédérales sur la grève générale (du 12 novembre 1918).

Message du Conseil Fédéral aux Chambres fédérales concernant l'attribut à la Confédération du droit de légiférer en matière d'assurance « Invalidité, vieillesse et survivants et la création des ressources nécessaires pour les assurances sociales » (du 21 juin 1919).

Message complémentaire du Conseil Fédéral à l'Assemblée Fédérale concernant le projet d'un article 41 quater de la Constitution Fédérale (assurance maladie, vieillesse et survivants) (du 19 juin 1922).

Procès-Verbal des sessions tenues du 4 au 7 et du 19 au 29 mars dans la Salle du Conseil des Etats à Berne par la Commission d'experts pour l'introduction de l'assurance vieillesse, invalidité et survivants.

Protokoll der Verhandlung der Expertkommission betreffend die eidg. Finanzreform in Kanderstegg (31 août au 3 sept. 1920).

Rapport du Conseil Fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'Initiative concernant la perception d'un prélèvement sur la fortune (art. 42 bis de la Constitution Fédérale) (du 1^{er} août 1922).

Procès-Verbal des délibérations de la Commission des Conseillers Nationaux réunis à Brunnen, le 28 août 1922 pour l'examen de l'Initiative concernant la perception d'un prélèvement sur la fortune.

Rapport de Gestion de 1922 du Conseil Fédéral.

Bericht der Finanzdirektion über die Folgen bei Annahme des Volksbegehrens betreffend Erhebung einer einmaligen Vermögensabgabe für den Kanton Zurich (17 novembre 1922).

Bulletin sténographique de l'Assemblée fédérale, Extrait des délibérations de la session d'automne 1918, Discussions de l'impôt de guerre et de la motion Goetschel, p. 41 à 120; 384 à 411; 413 à 479; 192 à 314.

Bulletin sténographique de l'Assemblée fédérale : Extrait des délibérations de la session d'automne 1920. Les Assurances vieillesse, invalidité et survivants, p. 587 à 749.

Bulletin sténographique de l'Assemblée fédérale : Extrait des délibérations de la session d'automne 1922. L'impôt sur la fortune (Vermögensabgabe) p. 1 à 85.

III. — DOCUMENTS OFFICIELS DU PARTI SOCIALISTE SUISSE.

Programme du Parti Socialiste Suisse ; publication annuelle :
années 1915 à 1922.

Manifeste du Parti Socialiste Suisse du 29 octobre 1918 à l'oc-
casion de la Grève générale.

Procès-Verbal des débats du Comité-Directeur du Parti Socia-
liste Suisse du 4 novembre 1920.

Procès-Verbal des débats de l'Assemblée générale extraordi-
naire du Parti Socialiste Suisse du 10 au 12 décembre
1920 à Berne.

IV. — REVUES, BULLETINS et PÉRIODIQUES.

Annuaire statistique de la Suisse (Années 1914 1919 à 1922.

Artisan et Commerçant Romand, Revue économique, (N^{os} du
30 octobre, 15 novembre et 30 décembre 1922.)

Bulletin Financier, n^o 10 du Crédit Suisse, (31 octobre 1922).
Le Prélèvement sur la Fortune, p. 168 à 173.

Bulletin extraordinaire de la Banque Populaire Suisse, Berne,
novembre 1922, à l'occasion de l'initiative concernant le
Prélèvement sur la Fortune.

Bulletin, n^o 9 de l'Union des Banques Suisses (décembre 1922).
Les Finances de la Confédération.

Bulletin mensuel, n^o 12 de la Société de Banque Suisse,
(janvier 1923), p. 177 à 186.

Bulletin Financier Suisse, Journal économique et financier,
Lausanne (n^{os} des 4 et 18 novembre 1922).

Circulaire financière de novembre 1922 du Comptoir d'Es-
compte de Genève, Le Prélèvement de la Fortune.

Circulaire de la « Société d'assurance sur la vie Patria » à
l'occasion de l'initiative concernant le prélèvement sur
les fortunes.

Fédération Horlogère Suisse, (Organe de la Chambre Suisse de l'Horlogerie ; des Chambres de Commerce, des bureaux de Contrôle des Associations patronales et de l'Information horlogère suisse) (n^{os} de septembre, octobre et novembre 1922).

Finanz-Revue, Zurich (n^{os} des 17 août, 5 octobre, 19 octobre et 16 novembre 1922).

Marché Suisse du Travail : Publication de l'Office Fédéral du Travail, Berne (n^o de novembre 1922).

Quinzième rapport de la Banque Nationale Suisse 1922, tableaux des p. 39 et 41.

Rapport sur le Commerce et l'Industrie de la Suisse en 1921, publié par le Vorort de l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie à Zurich.

Rapport de la « Société Suisse d'Utilité Publique », publié à l'occasion de l'Initiative concernant le Prélèvement sur la fortune.

Schweizerisches Finanz-Jahrbuch par Steiger Neukomm und Zümenen, Bern (année 1921).

Zeitschrift für schweiz. Volkswirtschaft und Sozialpolitik.

V. — JOURNAUX.

Gazette de Lausanne.

Journal de Genève.

Neue Zürcher Zeitung.

Impartial.

Sentinelle

Droit du Peuple.

Tagwacht.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	1
1^{re} PARTIE : HISTORIQUE	
CHAPITRE I. — <i>Les précédents : Impôts extraordinaires sur-le capital</i>	5
a) 1 ^{er} Impôt extraordinaire de guerre... .. .	6
b) Initiative socialiste pour l'introduction d'un impôt direct fédéral	8
c) 2 ^{me} Impôt extraordinaire de guerre	9
CHAPITRE II. — <i>Les Précédents directs. Propositions, théories et Doctrines d'où est issue l'initiative</i>	12
a) La motion Goetschel	12
But dans lequel on propose le prélèvement	13
Texte de la motion	13
Discussion de la motion.. .. .	14
L'opposition du député Müller et des socialistes	15
b) Le prélèvement sur la fortune selon Müller	16
Pourquoi lors de la motion Goetschel il était contre et pourquoi il a changé d'avis	17
Le prélèvement en tant qu'étape de la socialisation.. .. .	18
c) Discussion du prélèvement sur la fortune à la Conférence de Kanderstegg	18
L'opposition de Müller et des socialistes.. .. .	19
Nouveau développement de la conception de Müller	20
d) Le prélèvement sur la fortune d'après Goldscheid	20
1 ^{er} ouvrage de Goldscheid	21
2 ^{me} ouvrage de Goldscheid	21

CHAPITRE III. — <i>Degré de maturité du Parti Socialiste suisse pour assimiler et propager ces théories</i>	26
Généralité sur l'évolution du Parti Socialiste Suisse	26
1 ^{re} époque : (jusqu'en 1918)	27
2 ^{me} époque : (1918).. .. .	28
3 ^{me} époque : (après 1918)	29
Le programme du Parti en 1919 et 1920	30
Position du Parti vis-à-vis de la question du prélèvement selon la formule de Goldscheid et de Müller	31
CHAPITRE IV. — <i>La réalisation du Prélèvement sur la fortune</i>	33
Ou cette proposition prit naissance	33
Discussion du 1 ^{er} Projet au sein du Comité	34
a) La tendance modérée	34
b) La tendance violente	35
Discussion du projet amendé au sein de l'Assemblée générale du parti	36
Précisions sur la portée du projet adopté	37
Le lancement de l'initiative.. .. .	37
Rapport du Conseil Fédéral	38
Position des Chambres	38
Position du peuple	39
Organisation de la propagande	40
L'unanimité du peuple dans l'opposition	41

II^{me} PARTIE : L'INITIATIVE SOCIALISTE

CHAPITRE I. — <i>Généralités</i>	43
Allure générale de l'initiative	43
Les imprécisions du texte de l'initiative.. .. .	44
« Les tâches sociales »	44
« Personnes imposables »	45
« Les exemptions »	45
« Le timbrage des titres »	45
« L'Imposition des personnes juridiques »	45
« L'évaluation des biens fonds »	46
Imprécisions provenant d'un manque de concordance entre les textes français et allemand :	46
« Impôt sur la fortune »	46
« Personnes naturelles »	46
« Délai de vigueur »	46
« Mobilier »	46

« Principe de mise en valeur »	47
« Papiers valeurs »	48
CHAPITRE II. — <i>Considérations de justice</i>	48
Violation du principe de la généralité de l'impôt.. ..	49
Réfutation	50
Violation du principe de l'Imposition proportionnelle à la capacité contributive de chacun.. .. .	51
Injustices provenant des difficultés de taxation.. ..	51
Injustices provenant de la forme fédérative de l'Etat	52
Discussion de ces arguments	53
Injustices provenant de l'inégalité des chances de pouvoir échapper à l'impôt	54
Injustices tenant à la différence de consistance des fortunes et à l'inégalité des conditions économi- ques	56
Injustice qu'il y a à frapper la fortune acquise en laissant indemne le produit du travail si élevé soit-il	57
Discussion de cet argument	58
Injustice tenant à l'évaluation à un jour déterminé	58
Injustice tenant au mode de répartition du produit de l'impôt	60
Discussion générale de ces arguments et conclusions	61
CHAPITRE III. — <i>Répercussion sur les Finances Publiques</i>	
Situation des Finances Publiques	64
Le Prélèvement aggraverait cette situation	66
a) Les sommes fournies par le prélèvement seraient insuffisantes à assurer le fonctionnement des assu- rances; la Confédération devrait à brève échéance intervenir	66
b) Moins value dans le rendement des impôts.. .. .	67
Moyen d'y parer : augmentation des taux des impôts	68
Or la fiscalité à des limites qu'il peut être imprudent de dépasser	68
Tableaux indiquant le rendement des impôts en Suis- se et la charge qu'il en résulte pour les contri- buables	69
Conséquences d'une nouvelle augmentation des taux des impôts	71
Réfutation de ces arguments.. .. .	72

CHAPITRE IV. — <i>Arguments économiques</i>	74
Réfutation d'une objection préliminaire :.	74
I. Evaluation de la charge générale qu'aurait à supporter le pays :	76
A) <i>Les personnes physiques</i> :	76
a) Charge résultant exclusivement du prélèvement	76
b) Charge résultant du prélèvement et des autres contributions	78
B) <i>Les personnes juridiques</i> :	80
a) Les sociétés commerciales	80
Le capital social déjà frappé entre les mains des actionnaires	81
Les réserves	81
Conséquences	82
Les socialistes contestent ces conséquences; discussion	83
Rôle que joue la situation économique du pays pour une évaluation exacte de la charge qui en résultera pour lui	83
Aperçu de la crise	84
b) Les personnes morales exonérées	87
c) Celles qui ne le sont pas mais qui devraient l'être	88
Certaines mutuelles	88
Les Bourgeoises	89
Les corporations	89
Les coopératives	91
Les Caisses d'épargne	91
C) <i>Charge totale pour Pays</i>	92
II. <i>Comment ferait-on face à cette charge ?</i>	92
Le contribuable possède des espèces liquides :. . . .	92
Le contribuable possède des titres de rentes	93
Le contribuable ne possède ni argent liquide ni titres de rentes	94
Recours au crédit ou dation en nature	95
a) Conséquences du recours au crédit	95
Le taux de l'intérêt, les prix, le chômage, les salaires	96
L'inflation	97
Réfutation et discussion	98

b) La dation en nature	99
Que fera l'Etat des biens ainsi recueillis ..	100
L'Etat peut les aliéner	100
L'Etat peut les conserver	100
Conséquences	101
L'épargne	102
Le Crédit de l'Etat	102
La Charité privée	103
III. <i>Comment la procédure fiscale adoptée aggravera en-</i> <i>core ces conséquences</i>	104
L'obligation de fournir tous les renseignements au fisc	105
La levée du secret des banques comme la comprend l'initiative	105
Conséquences	106
Le timbrage des titres	107
Les carnets de Caisse d'Epargne seront-ils timbrés ?	109
Et les billets de banque ?	109
Sanction attachée à la prescription du timbrage ..	110
Catégorie de titres qui ne peuvent être timbrés ..	111
Conséquences	111
Réfutation et discussion	112
IV. <i>Perturbations causées sur le marché économique par</i> <i>la simple éventualité d'une acceptation</i>	113
Retrait des capitaux dans les banques	113
Fuite des capitaux à l'étranger	114
Effondrement des valeurs en Bourse	114
Conséquences sur les emprunts d'Etat	114
Baisse du change	115
Augmentation de la circulation fiduciaire	116
L'or est thésaurisé	116
Le prix de l'or augmente	116
Comment les socialistes réfutent les arguments qu'on peut tirer de ces faits	117
CHAPITRE V. — <i>Buts de l'Initiative</i>	118
a) Les assurances sociales	118
Historique de la question des Assurances	119
Le produit du prélèvement ne suffira pas à assurer leur fonctionnement	123
Conclusion	124

b)	Le prélèvement doit être une arme à diriger contre le capital	125
	Propriété privée et Nivellement	125
c)	La question de la socialisation.. .. .	126
	Argument des adversaires de l'Initiative	126
	Réponse à ces arguments	127
	La prestation en nature est-elle facultative ou obli- gatoire	128
	Conclusion	130

III^{me} PARTIE : APRES LE VOTE

a)	Participation au scrutin et signification du vote ..	133
b)	Les différents facteurs ayant influencé le vote.. ..	134
	La maturité politique du peuple	134
	Les facteurs d'ordre personnels	135
	La propagande	135
	Argument qu'en tirent les socialistes pour expliquer leur échec	135
c)	Conséquences du vote	136
	La question du droit d'initiative	136
	CONCLUSION	137
	TEXTE DE L'INITIATIVE	141
	BIBLIOGRAPHIE	145

IMPRIMERIE-RELIURE VERTONGEN, 50, rue Saint-Lazare
